

Retour au pays/Syndicats/Pouvoir/Utopies

Tiers monde/Réfractaires/Médecins/Est info



CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

VIV(R)E L'ANARCHISME...



I.R.L.
journal d'expressions libertaires

Directeur de publication:

Alain Thévenet

Commission paritaire: 55270

Imprimé par:

Les Ateliers d'Impression Presse
Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau
69001 LYON

Rédaction et administration:

IRL, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc
69001 LYON

IRL - Rédaction parisienne:

c/o Max Nettelau
15 rue Gracieuse, 75005 PARIS

Conception graphique et réalisation:

Atelier de Création Libertaire

Abonnement:

5 numéros (1 an) : 50 F

10 numéros (2 ans) : 90 F

Abonnement de soutien:

10 numéros (2 ans) : 130 F et plus

Diffusion militante:

5 exemplaires pendant 5 numéros:
200 F

Pour vos versements:

IRL CCP 4 150 95 N LYON

NOTEZ: Le numéro qui figure en haut et à droite de votre adresse sur la bande d'expédition indique à quel numéro finit votre abonnement. Nous vous demandons de vous réabonner dès que votre abonnement arrive à échéance; nos tâches administratives en seront ainsi grandement facilitées.

S O M M A I R E

Page 3

LE RETOUR AU PAYS

Pages 4 et 5

ALTERNATIVES SYNDICALES

Page 6

TOUT CE QUE VOUS AVEZ VOULU SAVOIR SUR LES ANARS

Pages 7 et 8

RÉFLECHIR OU AGIR: LE POUVOIR

Pages 9 à 12

UTOPIE: L'AVENIR N'EST PAS JOUE
(Interview de Ronald CREAMH)

Page 12

FEMMES, BUREAUCRATIE, POUVOIR POLITIQUE
(En guise d'introduction)

Pages 13 à 24

DOSSIER TIERS MONDE (QUATRIEME ET DERNIERE PARTIE)

– REFLEXIONS SUR LES MULTINATIONALES

– LA CONDITION DE LA FEMME VOLTAIQUE DANS LA SOCIETE
TRADITIONNELLE

– L'OCCIDENT N'EST PAS LE PARADIS QUE JE CROYAIS

– BIBLIOGRAPHIE SUR LE TIERS MONDE

– ARETES

Pages 25 à 28

RÉFRACTAIRES: ET LE TOUT NAIT DE LA GUERRE
(Interview de Michel AUVRAY)

Pages 28 et 29

INITIATIVES: ET LA PAIX, BORDEL DE DIEU!

Page 29

LES FEMMES ET LA MILITARISATION

Pages 30 et 31

MÉDECINS CONTRE L'ORDRE

Pages 32 et 33

EST INFOS: LA RUBRIQUE DES PAYS DE L'EST

Page 34

LA DEMOCRATIE ESPAGNOLE

JE M'FAIS DU CINEMA

Jusqu'au 11 mars, à Genève, a lieu un festival de cinéma sur l'anarchisme.

Pour l'occasion une brochure sur «cinéma et anarchie» a été publiée par le CIRA. Pour 7 francs suisses on peut se la procurer en écrivant au CIRA CP 51, CH 1211 Genève 13 - SUISSE.

HERNU/SAVARY S'AFFICHE

Le CLAPHS (Comité pour l'Abrogation du Protocole Hernu/Savary) vient d'éditer un poster contre le susdit protocole. On peut l'obtenir au prix de 10 F. l'exemplaire (7 F. à partir de 10; 5 F. à partir de 50), port compris, à l'adresse suivante: ADIR BP 82, 16001 Angoulême cédex.

PAS D'ARMEE A L'ECOLE! (suite)

Le COT d'Albi, coordination nationale pour la lutte contre le protocole toujours susnommé, annonce la sortie du numéro 4 de «Ramassis d'Infos sur la militarisation de l'enseignement» (10 F. plus 6.30 de port).

De plus, une semaine nationale d'action est annoncée du 14 au 21 mars. Renseignements au COT, BP 229, 81002 Albi cédex.

COMMUNICATION URGENTE

Pierre Martial CARDONA, un des animateurs de la revue «Avis de Recherche», devait comparaître le 12 janvier devant la sixième chambre correctionnelle de Lyon pour y répondre d'un délit d'insoumission vieux de 10 ans.

Pas de bol pour ceux qui s'y étaient rendu, le procès n'a pas eu lieu.

Le soutien ayant visiblement bien marché et gêné cette chambre, le procès est renvoyé en mars prochain, devant une autre chambre.

Vous pouvez toujours soutenir notre camarade en écrivant à Avis de Recherche, BP 53 75861 Paris cédex 18.

TOUJOURS DES INSOUMIS EN PRISON

Pascal MIGNOT a décidé lui aussi de ne pas accepter le service militaire. Il s'est présenté à la

caserne de Noyon le 1er février pour y refuser le port de l'uniforme.

Il se retrouve en prison. Le MAMAN (Mouvement Anti-Militariste et Anti-Nucléaire) de Laon soutient Pascal.

Une petite lettre lui ferait plaisir: Pascal Mignot, Maison d'Arrêt rue de la Défense Passive, 80000 Amiens. D'autres informations peuvent être obtenues chez: MAMAN, 4 rue Vinchon, 0200 Laon.

KAKI, CACA, ARMEE CRAIGNOS

Le Groupe Antimilitariste du 11 novembre, alias «fout pas les pieds dans cette merde» a l'honneur de vous révéler enfin son existence.

Attouchements et contacts: 11 rue St Vincent de Paul 13004 Marseille.

Salon ouvert le vendredi de 20 heures à 22 heures.

GRUPE DE REFLEXION LIBERTAIRE

A Niort, quelques personnes ont décidé de créer un groupe de réflexion libertaire.

Ces camarades font circuler une plate-forme et envisagent d'avoir un local. Il suffit de les contacter: Groupe de Réflexion Libertaire, 71 rue Champommier, 79000 Niort.

CONTINENTS

En relation avec le dossier sur le tiers monde dont nous publions une bibliographie dans ce numéro, nous tenons à ajouter une revue intéressante qui est faite à Lyon par le CIRILP (Centre d'Information sur les Relations Internationales et les Luttes Populaires): «CONTINENTS». Au sommaire du numéro 6 de janvier-février,

– Le long affrontement
– Echographie de l'économie mondiale
– L'URSS peut-elle vouloir une guerre majeure?
– Approches géo-stratégiques du Moyen-Orient
– Le Golfe arabico-persique: Autonomie sous surveillance
– La guerre du Golfe

On peut obtenir cette revue en écrivant au CIRILP CEP BP 5006 69245 Lyon cédex 05.

CIGOGNE
L'équipe de IRL sera-t-elle plus nombreuse avec la naissance de Aurora-Vera le 14-02-1984? Grosses bises à Gemma, IRL.

Le retour au pays



PHOTO LILIANE



Lors du conflit Talbot-Poissy a resurgi une idée déjà développée sous l'ancien gouvernement de droite par L. Stoléru, en 1977: celle du retour au pays pour les travailleurs immigrés. Il est d'ailleurs à noter que ce principe de retour au pays avait, à l'époque, provoqué l'indignation des partis de gauche et des organisations syndicales («lois Stoléru—lois scélérates»), alors qu'il recueille aujourd'hui l'adhésion de ces mêmes partis et organisations.

Comment cette notion de retour au pays a-t-elle refait surface, revendiquée cette fois par les immigrés eux-mêmes? Parmi les multiples raisons à l'origine de cette revendication, aucune n'a eu en soi un rôle déterminant, elle constitue plutôt l'aboutissement et l'accumulation de plusieurs facteurs:

— Avant même l'arrivée en France, il y a une vingtaine d'années, l'idéalisation de ce pays, considéré comme un endroit où tout est facile («là-bas, on peut acheter tout ce qu'on veut», etc.) et la réalité brutale à l'arrivée: les conditions de travail pénibles, voire inhumaines («où on est considéré comme du bétail»), l'insalubrité des logements, les «marchands de sommeil», avec en toile de fond les manifestations quotidiennes du racisme. De plus, à Talbot-Poissy, où la grande majorité des travailleurs immigrés habite Poissy ou Dreux, la banalisation de ce racisme ordinaire s'est trouvée confortée par les résultats des dernières élections municipales (montée en flèche de l'extrême droite).

— Un autre élément non négligeable: la CSL, syndicat jaune, organisé en commandos paramilitaires et fascistes, régnant en maître sur l'usine et n'hésitant pas à «casser de l'Arabe», comme on a pu le voir en juin 1982, et plus récemment lors des violents affrontements du jeudi 11 janvier dans l'atelier B3.

— L'absence de formation, volonté délibérée du patronat d'avoir ainsi affaire à un sous-prolétariat (et à ce titre sous-payé...), bien aidé en cela par une maîtrise (la CSL) qui détient le monopole du droit à la formation, des promotions, des augmentations et des avantages sociaux (prêts, logements, etc.).

— La grande désillusion, face au gouvernement de gauche, en qui bon nombre de travailleurs avaient placé leur espoir de changement et surtout d'insertion (comme cet ouvrier déclarant, le lundi après l'expulsion par les CRS: «Moi, si j'avais été français, j'aurais toujours voté à gauche. Mais là, je suis étonné de voir un gouvernement de gauche élu par les travailleurs accorder les licenciements et envoyer les CRS! Pour nous, c'est pas un gouvernement de gauche, ça!»).

— Autre désillusion non négligeable dans ce vœu de retour au pays: la CGT, considérée jusqu'alors par les travailleurs immigrés de chez Talbot comme une organisation forte, luttant pour leurs revendications (voir juin 1982, où elle a été l'instigatrice de la grève contre les licenciements et où elle s'est opposée avec violence au joug de la CSL), cette même CGT «négocie» les 2905 licenciements et appelle à la reprise du travail après avoir obtenu l'annulation de 1000 licenciements...

C'est à ce moment que prend corps, dans l'esprit des travailleurs immigrés, la solution du retour au pays et c'est en ce sens qu'il faut l'appréhender: comme un constat d'échec et une solution de désespoir plutôt que comme une volonté réelle.

A ce sujet, les questions que nous pouvons nous poser restent nombreuses, d'autant plus que l'ambassadeur du Maroc en France (rappelons que chez Talbot, 750 licenciés sur 1905 sont des Marocains) a déclaré lui-même que le Maroc n'était pas prêt à recevoir une telle quantité de travailleurs (ainsi que leurs familles). En effet, indépendamment des problèmes économiques et sociaux que cet afflux de travailleurs impliquerait (chômage, logements...), les véritables problèmes, que l'ambassade se garde bien d'invoquer, sont d'ordre politique: qui voudrait rapatrier ces ouvriers ayant acquis une certaine conscience politique et syndicale à travers les luttes sociales

vécues en France, et devenus par là même trop combattifs? (A cet égard, il faut garder à l'esprit les procédés de «fichage» et de dénonciation mis en place par les «Amicales policières marocaines» lors des conflits de 1982 à Talbot...).

De même, qu'advient-il des enfants nés en France ces dernières années, ayant reçu une éducation et une culture en majeure partie occidentale et pour qui va se poser le problème de la réinsertion culturelle dans le pays de leurs aînés? Les immigrés eux-mêmes ne se considèrent-ils pas, de toute façon, comme des déracinés, balancés entre deux mondes, n'étant pas totalement intégrés à l'un mais n'appartenant plus vraiment à l'autre?

Face à toutes ces questions restées sans réponse, et qui dénotent bien la diversité et la complexité du problème, le retour au pays pour les immigrés doit s'accompagner de nombreuses conditions: d'une part, il doit être basé uniquement sur le volontariat; d'autre part, il ne s'agit plus pour eux d'accepter une prime dérisoire de départ, comme le proposait Stoléru et comme le propose aujourd'hui encore le gouvernement français. La revendication de ce qu'ils appellent «leurs droits légitimes» comprend le coût de la formation, les indemnités de chômage, les allocations familiales, le préavis, les droits à la retraite... ce qui, calculé sur les cotisations versées depuis de nombreuses années de travail en France, n'a aucune commune mesure avec la prime de 20000 F, voire même 40000 F «généreusement» octroyée par le gouvernement Mauroy.

C'est ainsi que se pose la seule et véritable question de cette revendication, le retour au pays: Une volonté réelle ou un moyen pour les immigrés d'affirmer leurs droits en tant que travailleurs, face à une société qui voudrait les rejeter après avoir tiré profit de leur force de travail, de longues années durant?

Liliane

Alternatives Syndicales

La période actuelle est marquée par un recul très net des organisations syndicales officielles (CGT, CFDT). Il semble que les travailleurs rejettent plus le modèle véhiculé par ces syndicats que le syndicalisme en tant que tel. Lorsque des travailleurs ont décidé ces dernières années de s'organiser en syndicat autonomes (alternatif, autogestionnaire ou révolutionnaire), leur expérience, bien qu'isolée et malgré les tentatives d'étouffement des pouvoirs en place (état, patrons, syndicats officiels), s'est amplifiée et se pose actuellement en alternative crédible pour les travailleurs sur le terrain des luttes sociales.

Voici une présentation rapide de quelques uns de ces syndicats.

(Lille, Marseille), Marins pêcheurs (Sète), Spectacle (Bordeaux).

Certaines ont mené des grèves dures et offensives: 35 jours de grève en octobre 1983 à la clinique des Orangers (33) pour les salaires et conditions de travail, grève au cinéma le Concorde (Bordeaux). Sans renier les principes fondamentaux du syndicalisme révolutionnaire (AG des travailleurs souveraine, délégués révocables, mandat impératif), la CNT accepte que ses militants participent à certaines structures de l'entreprise comme CE ou CHS pour avoir accès aux informations comme toute centrale syndicale. Des sections se présentent aux élections de délégués du personnel (DP) ce qui ne peut qu'assurer son implantation et favoriser son développement.

La CNT fait paraître un quinzomadaire, *Le Combat Syndicaliste* dont on peut recevoir un exemplaire en consultation en écrivant à CNT, Bourse du Travail, 31000 TOULOUSE (Abonnement: 70 F l'an).

SYNDICAT AUTOGESTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS DES PTT DU RHONE

SAT, 34 rue Bancel, 69007 LYON

Créé en 1978 par des exclus et des démissionnaires de la section CFDT PTT Lyon Gare, le SAT (1) compte actuellement une soixantaine d'adhérents sur les centres de tri de Lyon Gare et Lyon Montrochet. Il est à l'initiative des luttes locales ou nationales sur les transbordements nuit le Lyon Montrochet et Lyon Gare où il est majoritaire malgré sa non reconnaissance par l'administration ce qui lui retire toutes les prérogatives syndicales (heures d'information, préavis, audience).

Après cinq ans, son existence est toujours très précaire du fait:

- du désintéressement des travailleurs pour le syndicalisme
- de l'hostilité et de la répression de l'administration
- de l'hostilité des dirigeants des autres syndicats
- du refus de reconnaissance de l'administration (beaucoup de sympathisants n'adhèrent pas à cause de cela).

Malgré cela, le SAT connaît un bon développement sur les centres de tri. Les travailleurs qui, depuis 1978, ont adhéré l'ont fait sur l'activité et la pratique quotidienne des militants du SAT (assemblée du personnel, prise de parole, distribution de tracts, délégation de masse, élaboration de cahiers revendicatifs, grève).

Que veulent les militants du SAT?

- Une société autogestionnaire, c'est-à-dire libre et égalitaire, où chaque peuple

et chaque individu à travers leurs différences seront responsables d'eux-mêmes politiquement, économiquement et intellectuellement. La lutte pour l'aboutissement des revendications immédiates est partie prenante du processus de changement de société que nous souhaitons.

Comment y parvenir

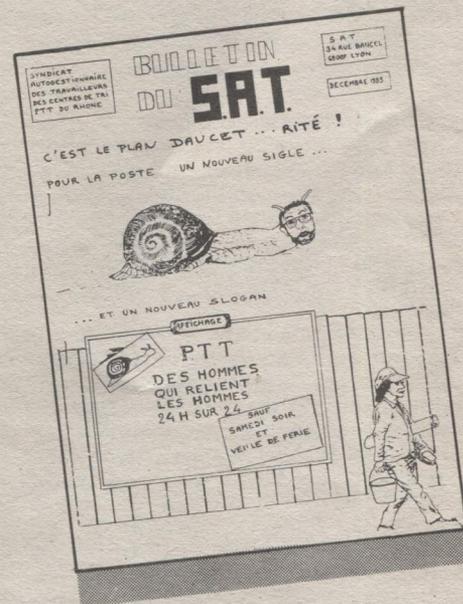
- Pour nous, travailleurs exploités, le syndicat doit être un outil d'émancipation préfigurant la société que nous voulons; la fin est dans les moyens, c'est-à-dire que l'autogestion se construit dès maintenant, jour après jour. Pour cela, nous favorisons les luttes où les travailleurs décident ensemble de la manière de se battre d'une façon autonome en défendant leurs intérêts propres qui ne sont pas nécessairement ceux des hiérarchies syndicales ou des partis politiques.



LA CONFEDERATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS

CNFT, 33 rue des Vignoles
75020 PARIS

La CNFT approche le millier d'adhérents et est en progression très nette cette année 1983. Elle a pris une réelle autonomie d'avec la CNT espagnole en exil. D'après son journal (*Le Combat Syndicaliste*), on peut compter actuellement une douzaine de sections d'entreprises en activité: Santé (Paris, Bordeaux), Bâtiment (Toulouse, Bordeaux), Métallurgie (Bordeaux), Transports (Arles), Communaux



SYNDICAT DE LUTTE DES TRAVAILLEURS USINOR DUNKERQUE

SLT, Centre Social
59760 GRANDE SYNTHÉ

130 adhérents, implanté sur Usinor Dunkerque, le SLT (2) a été créé en 1981 par des travailleurs exclus de la CFDT parce qu'en désaccord avec le plan gouvernemental de restructuration de la sidérurgie, signé par la fédé CFDT. Après un court passage à la CGT, ils ont décidé de prendre leur autonomie. Le SLT mène des luttes sur les conditions de travail et la sécurité. Après plusieurs accidents mortels à Usinor Dunkerque, il engage une action en justice contre les membres de la direction et, depuis, se trouve en butte à la répression menée

par la direction assistée de la CFDT Usinor. Cette répression a abouti, en 1983, après de nombreux procès et actions diverses (grève de la faim, manif à Lille et à Paris) au licenciement de son secrétaire F. Flattischer.

Mais le SLT existe toujours : laissons lui la parole :

« Pour nous, le syndicat doit être le lien d'organisation des travailleuses et non pas le domaine des délégués. La décision de créer un nouveau syndicat a été prise dans la perspective de sauvegarder le courant combatif qui existe encore. En existant, le SLT permet de continuer à faire qu'il y ait une information, un débat sur ce qui se passe dans l'usine, de maintenir sa richesse passée. Nous sommes également le seul syndicat qui, bien que n'ayant pas de délégués, s'attaque à la direction sur les problèmes de sécurité et d'accidents. Dans l'usine, le SLT est toujours semi-clandestin ; officiellement, il existe (déclaration légale, statuts déposés, reconnaissance par l'Inspection du Travail) mais la direction et les autres syndicats nous nient. Notre apparition se fait essentiellement au moyen de tracts, prises de parole. La reconnaissance par les travailleurs est de plus en plus importante à en juger par le nombre d'adhérents malgré le frein que constitue l'absence de reconnaissance officielle ».

SYNDICAT DEMOCRATIQUE DES BANQUES - BNP

SDB BNP, 130 rue Lafayette
75010 PARIS

Le SDB compte 300 adhérents et a été créé en 1978 sur la BNP Paris, après l'exclusion de la majorité des responsables de la section CFDT par le syndicat CFDT des Banques lors du « recentrage ».

Il s'est vu renforcé par l'arrivée de syndiqués et de militants dégoûtés par les pratiques du syndicalisme officiel. Le personnel de la BNP Paris a fait du SDB la troisième organisation syndicale en nombre de voix sur Paris et s'est donné plus de 30 délégués du personnel SDB.

L'existence du SDB est intolérable pour la direction mais aussi pour les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, SNB qui, depuis cinq ans essaient de l'asphixier par des procès en s'abritant derrière la loi anti-démocratique sur le monopole syndical du premier tour pour empêcher toute expression véritable du personnel. Malgré l'acharnement syndicalo-patronal quatre tribunaux sur six lui ont conféré la représentativité juridique dans plusieurs centres et agences.

Quelles sont les propositions du SDB ?
— les 35 heures sans diminution de salaire avec embauche compensatoire
— l'amélioration du niveau de vie par des augmentations non hiérarchisées
— le maintien des emplois en BNP en refusant les licenciements filialisations
— contrôler le développement informatique.

Des structures existent, bien que mi-

noritaires ; elles ne détiennent pas forcément la Vérité, ni se veulent avant-garde pour une autre voie syndicale. Il serait déjà bien que leur pratique et leur existence interrogent les militants, hors ou dans les appareils officiels, déçus par les structures et les pratiques CGT, CFDT ou FO et les poussent à se rencontrer pour réfléchir et élaborer ensemble une alternative syndicale qui soit un outil de lutte pour les travailleurs et non le moyen pour les bureaucraties en place

de renforcer leur pouvoir.

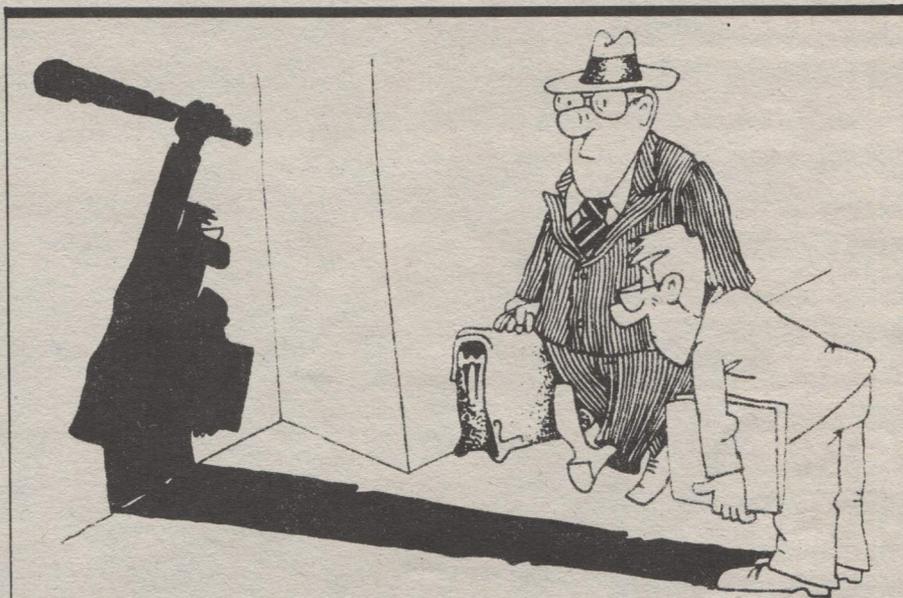
Un militant du SAT-PTT-LYON
Janvier 1984

Nous remercions de leur collaboration gracieuse à cet article : LUTTER, Le Combat Syndicaliste, Le Bulletin du SAT.

NOTES

(1) Pour d'autres articles sur le SAT, voir IRL n. 17, 23, 28, 36, 37 et 42.

(2) Voir aussi « Le SLT accuse et gêne », IRL n.47, oct.nov. 82.



Nous avons demandé à un militant du SAT (Syndicat Autogestionnaire des Travailleurs) de nous faire un bref panorama des syndicats qui, en dehors des structures des grandes centrales, essaient de réinventer une pratique qui renoue avec les anciennes aspirations de réelle émancipation des travailleurs-travailleuses.

Ce petit tableau ne se veut pas exhaustif, mais seulement une première intervention qui, nous le souhaitons, suscitera des réponses et des compléments : un débat. Enfin, nous demandons à vous toutes qui lisez IRL et qui avez une pratique syndicale (ou qui n'en n'avez pas!) ou qui avez des idées sur la question, de nous faire part de vos considérations sur ce sujet. Nous espérons recevoir suffisamment de réponses pour présenter dans un de nos prochains numéros un dossier, le syndicalisme et les libertaires, le plus complet et intéressant possible!

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

- ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN) : 60 FRANCS
 - ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS) : 110 FRANCS
 - ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS) : 150 FRANCS
 - ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT 1 AN) : 250 FRANCS
- (AJOUTER 10 FRANCS POUR L'ETRANGER)

LIBELLER LES CHEQUES A : IRL CCP 4 150 95 N LYON
IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON

VOUS

ABONNEZ

TOUTES SES FOR

**Tout ce
que vous
avez
toujours
voulu
savoir
sur les
anars**



PHOTO MIMMO - IRL

Dans les milieux libertaires, les rapports entre individus, et en particulier entre hommes et femmes, sont-ils différents de ceux qui existent dans le reste de la société? Si oui, en quoi? Dans notre société normative et coercitive, toute tentative de changer les rapports humains est-elle vouée à l'échec? Totalemment? En partie?

Ne s'agit-il pas d'un problème secondaire qui trouvera sa solution le lendemain du Grand Soir? Le Grand Soir est-il possible sans qu'un changement dans les mentalités ne soit engagé? Verrons-nous le Grand Soir?

Entre nos aspirations et nos blocages fruits d'une éducation répressive, comment vivons-nous nos contradictions? Le fatalisme est-il acceptable? le volontarisme suffisant? la psychanalyse nécessaire? Existe-t-il une autre démarche? La cherchons-nous? La cherchions-nous davantage il y a dix-quinze ans? Serions-nous des déçus de mai 68?

Quel impact le mouvement des femmes a-t-il eu sur l'ensemble de la société française? sur les libertaires? Que représente-t-il aujourd'hui: un mouvement de masse? une officine commerciale au service des sociaux depuis mai 1981?

Désirons-nous encore changer les rapports interindividuels? Quand, sur une radio libertaire, trois femmes se retrouvent pour parler du couple ou de la jalousie, parlent-elles de ce qu'elles vivent? ou du couple des autres, du couple théorique, de la jalousie à travers les âges? Quant aux hommes, abordent-ils jamais de tels sujets?

Avons-nous recréé la très bourgeoise division vie publique-vie privée? Peut-il en être autrement en période de reflux du mouvement social?

Pourquoi y a-t-il dans le mouvement libertaire plus d'hommes que de femmes? Le même phénomène n'est-il pas observable dans les autres rassemblements politiques? Est-ce rassurant ou tout aussi alarmant?

Pourquoi nombre de femmes perçoivent-elles toute option politique — anarchisme compris — comme une « affaire d'hommes »? La « politique » est-elle une question de glandes? ou les femmes ne peuvent-elles se retrouver dans la démarche adoptée pour faire passer nos idées?

Qu'exprime-t-on par le militantisme quand on est un homme? quand on est une femme? L'idéologie mise à part, en quoi différons-nous des militants d'extrême gauche par exemple?

Militons-nous comme nos aînés? Si non, en quoi différons-nous? Quelle place occupe le militantisme dans notre vie quotidienne? Ne pas être

militant signifie-t-il être inactif? Les personnes que nous aimons le plus sont-elles militantes? sont-elles même anarchistes? Si non, cela nous pose-t-il problème?

Dans nos milieux, tous les individus se valent. Mais lesquels, par leur absence, peuvent faire retarder le début d'une réunion, la faire reporter ou recommencer?

L'écriture, la frappe et la diffusion d'un tract sont-elles réalisées par les mêmes personnes? Si une discrimination s'établit, repose-t-elle sur le sexe? sur l'âge? sur les deux?

A l'occasion d'une fête, si je cherche tel ou tel copain, ai-je plus de chances de le trouver au débat sur le mouvement ouvrier ou à la buvette à préparer des casse-croûtes? Si je cherche une copine, ai-je intérêt à me rendre directement à la buvette?

La rotation des tâches est-elle une réalité dans le mouvement libertaire?

Si ce petit questionnaire vous agace, n'hésitez pas à nous écrire pourquoi. S'il vous intéresse, n'hésitez pas non plus: avancez vos réponses et même posez d'autres questions. IRL est un lieu de débat et il nous semble important que de tels sujets soient abordés. Alors, nous attendons vos contributions.

Vanina et Consort

LE POUVOIR

I me semble qu'il y a trois aspects au problème du pouvoir: a) l'autoritarisme que nous voulons détruire; b) l'organisation efficace que nous voulons construire; c) notre propre personnalité qui peut nous entraîner, malgré nous, à dominer.

Le premier point est inscrit dans la position de départ de l'anarchisme, et est résumé par l'Etat. Il faut, cependant, remarquer que l'Etat peut adopter une façade libérale intéressante (en Suède et aux USA dans certains domaines), tout en demeurant le suceur de sang des descriptions anarchistes du XIX^e siècle pour ce qui est des multinationales (ITT au Chili, et ailleurs, les caisses enregistreuses suédoises des supermarchés, ce piler du gaspillage à l'Ouest et à l'Est — côté face — et de la famine — côté pile — dans le tiers monde).

L'organisation à construire tant sur le plan pré-révolutionnaire que révolutionnaire et post-révolutionnaire a déjà été ébauchée au Mexique, en Ukraine, en Espagne, etc. Elle offre un certain nombre de points noirs pas vraiment supprimés: la relation à établir entre l'activisme militant (manifestations, publication de livres, syndicalisme, terrorisme larvé ou direct) et le mouvement imprévisible des masses (liquidation physique des exploités, conseils de travailleurs, armée populaire, influence de tendances révolutionnaires différentes). En effet, à ce moment, la coupure entre militant et non militant a disparu, mais le militant prétend souvent en savoir davantage sur le cours des futurs événements.

Enfin, notre personnalité est à étudier. Peut-on vraiment se libérer en dehors d'une libération globale des autres? demandent les révolutionnaires et les psychologues. Vieux problème: «Si on fait sauter tout le monde bourgeois avec de la poudre, une fois que la fumée se sera dissipée et que les décombres auront été retirés, on en verra renaître un autre, parce que ce monde n'est pas mort intérieurement et que ni le monde à construire ni la nouvelle organisation ne sont suffisamment prêts pour pouvoir se compléter dans une réalisation (1).»

Notons que les scientifiques sont partagés sur ce point. Les «réactionnaires» (suivant Freud et la psychanalyse, A. Carrelet la socio-biologie de Wilson) affirment et démontrent que dans les gènes, dans le développement intellectuel et historique, l'être humain est soumis depuis toujours à une hiérarchie (de la horde préhistorique à l'Etat de 1984). A l'opposé, des scientifiques non moins bardés de diplômes (W. Reich, Laborit, Chomsky, etc.)



soulignent et démontrent que l'être humain est spontanément tourné vers une pratique libertaire (depuis les hordes préhistoriques — embryon de fédéralisme — jusqu'aux courants anti-étatiques dans la planète en 1984).

Rappelons que chaque idée ou invention est finalement à double tranchant: le christianisme (Jésus, le premier anar, et l'Inquisition, précurseur du KGB et d'une certaine société US et de RFA), l'informatique (supercentralisation ou décentralisation).

Pour en revenir à l'individu, je me demande si le fond de bien des haines ne vient pas (et ne viendra pas, car certains sentiments sont persistants) de réflexes ou de phantasmes très simples. Par exemple, l'antipathie ou la sympathie immédiate (certains affirment avoir un sixième sens pour détecter les flics infiltrés, et j'attends toujours la preuve de ce qu'ils avancent), la capacité d'accepter l'autre, même quand on est soi-même énérvé et fatigué, pour ne pas parler de réactions de folie véritable, mais banale (ne pas écouter, s'énerver sur un mot, se répéter inutilement, se croire beau ou laid, etc.). Que faire (comme disait Tchernitchevsky en 1863)? Peut-être tenter d'être soi-même, en veillant à ne pas choquer. Un exemple: pendant la guerre d'Espagne, au début, en septembre 1936, Camillo Berneri notait: «Une sorte de gens qui me tapent terriblement sur les nerfs, ce sont les volontaires (Français pour la plupart) qui restent observateurs. Ils arrivent avec des airs de pères éternels et des tenues

de cow-boys pour passer la moitié de la journée au café (2).» Dernier exemple: ne pas jouer aux inquisiteurs (until fume, se drogue, travaille et milite là et pas là-bas, etc.) sans se demander d'abord ce qu'on est capable de faire pour compenser cette agression contre autrui, et apparaître soi-même, comme logique dans ses faits et gestes.

Pour conclure momentanément, c'est dans leur pratique, leur capacité de susciter de façon autonome et équilibrée (voir Berneri) l'affection et

l'amour (allusions à Tolstoï et à Armand et Sigala, le cœur et le sexe) que les anarchistes ont beaucoup à faire et à gagner sur eux-mêmes, pour trouver en même temps (et peut-être seulement ainsi) la voie révolutionnaire.



Avant ce texte, j'avais tenté une autre approche (août 1983) du sujet, très insuffisante, mais qui peut être utile par les informations qu'elle contient.

Les camarades du Centre de documentation Giuseppe Pinelli de Milan veulent célébrer 1984 en lançant une discussion internationale sur le pouvoir au sens large (autorité, Etat et fondement anarchiste du non-pouvoir). Comme la question me semble complexe, j'essaie d'éclairer ma propre lanterne à partir des réflexions qui suivent.

Tomas Ibanez offre une approche importante (3) en espagnol d'un point de vue libertaire et en se fondant sur Clastres et Foucault. Il me semble que le principal apport est la critique faite des différents théoriciens anglo-saxons. Il demeure que l'analyse de la société actuelle paraît sombre: après avoir évoqué à plusieurs reprises les possibilités d'innoculer génétiquement certaines déformations de la personnalité, Ibanez conclut: «Il existe un type de pouvoir et plus précisément un type de rapport pouvoir-savoir qui pousse nécessairement le processus social dans une direction déterminée sans qu'aucune décision humaine ne semble capable de réorienter le sens de la société (4).»

Harold Barclay, alors qu'Ibanez n'envisage que les sociétés industrialisées, n'étudie que les groupes extérieurs à la culture capitaliste, en les considérant comme «anarchistes» puisque sans Etat (5). Souvent irritant à mon sens, à cause de ses manques de connaissance sur la Russie et



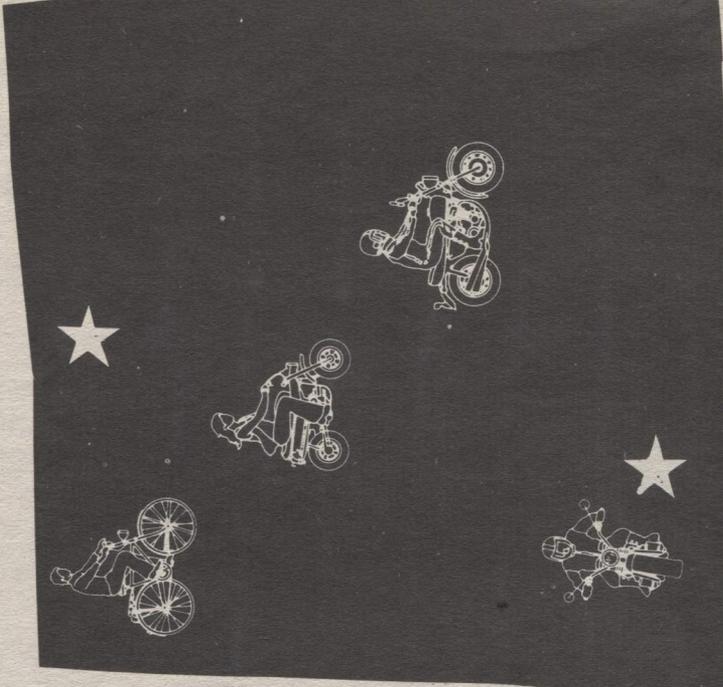
irl/atelier de création libertaire

A propos du pouvoir, nous préparons un livre qui sortira le prochain mois d'Avril 84 « Le Pouvoir et sa Négation » contributions au débat sur autorité et domination.

Il est prévu pour les jours 12 et 13 mai à Lyon un colloque autour du Pouvoir. J.P Poly, N. Zagnoli, Eduardo Colombo, Marianne Enckell, Nicolas Triffon, Ronald Creagh, un (ou des membres) du Centre d'Etudes Libertaire G. Pinelli de Milan ont assuré leur présence.

Pour plus d'information (le programme n'est pas définitif), écrivez au journal ou téléphonez au 839 57 79 (aux heures de repas, demandez Mimmo). A bientôt...

P.S. Vous pouvez vous réserver d'ores et déjà (attention, il n'y a que 120 places). La participation aux frais pour les deux jours est de 40 F.



l'Espagne, Barclay est parfois séduisant lorsqu'il démontre que l'évolution historique n'est pas univoque (le déterminisme bourgeois et marxiste-léniniste), mais multiforme. Sa description de différentes cultures utilisant le critère de l'unanimité en assemblée pour les prises de décision (sans exceptions), et comme sanction le bannissement du coupable est importante. Par contre, la critique de Clastres me semble plus un problème

d'opposition entre formation anglo-saxonne et formation française.

Le pouvoir me paraissant une notion fourre-tout, voyons ce qu'en dit Bakounine. Il offre une solution sociale d'abord: « Tant que le pouvoir politique existera, il y aura des dominateurs et des dominés, des maîtres et des esclaves, des exploités et des exploités. Une fois le pouvoir politique aboli, il faut le remplacer par

l'organisation des forces productives et des services économiques (6). » Mais il reconnaît que: « Il est dans tous les hommes un instinct de commandement qui prend sa source première dans cette loi fondamentale de la vie, qu'aucun individu ne peut assurer son existence ni faire valoir ses droits qu'au moyen de la lutte. (...) S'il est un diable dans toute l'histoire humaine, c'est ce principe du commandement (7). » Et Bakounine parle même à ce sujet de « nature humaine » (8).

Le terme de « nature humaine » a des relents religieux de par son caractère bon ou mauvais. Bakounine a le mérite de ne pas chercher à donner une réponse définitive: une même institution peut être l'embryon du collectivisme futur — le mir —, tout en étant phalocrate et dévouée au tzar. Et même les militants de l'Internationale, qui n'offre que des dangers et aucun profit matériel, peuvent être pris par la corruption qu'est « la vanité et l'ambition (9). »

Le défaut de certains anarchistes est de vouloir aller plus loin que Bakounine — l'organisation de la société — et de lancer des interdits moraux: « Mais aller contre la nature, faire l'apologie de relations sexuelles que même l'animal le plus abruti refuse, voilà qui ne va ni de près ni de loin dans le sens d'une contribution à la régénérescence de l'espèce et d'une accélération de la révolution sociale. C'est le simple héritage de ce qu'il y a de pire dans ce qu'avaient la bourgeoisie et les courtisans: la luxure, la névrose, la paresse et le recul (10). » Malatesta soulignait dans son Programme des lignes d'action assez larges. Et James Guillaume avait prévu vers 1871 un bureau de coordination, que je ne vois guère fonctionner. Il y a donc pas mal de travail à faire, comme on peut le voir en lisant « L'Histoire de l'anarchie » de Max Nettlau (11).

Grand-père Max

1) Herzen, lettre à Bakounine, 25-1-1869, dans « Obras filosóficas escogidas », Moscou, 1956, p. 592. Je ne sais pas si la réponse de Bakounine a été publiée.

2) « Pensieri e Battaglie », p. 243.

3) « Poder y Sociedad », Barcelone, Hora SA, 1983, 169 p.

4) Ibid., p. 157.

5) « People without government (an anthropology of anarchism) », Londres, Kahn & Averill with Cienfuegos Press, 1982, 150 p.

6) Retraduit de l'espagnol, « Les Ours de Berne ».

7) « Protestation de l'Alliance », 1906, p. 16.

8) « Etatisme et Anarchie », Œuvres, t. 4, p. 347, t. 8, p. 109, et par exemple Jean Grave: « En société anarchiste, comment doit se conduire l'individu ? »

9) « Protestation... », p. 15-16

10) Miguel Celma, « Espoir » n° 997, mai 1982. Voir aussi, pour le mouvement espagnol, des articles d'Abelardo Iglesias dans « Solidaridad Obrera ».

Pour le mouvement français, à un autre niveau, se rappeler des oppositions entre militants FA et non FA. Plus globalement, constater le manque de contacts entre anars, conseillistes et luxembourgistes (qui, simple constatation, sont souvent staliniens). Il semble qu'un minimum de points communs contre les exploités devraient être trouvés, et il est vrai qu'en pratique les gens se retrouvent, mais sans discuter vraiment.

11) Dossier de l'histoire, 1983.

L'avenir n'est pas joué

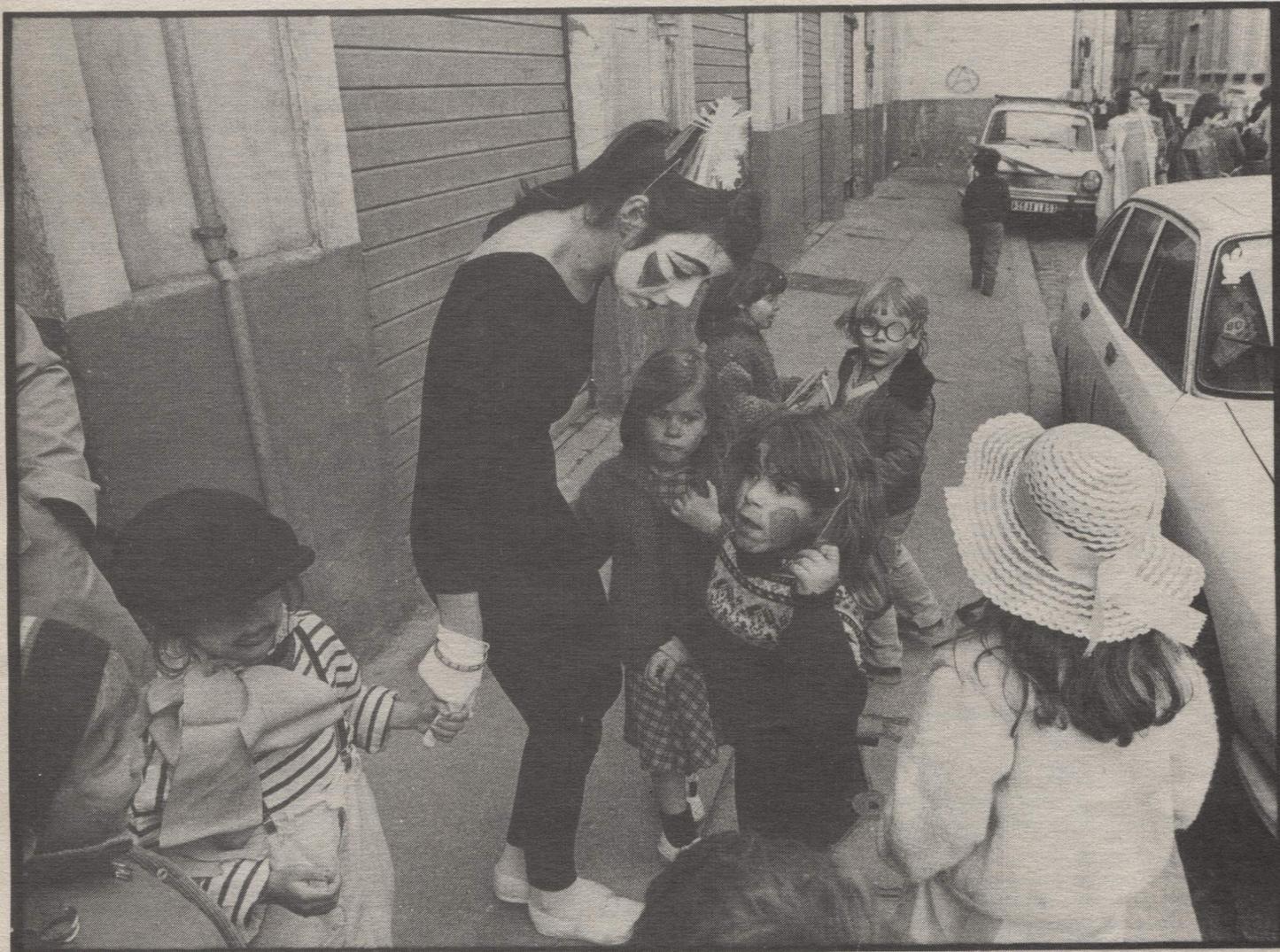


PHOTO J. DELAYE

Ronald Creagh a choisi, pour des obligations professionnelles mais aussi pour comprendre la société française, de s'intéresser à la société américaine: «Il fallait que je prenne une certaine distance» nous a-t-il confié lors de son dernier passage à Lyon.

Libertaire, il ne pouvait que s'intéresser à l'histoire de ses idées aux USA. D'ailleurs, il a déjà publié «Histoire de l'Anarchisme aux Etats Unis d'Amérique» (La Pensée Sauvage, éditeur) dont un deuxième volume devrait prolonger les événements jusqu'à nos jours. Il termine actuellement un livre sur Sacco et Vanzetti «qui apportera un certain nombre d'informations et de documents inédits» et vient de publier chez Payot «Labora-

toires de l'Utopie» (1) qui nous parle des communautés libertaires aux USA.

IRL: Quel rôle et quelle influence a eu l'anarchisme dans ce «nouveau monde»? **Ronald Creagh:** Je crois que l'anarchisme relève de la contradiction qui existe aux Etats Unis (E.U.) entre d'une part une constitution et un Etat extrêmement puissant et, d'autre part, le fait que les E.U. ont été fondés sur la déclaration d'indépendance qui affirmait le droit de tout peuple à choisir librement, à vivre dans la joie, à aspirer à la liberté. Cette déclaration d'indépendance dont on parle beaucoup et qu'on refoule tout le temps dans la société américaine est un aliment qui a bien contribué à créer sans cesse de nouveaux anarchistes. C'est pourquoi même s'ils sont peu nombreux, ils sont en continuelle réapparition: c'est le «refoulé» de l'américain. Et tant que les E.U. seront les E.U. avec

leur idéologie, des courants anarchistes doivent nécessairement et inévitablement réapparaître.

On ne peut pas dire la même chose pour la France: nous avons des traditions très jacobines de centralisation, d'étatisation, de compter sur l'autorité, sur le pouvoir des chefs... Aux E.U., au contraire, il y a des tendances à la décentralisation, à l'indépendance de l'individu, à la capacité pour chacun de compter sur lui-même. D'ailleurs certaines tendances sont «communisantes», non pas dans le sens «parti communiste», mais dans le sens «esprit de communauté», «solidarité»: il y a énormément de mouvements associatifs, de groupes qui se forment de manière extrêmement spontanées. Par exemple, vous logez dans une maison et vous trouvez à l'entrée, une petite affiche: «Si vous voulez faire des achats en coopérative, venez vous joindre à nous». Et



il y en a comme cela des quantité! Des coopératives d'achat qui fonctionnent sur un modèle absolument anarchiste, qui ont été quelquefois inspirées par des anarchistes et quelquefois non. Mais de très puissants courants libertaires se sont manifestés à différentes époques. Très puissants au 19ème siècle, ils ont été typiquement américains bien qu'il y ait eu aussi un important noyau d'immigrants: allemands, français... Ensuite un regain avec les groupes juifs, italiens et, d'une manière générale, ceux qui venaient des pays slaves.

Une répression terrible s'est abattue sur ces groupes: personnes emprisonnées, déportées, par centaines, par milliers... même des meurtres. On a systématiquement fait sauter des bombes à certains endroits et on les a ensuite systématiquement incriminés alors qu'il était démontré que ces bombes étaient «inspirées» par les polices privées du patronat dans le but de se débarrasser de militants gênants qui étaient souvent des meneurs d'ouvriers.

Ce sont donc deux phases qui ont été très importantes. Aujourd'hui, le mouvement anarchiste aux E.U. traverse une troisième phase, peut-être pas moins importante que les précédentes, mais qui a des formes tout à fait différentes, plus adaptées aux problèmes de notre époque. Le courant anarchiste est très écologiste et il se pose les problèmes d'une société post-industrielle.

IL Y A ENCORE DES POSSIBILITES

C'est de cette racine libertaire que t'est venue l'idée de chercher dans les communautés libertaires ce «laboratoire d'utopie»?

C'est une explication après coup que je donne maintenant. Une chose me semble certaine, c'est que nous vivons dans une société qui cherche à détruire les expériences des gens, à détruire le futur et qui n'arrête pas de nous dire: inutile d'espérer aux lendemains qui chantent, demain sera pire qu'aujourd'hui; voyez la terre qui est tout le temps plus polluée, les menaces de guerre, une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes. On s'efforce continuellement, dans tous les pays du monde, de détruire l'espérance des gens et on leur prêche un message pour qu'ils ne croient plus dans le futur. Ce message a pour but très simple d'amener les gens à se contenter du présent en leur faisant regarder un passé très primitif. Dans le regain qu'on trouve actuellement en France pour l'histoire, il y a un aspect de peur de regarder l'avenir, de frayeur des gens qui se demandent si demain les enfants ne seront pas beaucoup moins heureux que nous l'étions.

On tue donc l'avenir pour sauver les institutions actuelles qui sont loin de satisfaire les gens. Or justement l'utopie c'est l'idée que l'avenir n'est pas joué, qu'il y a encore des possibilités. Bien sûr, en regardant l'histoire aujourd'hui,

nous pouvons expliquer la révolution française, la révolution russe par un déterminisme, en disant que c'était inévitable, que ça devait arriver... Mais ce sont des vues après coup; en réalité on trouve continuellement au cours de l'histoire des tas de carrefours et des tas de possibilités. L'utopiste est quelqu'un qui justement ne considère pas que la partie est jouée une fois pour toute et qui, par conséquent, ne s'en remet pas à des autorités ou à des décideurs pour que la situation change un jour. C'est quelqu'un qui regarde le présent et qui se dit qu'il est possible de construire un autre avenir, tout de suite. Il y a donc de la part de l'utopiste cette volonté de démontrer que d'autres futurs sont possibles à l'humanité et que non seulement ils sont possibles mais qu'il n'est pas nécessaire d'attendre des siècles.

On peut déjà réaliser de manière partielle les types de société que nous voulons. Ça a été un aspect important qui a poussé ma réflexion; l'autre aspect, qui est probablement plus à l'origine de ma recherche, c'est que j'avais été très frappé par le fait que nous sommes habitués à des structures sociales données, à des types de relation entre hommes et femmes, femmes et enfants, entre grugeurs et grugés. Ces relations sont relativement les mêmes d'un pays à l'autre, du moins dans les pays de l'ouest et qui, dans les pays du tiers monde, sont sans doute différentes; mais on ne trouvera peut-être pas beaucoup de différence.

Or une phrase d'un professeur, quand j'étais moi-même étudiant, m'avait frappé; il avait parlé de ces expériences de communauté en disant que c'était des «utopies», des «laboratoires sociaux» à travers desquels on expérimente et on voit d'autres types de relations sociales, d'autres types de sociétés. Il me semble qu'il était intéressant de voir en effet des modèles de vie, des formes de vie complètement différentes et qui peuvent nous sembler quelquefois aberrantes parce que nous ne sommes pas habitués à ces genres de vie; de voir aussi comment elles fonctionnent, de voir comment l'humanité peut fonctionner sur des modèles différents de ce qu'elle connaît aujourd'hui. D'ailleurs c'est aussi une idée des anarchistes américains du 19ème de dire: nous avons sanctifié le mariage et un certain nombre d'autres institutions parce que nous pensons qu'elles sont les meilleures, mais pourquoi ne pas faire aussi d'autres types d'expériences et voir dans quelles mesures elles ne sont pas également viables pour l'humanité et, peut-être, plus satisfaisantes.

Peux-tu nous parler un peu plus concrètement de ces expériences, nous dire la quantité de ces communautés et leur continuité historique, s'il y a continuité entre les communautés des pionniers de ce socialisme libertaire, romantique, idéaliste du 19ème siècle et les communautés qui se sont créées avec la naissance de la génération hippie jusqu'à nos jours?

On a beaucoup parlé à un moment des communautés hippies comme étant un phénomène exceptionnel dans l'histoire américaine. Dans les années 50 et 60, à la suite de grands rassemblements de jeunes et de moins jeunes, on a fondé des communautés. En réalité ce phénomène est très ancien: il y a des communautés qui ont existé, autant religieuses qu'autres. Je ne me suis pas intéressé à tout le mouvement communautaire américain parce que c'est quelque chose d'infiniment vaste et je pense qu'il faut compter par milliers le nombre de communautés qui ont existé, autant religieuses qu'autres. Je ne me suis intéressé qu'aux communautés libertaires et, de ce point de vue là, j'ai pu dater la plus ancienne à 1825. Les communautés qui restent aujourd'hui désirent garder une discrétion et ne veulent pas être visitées comme un zoo.

S'il y a une continuité du mouvement, une continuité de l'aspiration, il n'y a, en un sens, aucune trace de filiation. Ça commence avec une grande communauté (dont la plupart des communautés d'aspiration laïque se réclament) et qui n'est pas à proprement parler une communauté libertaire: c'est une communauté socialiste-communiste, celle de Robert Owen. Cette communauté, extraordinaire à l'époque, a réuni plusieurs milliers de personnes; les plus grands savants américains sont venus en bateau pour participer à cette expérience. On voulait par exemple que les enfants passent la moitié de leur temps à apprendre au niveau intellectuel et l'autre moitié à faire un apprentissage manuel: les meilleurs ouvriers de chacune des spécialités étaient là pour former des hommes et des femmes qui soient complets. C'est là qu'on a trouvé le premier club féministe. Grande première à de nombreux points de vue, ce modèle a servi pour ce qu'on pourrait appeler la première génération de communautés.

LA QUALITE N'A RIEN A VOIR AVEC LA DUREE

Les communautés de ce que j'appelle la deuxième génération sont d'un type totalement différent. Ce sont des communautés qui n'entendent absolument pas se poser comme modèle à qui que ce soit. Ce sont des expériences que des individus ou des groupes font de vie commune, mais en insistant continuellement pour dire qu'il s'agit d'une expérience unique, inimitable et qui ne se pose pas en modèle. C'est un point très important, nous ne pouvons pas juger les communautés avec les critères habituels dont nous nous servons pour juger les organisations. Notre mentalité consiste à dire que plus une communauté est importante, plus cette organisation est valable; un amour peut être extrêmement profond, une vie vécue de manière intense, et pourtant cet amour et cette vie sont toujours très courts, ne serait-ce que quand on les compare à l'histoire de l'humanité. La qualité n'a rien à voir avec la durée. Or justement, pour ces

Le livre « Laboratoire de l'utopie » décrit de façon vivante et stimulante la persistance des communautés dans la vie nord-américaine aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. L'auteur Ronald Creagh (1) adopte une démarche essentiellement favorable. Et il répond par avance aux critiques : « l'équation courte durée = échec trahit l'idéologie occidentale dominante. Au nom de quoi décide-t-on à priori que l'éphémère est moins essentiel que le durable ? » (P.21.)

Un des aspects les plus étonnants des communautés nord-américaines est la présence de l'élément religieux, comme inspirateur. Il est vrai qu'il s'agit d'une religiosité dynamique et créatrice (créer le paradis sur terre, p.24.25). Les Quakers la possédaient au départ et on la trouve en 1840-1846 dans la communauté de Skaneateles.

Bien évidemment, la création essentielle vient de libertaires, mais qui sont profondément américains et relativement coupés de l'Europe. En effet, ils respectent la nature sans croire au progrès technique (Thoreau) et refusent les communautés purement d'assistance au profit d'une union d'intérêts (Warren). Concrètement, dans la communauté de Spring Hill (1830-34), sous l'inspiration de Warren, les échanges sont fondés sur le temps de travail réel de fabrication et une monnaie circule, parfois reconnue à l'extérieur (p.86). Il y a également une formation réciproque entre les différentes spécialités de corps de métier, alors que l'habitude était la protection des secrets.

Les communautés connaissent les problèmes banals actuels : présence de visiteurs parasites (p.43) ; mauvaise utilisation (selon les spécialistes) des outils communs (p.44) ; nécessité d'expulser certains participants (p.34). Mais les causes d'échec — à la différence des essais fouriéristes et purement anarchistes où les problèmes affectifs et sexuels jouent beaucoup — semblent surtout dues aux crises économiques générales, aux difficultés de défrichement du sol.

Après un certain effacement, une nouvelle vague de communautés apparaît au début du siècle inspirée par le socialisme. Leur durée de vie semble avoir été plus longue. Mais la répression a été plus nette à cause des mots d'ordre du pouvoir contre les anarchistes, en particulier au moment de la Première Guerre mondiale, car des objecteurs vivaient dans certaines communautés et leurs arrestations étaient prétexte aux destructions. C'est le cas pour Home (1896-1917), qui a également souffert — vers la fin — de l'appât constitué par la spéculation sur les terres.

Une autre tentative est faite près de New York à Stelton et dure de 1915 à 1940, sous la forme d'un centre de pédagogie pour enfants et adultes. Elle est plus marquée par les libertaires : « Ils seront peut-être ceux qui

rajeuniront la terre. Peut-être ne seront-ils pas affectés par le charme artificiel que dégage le monde par son côté publicitaire » (p.143), un rayonnement culturel réel se dégage (p.148-154) de l'action conduite par plusieurs ethnies. Ainsi Creagh montre l'importance qu'eut le mouvement des émigrés juifs de Russie (venus à cause de l'antisémitisme) pour toute la gauche américaine. Peu religieux, à l'opposé des Juifs déjà installés, et sensibles à cause des pogroms à la propagande anarchiste sur l'action directe et l'autodéfense, ils se regroupent d'abord dans un mouvement de langue yiddish (dialecte allemand archaïque avec des influences hébraïques et slaves). Mais leur impact s'estompe assez rapidement, sous l'influence de plusieurs facteurs : le désir d'intégration dans la société (p. 122, 147), le retour, pour certains, dans la Russie révolutionnaire de 1917, et l'influence du sionisme.

Les années soixante marquent un renouveau communautaire avec les hippies et l'influence libertaire d'Alain Hoffman, Paul Goodman et Murray Bookchin. Ces tentatives semblent moins concrètes et réfléchies que celles du siècle dernier. Elles correspondent plus à un dévouement viscéral qu'au désir de construire un nouvel espace socio-économique communautaire.

Creagh note à juste titre que l'apparente instabilité des communautés est inséparable de la société nord-américaine : « Le taux de mobilité du mouvement communautaire n'est probablement pas plus élevé que celui des populations directement agressées par le capitalisme » (p.195). Autre facteur nord-américain, l'ouverture d'esprit : « En dépit et à cause des incessantes controverses idéologiques, les communautés ont échappé à l'échec et à l'isolement par leur fluidité. Partout l'on reçoit les orateurs des écoles rivales, les visiteurs affluent car, outre les curieux, d'un groupe à l'autre on circule pour échanger fébrilement les expériences » (p.197).

En conclusion, Creagh souligne le prétendu échec des communautés : « Les commentaires sur l'inefficacité sociale de la pratique utopique ne sont justifiés par aucune recherche et s'appuient sur des critères philosophiques discutables : peut-on emmagasiner le bonheur ? (...) Qui sont les irréalistes d'aujourd'hui : les plaideurs qui attendent des autorités politiques l'arrêt des expérimentations nucléaires ou les utopistes qui, dès maintenant, se branchent de manière autonome sur d'autres sources d'énergie ? » (pp. 196-197.)

Frank Mintz

* « Laboratoire de l'utopie (les communautés libertaires aux Etats-Unis » de Ronald Creagh, Payot, Paris, 1983, 224 pages, 80 F.

(1) Présentateur et traducteur de « sociobiologie ou écologie sociale ? » que l'Atelier de création libertaire a publié en brochure, en supplément à « IRL ».

gens, le but n'était pas l'organisation, mais plutôt l'épanouissement des personnes, la réalisation de modèles alternatifs. Ces communautés ne se sont jamais vues comme des institutions décidées à se perpétuer éternellement ; bien au contraire, ces individus constituaient des communautés en se disant qu'ils allaient faire une expérience, qu'elle durerait ce qu'elle durerait et qu'il faudrait la juger comme on juge une vie humaine avec les rythmes de vie humaine.

Peux tu nous dire quelques mots sur la communauté qui t'a le plus intéressé ?

La communauté de Stelton qui se trouve dans le New Jersey, à une heure trente de New York, n'est pas celle qui m'a le plus impressionné par sa longévité mais je la trouve particulièrement intéressante, d'abord parce qu'elle est récente et que j'ai pu interviewer des gens qui en faisaient partie. Elle a duré de 1915 à 1960. Elle a été inaugurée d'abord par un centre ouvrier à New York même, où se retrouvaient des juifs, des italiens, des gens de différentes nationalités qui luttait soit en défense de grèves très dures qui avaient lieu à l'époque, soit en tant qu'antimilitaristes. En effet, en 1917, les E.U. étaient entrés en guerre et d'importantes manifestations avaient été organisées.

Cette communauté est né en plein centre de New York, comme une espèce d'université ouvrière dans laquelle des peintres très connus sont venus donner des cours gratuits de peinture ; d'autres sont venus donner des cours de musique, des leçons d'anglais aux immigrants, dans la tradition anarchiste car dans les groupes italiens, on faisait la même chose, il y avait un effort de promotion au point de vue culturel extrêmement important.

IL Y EN A MEME UN QUI EST DEvenu PDG

La répression policière a obligé les gens à quitter ce centre new yorkais et à séparer l'éducation des enfants de l'éducation des adultes car il n'y avait plus moyen de tenir des cours avec les enfants quand ils étaient continuellement envahis par des policiers qui, sous un prétexte ou sous un autre, interpellaient tout le monde. Ils sont donc allés à Stelton, endroit perdu en milieu rural, pour y fonder une école. Les gens étaient tellement pauvres qu'ils n'avaient même pas les moyens de payer le train à leurs enfants pour revenir tous les jours à New York. Alors on a été obligé de construire une école sur place et, ensuite, progressivement, un certain nombre de familles ont commencé à s'installer autour de l'école.

L'école de Stelton est très intéressante parce qu'il y avait ce qu'on pourrait appeler une pédagogie alternative : tout un système de réflexions, de pensées, etc... qui d'ailleurs n'a jamais été publié en français et qui mériterait de l'être. Il y a avant tout une volonté de créer un autre



Cette communauté était essentiellement centrée sur son activité pédagogique : les gens qui étaient là, obligés d'aller régulièrement à New York pour gagner leur vie, ne pouvaient pas y vivre. Elle a été quand même un lieu important d'où sont sortis énormément de gens de milieux divers. Dans ce sens, les anarchistes ont été respectueux des idées, ils n'ont pas voulu endoctriner les enfants; il y en a même un qui est devenu PDG d'une multinationale (ce qui montre qu'une éducation libertaire n'est pas nécessairement quelque chose qui inadapté un enfant pour une société)! C'est d'ailleurs parce que beaucoup de familles n'ont pas cherché à endoctriner leurs enfants qu'un grand nombre d'entre eux, peut-être, par réaction à leurs parents n'ont pas été plus tard des militants. Il y a quand même une figure bien connue des français dont la mère faisait partie de cette communauté; et cette personne aujourd'hui, même si elle n'est pas anarchiste peut être considérée comme libertaire dans un sens large: je veux parler de Joan Baez.

DES PETITS COUPS DE POUCE

Est-ce que ces laboratoires d'utopie ont encore une fraîcheur face à ce futur que l'on sent parfois trop « purulent » ?

Je pense que, lorsqu'on est engagé dans une impasse, il n'y a qu'une solution, c'est de faire machine arrière. Il est certain que le monde aujourd'hui s'oriente vers des situations et des solutions qui rendent les hommes de moins en moins libres, vers un univers de plus en plus pollué et où les risques de guerre sont croissants. Par conséquent, nous ne pouvons pas dire que la marche de l'histoire, telle que nous la voyons en ce moment, soit une marche rayonnante. Il ne s'agit pas de retourner vers le passé car il est évident que nous ne pouvons pas revenir au passé et que ce serait absurde: nous ferions des caricatures. Mais je crois que chacun d'entre nous doit s'efforcer, à son niveau, de vivre conformément à d'autres types d'idéaux: je pense à la médecine alternative, aux énergies douces... Chaque

fois qu'il y a des efforts pour créer des sphères d'autonomie, nous donnons un petit coup de pouce à l'histoire. Le problème est de savoir si nous serons assez nombreux ou pas.

Mais est-ce que le destin de l'histoire repose nécessairement sur nos seules épaules? Sommes-nous devenus des messies? Je crois que non! Personnellement, je ne me sens pas l'âme d'un messie et je ne sens pas peser sur moi le poids de toute l'histoire. Toujours est-il que vouloir vivre dès aujourd'hui un type de société et un type de vie qui corresponde à ma morale, à mon idéal de vie et à mon souci de voir les gens vivre dans la liberté, c'est cela le plus important. Savoir si cela aura un effet, ce sont les historiens de l'an 3000 qui nous le diront.

Propos recueillis par Mimmo

(1) Une autre approche de ce thème est développée dans l'interview qu'a accordé R. Creagh au Monde Libertaire (n. 511 et 512, décembre/janvier 84).

IRL / ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE VOUS PRESENTE SON NOUVEAU LIVRE (136 pages - 30 francs)

Femmes Pouvoir Politique Bureaucratie

Avec l'avènement du socialisme en 1981, les militantes françaises du mouvement des femmes se sont trouvées dans une situation nouvelle qui ne laisse pas de les diviser, en chacune d'elle et parfois même entre elles: le malaise face à la proposition d'une loi antisexistes par Yvette Roudy, ministre des Droits de la Femme, en est l'exemple le plus récent, et a remis à l'ordre du jour ce vieil épouvantail hérité du gauchisme qu'est le concept de récupération. Les féministes, pourtant échaudés au sein même de leur mouvement par des pratiques de récupération telles que l'appropriation du sigle M.L.F. par une minorité, puis le soutien officiel apporté par ce groupe au P.S., semblent se laisser aller actuellement plus à un éventuel repli sur soi qu'à une quelconque interrogation.

Ce type de dilemme ne se pose pas aux militantes féministes nord-américaines pour des raisons sans doute tout autant conjoncturelles que culturelles, au sens d'une tradition politique qui, lâbas, en semble exempte. Reste à se demander d'ailleurs si ce dilemme est honorablement soluble en termes politiques. Aussi, sans être un évitement, se poser la question en termes sociologiques comme le font Nicole Laurin-Frenette et Yolande Cohen ne peut qu'éclairer notre lanterne. Dans quelle mesure, se demande Nicole L.-F., un mouvement contestataire tel que le féminisme est-il subsersif ou un simple régulateur de la société capitaliste? Grâce à des

exemples historiques et contemporains, toutes deux illustrent cette contradiction au sein du féminisme et nous incitent au mouvement de recul nécessaire pour comprendre les phénomènes actuels de reflux de l'après 1968; peut-être ainsi pourrions-nous sortir d'une situation bloquée dans l'impuissance ou l'inertie et en profiter pour nous demander effectivement ce que sont devenus des slogans tel que: « Le privé est politique », avec ses implications radicales de remise en cause de la famille et de toute forme de pouvoir.

L'autre intérêt de cet ensemble d'articles venus d'ailleurs est de réinterroger un concept aussi galvaudé que celui de féminité. Tentative déjà amorcée en France par Monique Witty dans un article intitulé: « On ne naît pas femme » (in Questions féminines, N°8), mais tentative avortée car restée sans écho dans le mouvement français. Pour Nicole L.-F., « chacune des dimensions de la différenciation, la classe et le sexe, doit donc être prise en considération dans l'analyse », ce qui permet, d'une part, de sortir du climat de victimologie dans lequel a longtemps baigné le féminisme et, d'autre part, en prenant, comme le propose Kathy Ferguson « la féminité comme une catégorie politique plutôt que biologique », d'analyser d'autres phénomènes de domination et de subordination. Elle prend, quant à elle, l'exemple de la bureaucratie moderne pour illustrer un concept

de féminité définissant un être, homme ou femme, en position de subordonné.

Prendre en compte ces définitions peut aider à repenser la question de l'impact des idées contestataires, qu'elles soient féministes ou autres. Ainsi, à propos de l'exemple des "Yvettes" pris par Yolande Cohen au Québec, peut-on parler de retard des mentalités, d'intériorisation des valeurs les plus traditionnelles, ou de phénomènes de résistance à l'Etat? En France, l'Etat socialiste peut apparaître, au niveau des grandes idées humanitaires, le racisme ou l'abolition de la peine de mort par exemple, comme plus progressiste que ceux-là mêmes qu'il est censé représenter; mais dans quelle mesure ne s'agit-il pas surtout d'imposer une volonté, un pouvoir politique, bref d'étatiser jusqu'aux consciences? L'utilisation des femmes comme courroie de transmission de ce pouvoir dans la famille en est alors un exemple particulièrement flagrant; si une relative égalité des rôles masculins et féminins commence à se dessiner, cela signe peut-être tout autant l'entrée d'un regard de l'Etat, et d'un Etat patriarcal, que la perte du pouvoir du père au sein de la famille. La femme-mère ayant alors pour partenaire essentiel Big Brother qui prendrait les traits de l'instituteur(trice) ou du travailleur(se) social(e) qui, même si ce sont des femmes, n'en sont pas moins porteuses de l'image du père par le biais de l'autorité de l'Etat.

Bref, une famille de plus en plus étatisée. Non bien sûr qu'on puisse avancer que la famille représente la liberté, mais il est intéressant de constater que, historiquement, il s'agit de "domestiquer" l'homme comme l'a été la femme, jusque d'ailleurs dans les derniers replis de leurs secrets d'alcôve, grâce aux sexologues et autres conseillers conjugaux... La mort de la famille est bien la pierre à laquelle les projets révolutionnaires achoppent et même si, comme on le voit bien dans "La Caecilia", ce n'est pas la seule, elle n'en reste pas moins une question particulièrement refoulée aujourd'hui.

Enfin, les éléments d'histoire rappelés dans ces articles pourraient nous aider à saisir la nature des difficiles rapports qui existent depuis toujours entre le féminisme et l'anarchisme, en dépassant des situations bloquées sur des positions plus moralistes que politiques: renvoyer les féministes du début du siècle à leur appartenance de classe bourgeoise ne devrait pas permettre de faire l'économie d'une analyse de la nature de cette appartenance; être "femme de" ou "fille de", est-ce appartenir à la classe de, ou d'abord à la classe des femmes et/ou des filles? C'est sur cette nouvelle définition que repose la notion de sororité, si souvent battue en brèche par les vieux restes de misogynie ancrée en chacune de nous... et de vous.

Annick HOUEL
Lyon, janvier 1984

VOUS POUVEZ LE COMMANDER A: IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON (CCP 4 150 95 N LYON)

TIERS MONDE ET ANARCHISME



quatrième partie *

Réflexions sur les multinationales

Quand nous avons lancé le dossier « Tiers monde et anarchisme » nous avons pensé faire un article sur « les multinationales dans le tiers monde ». Mais lorsque nous avons voulu écrire cet article, nous nous sommes aperçus que le thème imprudemment annoncé pour IRL n° 52 était mal formulé parce que mal délimité. Cela a entraîné à Paris une discussion entre quelques personnes pour tenter de mieux cerner le sujet. Discussion dont il ressort un certain nombre d'observations que nous vous livrons ici.

L'action des multinationales s'inscrit dans un système politique et économique mondial ; elle doit donc s'apprécier à partir de ce système : seule une étude

des mécanismes globaux peut permettre de comprendre la démarche suivie par les sociétés occidentales sur les territoires où elles s'implantent.

L'INDUSTRIALISATION

Les problèmes que connaissent les pays pauvres dépassent largement le cadre des multinationales. Ils découlent de leur non-industrialisation, c'est-à-dire plus précisément de la dépendance que cette non-industrialisation entraîne envers l'Occident, dépendance accentuée dans la mesure où les puissances de ces pays « pauvres » cherchent une insertion toujours plus grande de leur nation dans le système capitaliste international. Cette dépendance est évidemment la carte principale des multinationales, celle qui permet toutes les opérations en vue de leur unique profit. La faiblesse industrielle des pays « pauvres » fait de ceux-ci un

terrain propice à des stratégies financières et industrielles qui les dépassent. La répartition des investissements et les stratégies globales des multinationales ne répondent donc pas aux besoins et aux situations sociales et matérielles des pays du tiers monde. Ces stratégies ne se construisent qu'en fonction du marché mondial. Il est de ce fait important de déterminer le rapport existant entre une construction économique beaucoup plus large que la multinationale et la multinationale elle-même, de prendre en compte la différence de « niveau » existant entre d'une part les pays du tiers-monde — que les premiers cherchent à transformer à leur profit —, pour tenter de mieux appréhender les effets néfastes qui en découlent. Le monde riche a besoin d'une « répartition » mondiale des tâches. Sa richesse dépend de la misère des autres. Son intérêt n'est pas de faciliter un réel développement des pays pauvres, développement qui lui ferait perdre à la fois fournisseurs de matières premières et acheteurs de produits transformés.

Ainsi les agissements des multinationales ne sont que partie d'un problème plus vaste, celui de l'irruption d'un système économique ayant son histoire, sa logique et sa technologie propre — le système capitaliste — dans des sociétés dont les bases sociales et matérielles ne coïncident pas avec ce système (prépondérance de la paysannerie et de l'artisanat, relations sociales différentes, etc.).

* Les trois premières parties de ce dossier sont parues dans les numéros 51, 52 et 53 d'IRL.

C'est dans le cadre de ce déséquilibre que s'inscrit le problème des multinationales dans le tiers monde. Le développement artificiel de secteurs industriels dans certaines régions d'Amérique latine (par le biais d'investissements massifs des multinationales) avec pour corrélat un endettement faramineux ; l'extension d'une agriculture d'exportation avec pour corrélat l'extension de la famine ; l'introduction de technologies industrielles qui, sous couvert de modernisation, entraîne un chômage toujours croissant...

LOGIQUE ETATIQUE

Parfois les Etats du tiers monde ont la volonté de prouver qu'ils peuvent faire quelque chose dans certains domaines « réservés » d'ordinaire aux pays occidentaux. Ainsi, en ce qui concerne la recherche industrielle : le réseau de communications installé en Argentine, énorme structure disproportionnée par rapport aux besoins du pays, semble avoir essentiellement valeur d'exemple...

Les gouvernements ont donc certains objectifs qui ne correspondent pas généralement à ceux des populations, des exigences basées sur des stratégies mondiales, le désir d'affirmer une présence dans le monde (l'Argentine avec la guerre des Malouines) et la nécessité de tenir son « rang ». Ils cherchent à attirer les multinationales sur leur territoire (en supprimant les droits de douane pour les accueillir...), car, même si les sociétés étrangères rapatrient par des réseaux plus ou moins clandestins leurs bénéfices vers la société mère, la part infime des capitaux qui restent dans le pays les intéresse.

STRATEGIE DES MULTINATIONALES

De leur côté, les firmes occidentales voient l'avantage économique et

financier qu'elles peuvent retirer en s'implantant dans un pays pauvre (paye misérable des travailleurs, absence de droit de grève..., voir à ce sujet Taïwan ou la Corée).

Cependant, des raisons stratégiques et politiques interviennent également pour orienter leur choix. La proximité des Etats-Unis peut motiver leur décision. L'île Maurice constitue un terrain très intéressant, non pour le marché qu'elle représente en elle-même, mais parce qu'elle est liée par des accords économiques internationaux à des Etats américains et asiatiques et qu'elle permet de ce fait aux sociétés occidentales d'avoir accès à d'autres marchés.

Quels que soient leur objectif, les multinationales lancent un processus d'industrialisation sans se soucier de savoir si les rapports de production existant sur un territoire y correspondent ; elles ne se soucient pas de la réalité économique qu'elles rencontrent. Les contrats qu'elles établissent avec un pays du tiers monde dépendent essentiellement de sa situation politique, c'est-à-dire de la confiance qu'elles accordent au régime établi (à sa stabilité). Au Tchad, la situation n'autorise que la vente d'usines clé en main, alors que le Venezuela permet une filiale à 100 % en toute tranquillité d'esprit (cf. tableau). L'importance de l'apport financier initial découle donc de stratégies économiques et politiques mondiales. De même, si par le passé, les sociétés occidentales avaient tendance à créer sur un même territoire étranger une unité de production complète (par exemple une usine de tracteur), aujourd'hui, elles dispatchent entre plusieurs pays les différentes phases de fabrication (usine d'embrayage, etc.). Ce qui limite pour elles les dégâts en n'enrayant pas la production lorsqu'un Etat du tiers monde décide brusquement de nationaliser les entreprises qu'il a chez lui, et ce qui rend pour lui l'opération beaucoup

moins intéressante. Les multinationales suivent de plus une politique différente, en ce qui concerne l'encadrement des boîtes qu'elles créent hors de leur pays d'origine, selon qu'il s'agit de pays riches ou pauvres. Par exemple, en France, PDG et hauts cadres de filiales américaines peuvent être français ; au contraire, dans un pays du Sud, ils seront américains, très rarement locaux.

Enfin, la firme occidentale protège l'économie de son pays d'origine. En même temps qu'elle leur vend (très cher) certains brevets d'invention — réalisant ce qu'on appelle des transferts de technologie —, et qu'elle s'installe dans certains pays pauvres, elle établit avec l'aide de l'Etat dont elle dépend un système de taxes et de lois qui prévient tout effet « boomerang », tout risque d'asphyxie par contrecoup du marché national. Une politique protectionniste accompagne ainsi le développement de filiales à l'étranger.

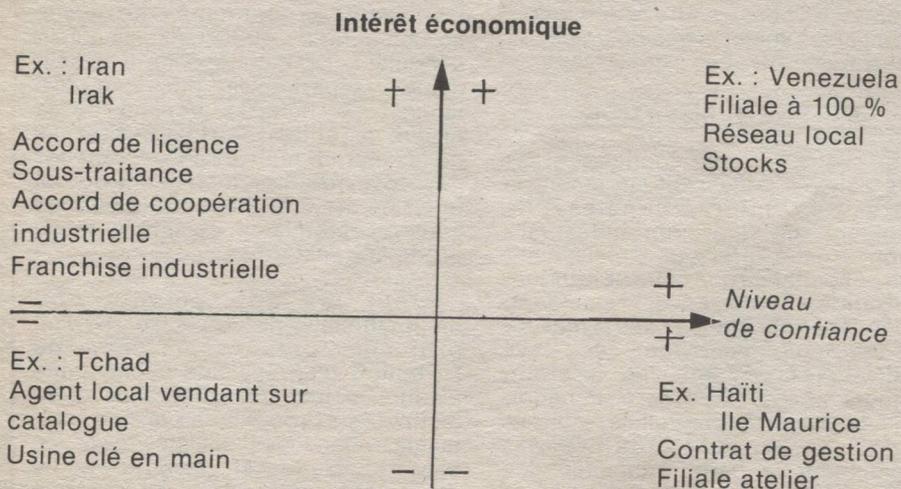
L'INTERDEPENDANCE POLITIQUE ET ECONOMIQUE

L'idée (abondamment développée par certains économistes) que les multinationales représentent une puissance économique détachée du pouvoir politique relève bien du mythe. Avec la crise actuelle, celles des Etats-Unis opèrent un repli stratégique et soutiennent la politique protectionniste de Reagan. Lors du blocus décidé par le pouvoir américain envers l'Iran, les banques acceptent sans difficulté la rupture des relations qui en découlent. Elles ne tentent pas de suivre une ligne autonome. Plus exactement, ici comme ailleurs, les pouvoirs économique et politique se rejoignent dans les hautes sphères du gouvernement pour décider l'orientation à suivre (un secrétaire d'Etat américain étant en même temps PDG d'une multinationale : Renault devenant en France une société nationalisée...). Les grosses sociétés sont autonomes, mais jusqu'à un certain point seulement, dans un système qui requiert de plus en plus l'intervention de l'Etat. L'imbrication politico-économique leur permet de trouver un équilibre, et leurs cadres adoptent une nouvelle ligne économique lorsque les représentants du pouvoir changent. Ce qui ne contribue pas toujours à rendre leur démarche logique et cohérente.

UN CHOIX DE SOCIETE

A un certain niveau, les populations s'accoutument mieux d'une industrie nationale que d'une industrie étrangère, parce que la première, recherchant des débouchés sur le marché local, tend davantage à engager les salariés dans un processus de consommation et peut plus difficilement — étant moins à l'abri des luttes sociales — leur imposer des conditions de travail insupportables. Mais le pouvoir économique, qu'il soit local ou étranger, a des intérêts contraires à ceux des travailleurs. Cette idée est trop souvent perdue de vue, le développement d'une industrie

IMPORTANCE ET QUALITE DES INVESTISSEMENTS DES MULTINATIONALES SUIVANT "L'INTERET ECONOMIQUE" ET "LE NIVEAU DE CONFIANCE" DES PAYS CONCERNES.



(Sources : « Le rôle de l'Etat dans le tiers monde », numéro spécial de la revue *Tiers monde*, PUF, 1983.)



locale apparaissant comme la panacée, la solution à tous les maux des pays pauvres, aux yeux de certains idéologues qui raisonnent uniquement en termes de production, selon une analyse marxiste bien connue. La notion de développement permet, avec une bonne conscience à toute épreuve de faire l'impasse sur la critique du salariat et de la hiérarchie. Ce ne sont pas les intellectuels et les économistes tiers mondistes qui doivent aller à l'usine.

CULTURE ET NATIONALISME

De même, les tiers-mondistes rejettent fréquemment au nom de la culture spécifique l'intrusion de produits étrangers. Certes, la vente de boissons très sucrées en Afrique est à la fois une aberration et un crime. Généralement, les firmes occidentales préfèrent développer la consommation du Coca-Cola plutôt que celle de produits locaux (comme le dolo, ou bière de mil). Ils changent par là les goûts alimentaires des populations. Par le biais de l'aide alimentaire, ils créent une demande de pain dans les pays où le riz, les galettes, etc., représentent traditionnellement la nourriture de base. Après quoi, si ces pays veulent avoir du pain, ils doivent acheter du blé... aux Etats-Unis, ce qui accroît encore leur dépendance par rapport à l'extérieur.

L'évolution du goût alimentaire n'est

pas forcément un mal en soi : la découverte par l'Occident du chocolat ou de la pomme de terre le prouve bien. Ce n'est pas tellement l'aspect « non culturel » des produits nouveaux arrivant sur le marché qui est critiquable, mais plutôt le fait que de tels produits, loin de résoudre le problème de la faim, l'aggravent. Le pain venant de l'étranger coûte très cher ; et si une boulangerie s'installe sur place pour en produire en grande quantité grâce à du matériel hypersophistiqué, le chômage dans le pays, loin de se résorber, peut s'accroître.

De même, certains produits de consommation proposés en Amérique latine par les firmes étrangères rivalisent avec les ustensiles artisanaux fabriqués de façon traditionnelle et entraînent souvent leur disparition. On en revient ainsi au décalage existant entre les techniques employées par les pays riches et celles des pays pauvres. Décalage qui pose, par-delà la présence des multinationales, la difficulté de maîtriser le processus d'industrialisation et les conséquences qu'il entraîne. L'implantation des multinationales dans le tiers monde constitue une agression. Ses adversaires, nationalistes et marxistes, y répondent en proposant de développer une industrie nationale, sans réfléchir toujours à la signification profonde d'un tel choix. De même, ils défendent la culture du pays par le biais du nationalisme, sans formuler la moindre

critique à l'égard des valeurs qu'elle peut véhiculer (le Tchador pour les femmes iraniennes devient un moyen de se battre contre la déculturation, l'influence impérialiste...)

L'apport étranger est négatif parce que le pays du tiers monde qui le reçoit n'est pas en mesure de le reprendre à son compte en l'adaptant à son mode de vie, parce qu'il ne parvient pas à contrôler les bouleversements apportés par l'introduction de techniques différentes. Intégrer des données nouvelles en les adaptant aux us et coutumes locales demande une certaine force, une capacité de résistance que les populations des pays pauvres ne possèdent généralement pas. En Occident, la médecine traditionnelle du sorcier africain intéresse le monde médical : il sait qu'il peut tirer profit de certaines pratiques sans perdre le pouvoir que la science lui confère. Au contraire, la consommation de médicaments concurrence et remet en question les pratiques de soins transmises au sorcier africain par voie orale... même si les avantages que le malade en retire n'est pas toujours évident (soigné auparavant en une semaine pour une hépatite, il met avec la médecine « moderne » beaucoup plus longtemps à se rétablir).

Luc, Christine
Vanina, Danièle

La condition de la femme voltaïque dans la société traditionnelle

Du point de vue géographique, la Haute-Volta fait partie de l'Afrique Occidentale tropicale. Un facteur majeur, selon nous, c'est que l'Afrique entière est confrontée au capitalisme et vit sous la coupe réglée de l'impérialisme. La Haute-Volta n'échappe pas à ces données. Les femmes, les jeunes, les masses laborieuses en général vivent ce contexte d'oppression et de domination multiformes orchestrées afin d'assurer l'exploitation capitaliste. Mais les femmes subissent, en outre, l'oppression « féodale ».

QUELQUES DONNÉES HISTORIQUES

Jusqu'à la pénétration coloniale, l'Afrique occidentale était constituée, pour l'essentiel, de royaumes, d'empires entre lesquels existaient des liens politiques (revêtant des aspects de vassalisation, de coopération et de rivalité). Ces liens étaient sous-tendus par des relations économiques. Dans l'Afrique tropicale sahélienne (jusqu'à l'Atlantique ouest), la famille était étendue et comprenait plusieurs générations placées sous l'autorité patriarcale.

L'agriculture et l'artisanat étaient l'activité principale des hommes, des femmes, des enfants... Dans les champs, hommes et femmes travaillaient au même titre.

S'agissant du domaine politique, par contre, la société d'alors (que nous qualifions de traditionnelle) avait pris soin d'en écarter les femmes, de leur réduire jusqu'au strict minimum les libertés (même les plus élémentaires) prévalent alors pour les hommes. Il s'en est suivi que les femmes ne pouvaient jouir de l'expression politique que par l'intermédiaire des hommes (en l'occurrence le mari). C'est ce que confirme une constatation de l'Union des Comités pour le Développement des Peuples, disant que « l'homme, même s'il est le chef, refuse généralement de prendre des décisions sur le champ car il veut d'abord consulter sa femme » (« attendez d'abord » veut dire « nous allons d'abord consulter nos femmes »; cf Regards sur la Haute-Volta, publication de l'UCDP).

Totalement éclipsées en politique et sujettes à des corvées et servitudes multiples, mais éléments importants dans la production économique et sociale, les femmes sont maintenues et soumises au joug d'une mentalité culturelle leur imposant une éducation rigide et aliénante.

Outre ces occupations domestiques quotidiennes, les femmes ne sont pas épargnées des travaux champêtres. Dès les premières pluies venues, elle se rendent au champ pour semer, cultiver et moissonner par la suite (au même titre que les hommes). De surcroît, du fait des moyens rudimentaires de transport nécessaires à la rentrée des récoltes, c'est aux femmes qu'incombe le transport de ces récoltes (ainsi que leur mise à l'abri).

D'autres activités avaient trait à la production auxiliaire; de ce fait, elles relevaient d'activités proprement autonomes des femmes: il s'agit de la recherche des ingrédients nécessaires à la préparation culinaire (feuilles nutritives diverses et ingrédients: beurre de Karité, Soumbala, légumes de jardin, etc.), la recherche du matériel de filature du coton.

Dans le domaine commercial, d'accord du chef de famille était requis lorsqu'il s'agissait de vendre des produits tels que le mil, le tabac, le coton... Par contre, la commercialisation de certains produits tels que le Soumbala, le beurre de Karité (relevant de l'activité autonome de la femme) pouvait se passer de l'autorisation du mari. La vannerie, la poterie et autres fabrications étaient assurées par les femmes (ainsi que leur vente). D'une manière générale, les métiers tels que la forge, la bijouterie, le tissage étaient soustraits à l'exercice productif féminin.

Nous avons parlé plus haut de l'inexistence d'expression publique pour les femmes (dans le domaine politique notamment). A quelques exceptions près, en l'occurrence dans les traditions lobi, dagari, bissa où la femme pouvait s'exprimer publiquement de droit sur les problèmes de la communauté, hormis ces cas précis,

LE POIDS DES TRADITIONS FÉODALES ET RÉTROGRADES

Tôt le matin, au chant du coq, un canari sur la tête (ou autre récipient: seau, gourde, assiette, etc.), la femme, ou la jeune fille, fait la navette entre le point d'eau et le domicile. Bien souvent, elle porte son bébé sur son dos, car la charge du petit enfant lui est dévolue en particulier. Dès son retour du point d'eau, il lui faut assumer d'autres tâches matinales pressantes: balayer la maison, faire la vaisselle mise à tremper la veille, faire la toilette des enfants à leur réveil et pourvoir en attentions de toutes sortes à leurs caprices du jour. Ceci fait, elle va également écraser ou piler le mil (ou le maïs), en vue de préparer le repas que tous attendent.

nous pouvons souligner le fait que les femmes étaient écartées de la vie politique. Aucun droit ne leur permettait de donner leur point de vue. La médiation du mari ou du chef de famille était omni-présente. En somme, elles étaient traitées en perpétuelles mineures dont l'utilité n'apparaît pleinement qu'en tant que force productive (c'est-à-dire des bras pour le champ) ou autre activité, et cela à deux égards: la femme en tant que force de travail contribuait — par le nombre et par le biais de la reproduction — à la naissance et à la multiplication de nouveaux bras pour le travail; en outre, plus elle faisait d'enfants, plus le travail du champ pouvait être étendu. Compte tenu des moyens de production rudimentaires, le nombre de bras disponibles pour ces travaux était par conséquent un facteur majeur dans la production. Pour l'homme, plus il possédait de femmes, plus il trouvait moyen d'agrandir le poids de son autorité dans la société, ainsi que la richesse familiale et sociale: la polygamie trouve là un de ses fondements. Dans ces sociétés, la production était destinée à l'auto-consommation familiale pour l'essentiel et la gestion de cette production était confiée à un conseil d'anciens (hommes) quand ce n'était pas un chef féodal, un roi ou autre. Mais il nous faut observer que les femmes des couches sociales féodales élevées n'étaient pas mieux nanties, en effet, à cette différence que leur subsistance était moins précaire et leur vie moins laborieuse (les femmes des féodaux islamisés, les grands marabouts entre autres, étaient en général épargnées des travaux agricoles). Elles ne jouissaient d'aucun droit d'expression réel et passaient en fait leur vie entièrement cloîtrées dans la cour dont elles franchissaient rarement le seuil.

Dans tous ces rapports d'oppression et d'exploitation, notons que la femme voltaïque n'a jamais accepté la soumission et l'exploitation. Elle a toujours exprimé d'une manière ou d'une autre son refus et sa révolte, fût-ce de manière discrète et inorganisée. En témoigne ce vieux chant du Yendé, un chant populaire de jeunes filles; le soir, au clair de lune, le pas de danse est exécuté au milieu d'un demi-cercle que forment les danseuses en chantant, chacune d'elle improvise des paroles exprimant divers aspects de ses rapports affectifs ou autres, à un moment donné de sa vie:

« Oh douleur !

Mon beau-père au gros embonpoint
Prépare mon malheur,
Hélas !

Mon beau-père à l'embonpoint ballonné,
Homme plein de rage
Sabote mes sentiments affectueux...

Gros yeux,

Ne me touche pas !

Sosie du python aux gros yeux

Ne me touche pas !

En me caressant malgré moi,

Effronté,

Tu as bafoué ma dignité... »

Ainsi donc, malgré le carcan des traditions pesantes qui l'asservit, la femme voltaïque a recherché le moyen de défendre ses droits: elle les a défendus dans les limites étriquées des traditions d'alors.

LOTAMOU

L'Occident n'est pas le paradis que je croyais

Il y a quelque temps, j'ai eu l'occasion de discuter avec un ami vietnamien. Pensant aux réfugiés asiatiques du 13^e arrondissement à Paris, il m'est venu à l'idée de lui poser quelques questions sur ces immigrants qui, pour le moment du moins, peut-être grâce à leur discrétion et à leur sens du respect des traditions, ne sont pas trop en butte aux expressions racistes. Parce que l'on entend pas souvent s'exprimer un Asiatique, j'ai retranscrit fidèlement les propos de Tan qui, de lui-même, ne se définit pas comme libertaire. C'est donc son point de vue, son expérience de réfugié vietnamien « ancien » (il est en France depuis 1968) qu'il raconte. Mais c'est aussi le point de vue d'un homme déraciné, vivant en contact étroit avec la communauté asiatique, et très ouvert à ses problèmes et aux problèmes de son environnement.

IRL: Peux-tu nous dire pourquoi les réfugiés asiatiques sont venus en France? Est-ce pour fuir la guerre, le nouveau régime politique, la misère?

TAN: Il me faut distinguer mon cas personnel et la « nouvelle génération » d'immigrés, les « boat people ». Pour ma part, cela fait quinze ans que j'ai quitté le Vietnam, je suis sorti légalement du Vietnam. Les gens de « ma génération », on ne les appelle pas « boat people ».

Peut-être pourrions-nous parler de toi, en premier lieu. Dans quelles circonstances es-tu parti?

A l'époque, pour moi, partir, c'était échapper à la guerre. Je suis parti en 1968, c'était alors le seul moyen de se sauver. A l'époque, le gouvernement du Sud-Vietnam voulait avoir le maximum d'hommes dans son armée. Les examens scolaires constituaient des barrages très importants; ils étaient extrêmement difficiles. Et alors, malheur à celui qui ratait l'examen. J'étais donc poussé à partir. Mon père a également fortement contribué à mon départ. Je ne suis pas d'une famille aisée, et mon père m'a toujours poussé à faire des études, et plus tard à partir. Pour lui, c'était une espèce de vengeance. Mon but, à cette époque, c'était partir.

Vers l'Occident?

Vers l'Occident. Parce qu'en fait, pour nous à l'époque, l'Occident était une sorte de paradis, un mythe. Pour moi aussi, c'était un mythe.

A ton sens, c'était un paradis parce que telle était l'image que vous avait amenée les colons, ou parce que c'était loin de la guerre?

C'était l'image que les colons représentaient. Tu ne peux t'imaginer ce que représentait alors l'Occident pour moi. Les Blancs, c'était un peu surhumain, c'était presque comme une autre race, parce qu'ils étaient très propres, riches, et sur place ils avaient des boys, des cuisiniers, etc. C'était fascinant, et c'est certain que maintenant, cette image continue avec les « boat people ».

Tu veux dire que, par exemple, les gens n'auraient pas l'idée de fuir vers l'Australie?

Non, c'est toujours l'Occident, et surtout les Etats-Unis. C'est une question de prestige. Parmi les gens des camps de réfugiés, très peu auraient voulu partir vers l'Australie, c'était surtout les Etats-Unis.

Crois-tu que cela soit dû en partie à l'idée que l'on peut se faire de la liberté dans un pays? Les gens ont-ils, par exemple, l'idée qu'ils seront plus libres en Occident qu'en Australie?

Non, non, certainement pas. Ici, nous avons une autre conception de la liberté. Là-bas, les gens ont un autre mode de vie et un niveau d'instruction très inférieur. Les notions de liberté, de démocratie, sont des notions importées, surtout au Vietnam. Là-bas, le niveau d'instruction est très bas, la masse n'a pas assimilé ces notions. Je pourrais dire que là-bas, c'est surtout le ventre qui parle: si tu as de quoi d'habiller, manger, ça passe, vois-tu... Et si les gens choisissent les Etats-Unis, c'est parce que c'est la plus grande puissance mondiale: c'est un pays riche, stable.

Crois-tu que ce manque d'instruction soit une des raisons pour lesquelles, en France, les réfugiés asiatiques se mêlent peu de politique?

En fait, oui, les gens ne s'intéressent pas à la politique. D'autre part, le socialisme français, pour eux, c'est le communisme, car le régime vietnamien se dit socialiste, vois-tu. Alors, s'ils peuvent voter, les réfugiés voteront pour Giscard ou Chirac.

Au Vietnam, les gens n'ont pas de préoccupations politiques? De quoi cela provient-il?

Si, parmi les intellectuels, ceux qui ont fait des études en Occident. La masse, c'est essentiellement des agriculteurs et des ouvriers. Le niveau est très bas, mais cela n'a rien d'étonnant avec la guerre et l'occupation étran-



gère, depuis combien de temps aussi. La guerre, le manque de moyens, la pauvreté. De toute façon, on ne peut penser à ce propos en termes occidentaux. Les valeurs, la vie là-bas, sont autres.

Penses-tu que cela soit évolutif?

Je vais te citer un exemple, celui de Taïwan. Là-bas, c'est un dictateur qui gouverne, il y a des interdits, mais les gens sont très heureux. Ils ont fait beaucoup de progrès, en particulier en agriculture: matériellement, les gens ont plus que « de quoi manger ». C'est un pays où l'on est heureux. A la limite, les gens s'habituent à tout, au manque de liberté, à condition que la répression ne soit pas excessive tout de même, pourvu qu'ils puissent manger à leur faim, vivre décemment.

(Je rappelle ici, et pour l'ensemble du texte, que les propos de TAN ont été fidèlement respectés).

Pour en revenir à ce mythe de l'Occident, je te donne un autre exemple: je suis allé parfois au cinéma, étant petit, et pour moi, voir un acteur manger un poulet rôti à lui tout seul, c'était vraiment quelque chose qui dépassait l'imagination.

En fait, tu es en train de dire que la plupart des gens au Vietnam ne mangent pas à leur faim.

Oui, il y a la misère, la sous-alimentation. Ceci est dû bien sûr à la guerre chimique, mais le Vietnam est tout de même très fertile; il y a eu des

erreurs politiques du nouveau gouvernement, de mauvais plans agricoles.

Cependant, la sous-alimentation n'est pas forcément la cause des départs. Parmi les réfugiés, il y a de nombreux « bourgeois », des gens des villes, de Saïgon, qui n'ont pu supporter le choc dû au changement de régime politique. Ceux-là ont rencontré d'énormes problèmes d'adaptation.

Tu parles d'erreurs politiques: y a-t-il, par exemple, une mauvaise industrialisation du pays ?

Non, là, on ne peut parler de cela, nous n'en sommes pas à ce stade-là. Le problème, c'est de nourrir les 52 ou 53 millions de bouches, avec une natalité galopante. D'autre part, il faut prendre en considération les milliards de dollars versés par les Etats-Unis. Toute l'économie du pays reposait sur les Etats-Unis: c'était une économie entièrement artificielle. Nous mangions le riz des Etats-Unis, les poulets surgelés des Etats-Unis. Au départ des GI's, cela a été un effondrement total; les gens n'étaient pas habitués à produire... Et je comprends les gens qui fuient actuellement, qui ont fui le régime. Mais je me demande si ce n'est pas une erreur car, en fait, ce sont surtout les difficultés économiques qui poussent les gens à fuir. Mais si les communistes redistribuent la terre aux paysans, s'ils ne sont pas doctrinaires, alors les gens vont rester, ils s'en foutent complètement.

En fait, les erreurs politiques du régime se situent d'abord au niveau de l'agriculture. C'est l'obligation de vendre les produits agricoles à des taux officiels qui ne correspondent pas à la réalité. C'est la suppression des marchés libres. S'il n'y a pas de marché libre, les paysans n'auront pas envie de produire car, en fait, le système actuel ne leur rapporte rien.

C'est pourquoi je pense que si l'économie se rétablit, les gens ne voudront plus partir, mise à part l'ancienne bourgeoisie du Sud. Ceux-là ne se réadapteront pas, il vaut mieux les laisser partir.

Crois-tu, à un autre niveau, que les réfugiés sont conscients des problèmes actuels qui pèsent sur l'Occident: menaces de guerre, installation des missiles, déstabilisation du Moyen-Orient... ?

Je me demande s'ils sont seulement au courant des problèmes de politique internationale... Par exemple, je connais une personne qui ne sait pas même ce qu'est la politique française... et elle n'est pas unique! Son seul souci a été de savoir, au moment des élections, quelles étaient les listes de Chirac et de Giscard! Les gens sont avant tout des anti-communistes primaires, et cela est quasi général.

Peux-tu m'expliquer pourquoi les gens se regroupent pour vivre pratiquement en ghettos ?

C'est qu'en fait, la notion de famille, de clan est très importante. Le clan, c'est la famille au sens très large, et peut s'étendre aux gens originaires du même coin, de la même région, du même village. Ce phénomène est surtout très important chez les Chinois. Car il ne faut pas oublier que parmi les Asiatiques du 13^e, il y a beaucoup de

Chinois, qui viennent d'Indochine, d'anciens émigrés chinois en Indochine. Chez eux, cette notion de clan est très forte.

Penses-tu que dans ce regroupement, il y a une défense contre le racisme ?

Non, c'est surtout le désir de recréer une forme de vie qu'ils ont perdue et à laquelle ils sont habitués, de retrouver l'ambiance du pays, les amis, les parents.

Parmi les réfugiés, il y a des gens qui ne sont pas des «boat people», des «vrais» réfugiés. Il y a du trafic.

Oui, il y a des gens de Hong-Kong par exemple, qui payent les ambassades pour passer pour des réfugiés. Il y a des trafics, des départs organisés. Les gens payent des lingots d'or au gouvernement, payent les pirates, et partent comme «boat people», mais ils sont en sécurité, ils sont sûrs d'arriver. Cependant, on peut aussi payer à un intermédiaire qui organise le départ mais tu ne peux alors être sûr de passer dans de bonnes conditions. De toute façon, il faut payer à quelqu'un: seulement, si tu payes aux autorités, tu es en sécurité, on ferme les yeux.

En fait, les gens de Hong-Kong par exemple, ont tout un circuit. Il faut payer, avec les lingots d'or, une somme d'argent aux autorités vietnamiennes pour passer en Thaïlande. Là, il faut à nouveau payer des gens corrompus de l'ambassade de France par exemple, certains conseils culturels peut-être, je ne sais pas trop, environ dix mille francs. Alors, quinze jours plus tard, tu es en France.

Mais il reste tous les gens des camps, ces malheureux qui croupissent: les rares qui partent, sont les vrais «boat people». De toute façon, il y a toujours les priorités dues aux gens qui passent par les ambassades, qui les payent. De plus, pour partir, il faut connaître quelqu'un dans le pays d'accueil, qui te fasse un certificat d'hébergement. Alors, pour ceux qui n'ont ni moyens, ni connaissances, il n'y a pas d'issue.

J'aimerais revenir un peu sur les notions importantes de la vie au Vietnam. Tu disais que la notion de liberté n'était pas primordiale. Quelles valeurs, quelles idées te semblent jouer là-bas le rôle qu'ont pour nous ces principes de vie ?

Je dirais que les interdictions politiques telles qu'on les entend ici sont moins importantes que les interdictions touchant la tradition. Tradition sociale, familiale surtout. Par exemple, l'interdiction de la presse ne représente rien, vu que la plupart des gens ne savent pas lire. Par contre, si on interdisait le mariage, ce serait l'émeute chez les paysans.

Peut-être y aura-t-il une évolution d'ici 10 ou 20 ans, lorsque la masse aura atteint un autre niveau.

D'autre part, chez nous, la religion traditionnelle, le bouddhisme, pousse à la résignation, la notion de destin est extrêmement forte.

Pour obtenir une évolution, il faudrait que les communistes deviennent moins doctrinaires. Ils étaient bien pendant la guerre, mais ils ne se montrent pas compétents pour la reconstruction.

Ça veut dire quoi qu'ils étaient bien pendant la guerre ?

Ils ont su organiser la défense, galvaniser les gens, ils ont su gagner la guerre. Mais maintenant, ils devraient laisser la place à des gestionnaires, des planificateurs, des organisateurs de temps de paix. Je crois que les dirigeants sont très «purs», mais tellement nationalistes! Et puis ils manquent de cadres pour appliquer leur idées. Cependant, je ne crois pas qu'ils se retirent. Il faut cependant leur accorder les progrès qu'ils ont fait: il y a cinq ans, les gens devaient manger du maïs ou des patates douces avec le riz. Maintenant, il y a à peu près assez de riz. Mais il faudrait faire des grands travaux, dans l'hydraulique par exemple.

A ton sens, les réfugiés qui sont en France ont-ils le désir de revenir vivre au Vietnam ?

Oui, bien sûr, si c'est vivable. De toute façon, ils sont déçus ici, ce n'est pas le paradis qu'ils espéraient. Alors, la nostalgie s'installe. Il faut dire que les difficultés s'accumulent ici pour eux: lorsqu'ils arrivent, ils ne savent pas parler français. Ils suivent des cours, ils se battent, certains s'en sortent très bien. Mais c'est exceptionnel. Beaucoup ne s'en sortent pas et se font exploiter par les autres qui parlent français et se sont mieux adaptés. Souvent, ils travaillent au noir.

Comment cela se passe-t-il ? Certains créent des petites industries, embauchent des gens ?

Oui, par exemple il y a des ateliers de couture. Les firmes françaises de couture confient du travail à quelques débrouillards qui ont tout un réseau derrière eux, la famille, les filles asiati-ques, souvent très effacées: elles travaillent chez elles. Ils rémunèrent les femmes pour leur travail, mais elles ne sont pas déclarées; ce sont des membres de la famille qui aident au travail. Ce genre de réseaux est extrêmement répandu.

Où sont situés ces ateliers ?

Ce sont des ateliers clandestins. Lorsque tu y entres, tu ne peux pas savoir si ce sont des gens qui travaillent pour leur famille, leurs enfants, par exemple, ou bien si ce sont des travailleurs d'un réseau clandestin. C'est très fréquent aussi avec les restaurants.

Comment vous sentez-vous parmi les Français? Bien acceptés? Marginalisés ?

Plutôt ignorés. Nous ne sommes pas assimilés, mais plutôt ignorés, car nous passons inaperçus. Les Asiatiques ne font pas de bruit, sont très respectueux de la légalité. Par exemple, dix personnes peuvent partager un studio sans que cela se remarque.

Est-ce que vous entendez le genre de réflexion: «Encore un Asiatique qui nous fauche notre boulot» ?

Oui, on entend ça souvent.

Penses-tu qu'une intégration totale à la société française soit possible? Envisages-tu par exemple le couple mixte, la femme asiatique travaillant en entreprise, etc. ?

Ça dépend de la famille et du milieu social. Si la famille est assez aisée, le

père poussera ses enfants à faire des études, à grimper l'échelon social, à travailler, pour les femmes aussi. Beaucoup de Vietnamiennes vivent tout à fait comme des françaises; la société vietnamienne reconnaît aux femmes le droit de s'émanciper.

Parlons un peu de ces femmes vietnamiennes. Mises à part celles qui travaillent chez elles dans divers ateliers, que font-elles, comment vivent-elles ?

Il y a beaucoup de vietnamiennes à Paris qui ont fait des études universitaires, qui sont assistantes en fac ou ingénieures.

Oui, mais la famille... Y a-t-il un milieu patriarcal ou familial qui limite leur « libération » ?

Bien sûr, il y a toujours la mentalité traditionnelle qui fait que de nombreuses femmes restent à la maison. Elles peuvent quitter le milieu familial, mais c'est assez mal vu par la communauté vietnamienne. Si une Vietnamienne décide de partir vivre ailleurs, avec un Français par exemple, elle devra prendre le risque de se couper de la famille et de la communauté. Le divorce, par exemple, est extrêmement rare au Vietnam, et de ce fait, peu accepté.

Mais si une femme vit sans être mariée avec un Français ?

Ça, c'est accepté, si elle ne quitte pas la famille; elle pourra même y vivre avec son ami, mais il ne faut pas qu'elle divorce ou qu'elle change d'amants trop souvent. C'est très mal ressenti.

Les hommes, c'est différent. Mais ils passeront plutôt d'une française à l'autre, ils ne feront pas cela avec une vietnamienne. Ils finissent souvent par se marier avec une vietnamienne, pour retrouver le milieu familial. Lui, de toute façon, ne sera pas rejeté.

Les homosexuels, par exemple, comment les voit-on dans la société vietnamienne ?

C'est, bien sûr, un phénomène qui existe depuis toujours, mais chez nous, nous n'avons pas l'habitude de classer les gens. Homo, hétéro, lesbienne, on ne fait pas la différence. Le terme d'homosexualité est un terme importé. Il n'y a donc aucun rejet social puisqu'il n'y a pas cette division artificielle que j'attribue à l'esprit cartésien, qui tend à ranger les gens en catégories. Cependant, dans la société vietnamienne en France, les mères essaient toujours d'arranger des mariages, mais sans obliger les gens s'ils ne le désirent pas.

Maintenant, en fait, au Vietnam, des problèmes se créent, commencent à se poser, de par l'importation de notions qui créent des divisions.

Nous avons achevé notre conversation sur ces mots, révélateurs d'un malaise grandissant. Après les années d'oppression colonialiste, de guerre, avec la reconstruction, les problèmes économiques, apparaissent de nouvelles divisions dues à des notions importées contre lesquelles nous-mêmes combattons, et dont nous ne finissons pas de nous débarrasser. Ces Asiatiques, venus s'installer ici avec l'espoir d'atteindre une terre idéalisée, que deviendront-ils dans l'avenir ? Leur légendaire discrétion leur assurera-t-elle une meilleure intégration dans la société, ou deviendra-t-elle l'arme future des racistes de tout poil, qui ne manqueront pas d'y voir de la dissimulation ? L'optimisme n'est certes pas ce qui pourrait le mieux caractériser Tan. J'ose espérer que nous saurons le faire mentir.

Propos recueillis par Rachel V.



PHOTO CHRISTOPHE

BIBLIOGRAPHIE SUR LE TIERS MONDE

Nous présentons une liste non exhaustive de titres sur le tiers monde. Nous avons retenu les livres les plus récents ou les plus marquants parmi ceux dont disposons. Malgré l'aspect critique de certains d'entre eux, nous avons trouvé utile de les résumer afin de permettre au lecteur une plus grande information sur le sujet.

Nous avons réparti cette bibliographie en sous-thèmes : — généralités, — le sous-développement économique, — la faim et les problèmes alimentaires, — la question agricole, — les libertés et les problèmes politiques, — quelques exemples de sous-développement, — une sélection de revues spécialisées sur la question et des adresses utiles.

GÉNÉRALITÉS

ANGELOPOULOS (A) « Le tiers monde face aux pays riches : perspectives pour l'an 2000 » Paris, PUF, 1972, 219 p. L'auteur se lance dans des prévisions pour l'an 2000 qui s'avèrent erronées, puisque les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, loin de « se transformer en une grande puissance économique et politique », s'enfoncent de plus en plus dans la pauvreté. Angelopoulos ne s'attaque pas aux causes naturelles du sous-développement (corruption des classes dominantes dans le tiers monde, domination coloniale et néo coloniale, causes historiques) mais à l'explosion démographique, à la politique commerciale.

CAO HUYPH, FENET (A), [et autres] « Peuples et Etats du tiers monde face à l'ordre international » Paris, PUF, 1978, 210 p. Selon les auteurs, le démantèlement des positions coloniales est achevé et le « combat » pour la dignité et l'identité se poursuit par les structures étatiques ». Le livre critique l'ordre international actuel en innocentant les classes politiques du tiers monde. Un livre parmi tant d'autres écrit par des universitaires traîtres qui justifient les Etats du tiers monde et consolident le principe de l'intégrant des frontières. Le gouvernement indien répressif est pris comme modèle de non alignement.

DUMONT (R) « Terres vivantes » Paris, Plon/Terres Humaines, 1981 (1^{ère} éd. 1961). Des propositions concrètes pour éviter des catastrophes, mais peu de réponses des Etats. Dumont est un agronome de renommée mondiale qui quitta le PS en 1934 à cause du problème colonial et se présenta aux élections de 1974 sous la bannière écologiste. Ses autres ouvrages sont : « Economie agricole dans le monde » Dalloz, 1953, « Développement agricole africain » Cahiers du tiers monde, PUF, 1965, « Nous allons à la famine » en collaboration avec B. Rosies, Seuil, 1966, « Développement et socialismes »

en collaboration avec M. Mazoyer, Seuil, 1969, « L'Afrique noire est mal partie » 1962, éd. Seuil 1969 (livre interdit dans toute l'Afrique francophone), « Paysannerie aux abois : Ceylan, Tunisie, Sénégal » Seuil, 1972, « L'Utopie ou la mort » Seuil, 1974, « Agronomie de la faim » Laffont, 1974, « La connaissance de la famine » Seuil, 1975, « Paysans écrasés, terres massacrées » Laffont, 1978, « L'Afrique étranglée » (en collaboration avec MF. Mottin, Seuil, 1980), « Le mal-développement en Amérique latine » en collaboration avec MF. Mottin, Seuil, 1981.

GEORGE (P) « Géographie des inégalités » Paris, PUF, 1981, 127 p. col. « Que sais-je ? » Pour désigner le tiers monde, on a souvent tendance à le localiser géographiquement : le Sud par opposition au Nord. Pierre George critique cette terminologie abstraite qui se base sur des moyennes et des chiffres. Mais il propose les qualificatifs habituels de « pays industrialisés, pauvres... » en les nuancant géographiquement : disparités régionales, opposition rural-urbain. Cette nuance n'échappe pas à la critique car l'industrialisation devient un phénomène mondial qui touche même les pays les plus pauvres, et surtout parce que l'analyse de classes n'est pas incluse dans des nominations comme « pays industrialisés ou pauvres ». Il est vrai par ailleurs que le tiers monde englobe des sociétés très hétérogènes. Sur ce point, voir l'article sur la définition du tiers monde (IRL n° 51).

GIBBAL (J.-M.) « Tambours d'eau » Paris, Le Sycomore, 1982, 354 p. Ouvrage ethnographique sur le culte de possession dans la bande sahélienne du Mali et au Niger, sur l'urbanisation croissante, le rôle social de l'Islam et les contrastes entre les classes dominantes et le reste de la population malienne, qui vit dans la pauvreté. Sur le premier point, Jean-Marie Gibbal insiste sur le mariage mystique entre le génie et le possédé. Celui-ci a une crise psychosomatique que le mariage permet d'exorciser. « La transe sauvage, par rapport à la transe ritualisée » est une phase ultérieure d'identification du génie.

LACOSTE (Y) « Les pays sous-développés » Paris, PUF, 1979, 126 p. col. « Que sais-je ? » Sommaire sur quelques aspects du sous-développement, la croissance démographique, l'augmentation des besoins, la colonisation et la réforme agraire, le gonflement du secteur tertiaire, la dépendance industrielle, le nœud politique des problèmes du sous-développement. L'auteur a aussi écrit : « Unité et diversité du tiers monde » Paris, Maspero, 1980 (3 tomes). Dans le premier, on trouve une analyse théorique qui modifie et actualise les études précédentes de l'auteur de 1976 à 1979 : une certaine critique du marxisme et des pays « socialistes » apparaît. Dans les tomes 2 et

3, il s'agit d'études sur le terrain en Haute Volta, Vietnam, Cuba et Algérie.

MEISTER (A) « L'Afrique peut-elle partir ? » Paris, Seuil, 1966, 447 p. Avec une grande franchise, Meister relate dans cette enquête sur le Kenya, l'Ouganda et le Tanganyika, les difficultés que rencontre l'Afrique, et le sous-développement dans lequel elle s'enfoncé, lesquels rendent sa relance impossible sans un « projet socialiste dur et pur. »

MOREAU (R.-L.) « Africains musulmans : des communautés en mouvement » Présence africaine et Inades, 1982, 313 p. L'Islam de l'Afrique de l'Ouest est analysé à la lumière de l'histoire et du contenu du message religieux. Quelles sont les relations entre religions animistes et l'Islam et les acquis de l'identité africaine face à l'Islam arabe ? Telles sont les deux questions de l'ouvrage.

SENAC (Ph.) « L'image de l'autre » Paris, Flammarion, 1983, 196 p. Entre l'Occident et les pays musulmans, y a-t-il un rapport de domination, de malentendu ou de coexistence ? L'Occident a découvert l'Islam pendant la colonisation. L'apport du livre est d'essayer d'expliquer les racines religieuses du racisme. L'« étrangeté », l'ethnie, la couleur de la peau ne sont peut-être que des marques.

STRAHM (R.H.) « Pourquoi sont-ils si pauvres : faits et chiffres en 57 tableaux sur les mécanismes du sur/sous-développement » Neuchâtel, éd. La Baconnière/Déclaration de Berne, 1977, 147 p. Un ouvrage simple mais profond sur les mécanismes qui causent et perpétuent le sous-développement d'une grande partie de l'humanité, pendant que d'autres connaissent la richesse, la pollution et la déshumanisation. S'attaquer aux mécanismes qui produisent les inégalités passe par le dévoilement de l'alliance qui existe entre les grandes puissances économiques et les minorités au pouvoir dans les pays du tiers monde.

LE SOUS-DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

AMIN (S), ARRIGHI (G), GUNDER FRANK (A), WALLERSTEIN (I) « La crise, quelle crise ? » Paris, Maspero, 1983, 264 p., 69 F. Ces quatre économistes marxistes interprètent la crise dans ses différentes dimensions économique, politique et sociale. Trois terrains d'analyse : les pays capitalistes du « centre », le système soviétique et la crise dans le tiers monde.

EMMANUEL (A) « Technologie appropriée ou technologie sous-développée » Paris, PUF, 1981. Ouvrage théorique sur les dangers de l'introduction des technologies par les firmes multinationales dans des pays manquant de cadres et des conditions nécessaires pour une industrialisation autocentrée. Voir l'ouvrage de base d'Emmanuel « L'échange inégal » Maspero.

GILL (L) « Economie mondiale et impérialisme » Montréal, Boréal Ex-

press, 1983, 415 p. Introduction à la pensée économique marxiste dont l'aspect essentiel est la domination du capital financier qui a engendré l'impérialisme. Les pays capitalistes industrialisés, les pays sous-développés et les pays dits socialistes constituent un bloc homogène et intégré. La crise du système est inscrite dans la logique de son développement et doit mener soit à la guerre mondiale ou à la révolution universelle.

MARKUS MUGGLIN et alii « L'énergie dans le tiers monde » Lausanne, Information tiers monde, 1981, 68 p. Dangers d'imposer le remplacement des énergies traditionnelles par les énergies commerciales. « Le fiasco nucléaire » brésilien offre un exemple de dépendance dans ce domaine.

MATHIAS (G), SALAMA (D) « L'Etat sur-développé : des métropoles au tiers monde » Paris, Maspero, 1983, 176 p. 78 F. Comment expliquer l'ampleur de l'intervention de l'Etat dans les économies occidentales et la multiplication des dictatures dans le tiers monde ?

MATTELART (A), SCHMUCIER (H) « L'ordinateur et le tiers monde : l'Amérique latine à l'heure des choix télématiques » Paris, la Découverte/Maspero, 1983, 208 p., 58 F. Loin de venir en aide aux peuples latino-américains, la révolution technologique renforce les Etats et augmente la dépendance du tiers monde à l'égard des puissances détentrices de cette technologie. Bonne réponse au « Défi mondial » de J.-J. Servan-Schreiber et à la « Troisième vague » d'Alvin Toffler.

MEISTER (A) « L'autogestion en uniforme » Toulouse, Privat, 1981, 306 p. Analyse, à partir du Pérou, des multinationales dominant le monde au-dessus des blocs idéologiques et prêtes à déclencher des massacres pour conserver leur mainmise.

MICHELET (Ch.-A.), DELAPIERRE (M.) et alii « Nationalisations et internationalisation : stratégie des multinationales françaises dans la crise » Paris, Maspero, 1983, 192 p., 85 F. Les implantations, les motivations et les perspectives des multinationales françaises. Les firmes nationalisées opèrent en dehors de la France.

PARTANT (F.) « La fin du développement : naissance d'une alternative » Paris, Maspero, 1983, 192 p., 58 F. L'impact des décisions politiques sur l'économie et les rapports entre le sous-développement du tiers monde et les pays occidentaux.

PASCALLON (P.) « Le système monétaire international » Paris, éd. de l'Epargne, 1982, 522 p. Quelle est la logique et le fonctionnement effectif du système monétaire ? Le dollar est géré en fonction d'impératifs nationaux et on a assisté à « un non système international ». Contrairement à ce que pensent les libéraux, les forces du marché sont incapables de dégager une nouvelle cohésion de l'économie internationale. L'analyse marxiste de mondialisation de l'écono-

mie est aussi repoussée. L'auteur mise sur l'évolution des rapports de forces géopolitiques pour trouver une solution à la crise monétaire.

PERRIN (J.) « Les transferts de technologie » Paris, Maspero, 1983, 128 p. 28 F. Les conséquences sociales, politiques et économiques des transferts de technologie vers le tiers monde.

SALAMA (P.), TISSIER (P.) « L'industrialisation dans le sous-développement » Paris, Maspero, 1982, 219 p. L'importance de l'Etat-nation dans le mode de fonctionnement du sous-développement en Amérique du Sud et les conditions de travail en Asie (Corée, Taiwan, Philippines, Malaisie, Hong-Kong).

LA FAIM ET LES PROBLÈMES ALIMENTAIRES

BERTRAND (J.-P.), LAURENT (L.), LECLERQ (V.) « Le monde du soja » Paris, Maspero/La Découverte, 1983, 122 p. Le soja constitue un exemple de la pénétration de l'agro-industrie dans l'économie mondiale : pour répondre à la demande croissante des élevages industriels, les USA et aussi le Brésil, le Paraguay et l'Argentine, se lancent dans la production du soja. Ce qui provoque l'exode rural et entraîne une dépendance accrue à l'égard des importations alimentaires.

BESSIS (S.) « L'arme alimentaire » Paris, Maspero, 1983 (3ème éd.) 40 F. Comment faire face au chantage de la faim ?

CRIAD et FRPL « Nos excédents laitiers : chance ou danger pour le tiers monde ? » Lyon, Criard, 1981, 124 p. A partir de tableaux et de textes explicatifs, on montre les relations entre la réalité de la faim au Sahel et l'implantation des matières premières, ou l'exportation des technologies laitières de l'Occident.

« La faim dans le monde » Paris, Maspero, 1983, 45 F. La production alimentaire entre le mythe et la réalité est analysée par Suan George à travers l'histoire. 800 millions d'individus sont menacés de famine et se trouvent en Afrique ou en Asie. Or, ce sont surtout des paysans du tiers monde qui produisent des denrées alimentaires.

FRYER (J.) « L'aide alimentaire : un marché de dupes » Genève, Cetim, 1981, 92 p. Plus de la moitié de l'humanité souffre de la faim. Suffit-il de pratiquer des programmes d'aides alimentaires, c'est-à-dire de prendre la nourriture là où elle abonde pour la distribuer là où elle manque ? Remarques pertinentes mais qui ne font pas sortir le tiers monde des prisons cléricales et humanitaires.

HARRISSON (P.) « L'empire Nestlé : faits et méfaits d'une transnationale en Amérique latine » Lausanne, éd. Favre, 1983, 496 p. L'implantation de Nestlé se fait surtout dans les pays à régimes dictatoriaux. Cette industrie ne répond pas aux besoins des latino-américains et aggrave la malnutrition. On estime à plusieurs millions les nourrissons tués par le remplacement du lait maternel

par le lait en poudre. Livre bien argumenté et loin des dénonciations passionnées.

SHIRLEY (O.) « A cry for health : poverty an disability in third world » Londres, Ahrtag, 1983, 96 p. Les handicaps qui frappent 340 millions de personnes dans le monde auraient pu être évités par une action contre la faim.

LA QUESTION AGRICOLE

GRAY (J.) « Le développement au ras du sol chez les paysans du tiers monde » Paris, éd. Entente, 1978, 285 p. L'action de développement des paysans de la brousse de Haute-Volta, les campesinos des Andes, les Intouchables de l'Inde et les agriculteurs du Bangladesh. Quel sort est réservé à ces paysans et quelle est la responsabilité à cet égard des pays industrialisés ?

LE BRIS (E.), LE ROY (E.), LEIMDORFER (F.) « Enjeux fonciers en Afrique noire » Paris, Karthala, 1982, 425 p. A partir d'études empiriques sur le Gabon, le Congo, le Sénégal et le Cameroun, les auteurs pensent les problèmes fonciers en fonction des stratégies des Etats et des projets d'aménagement de l'espace urbain-rural.

MICHEL (A.), DIARRA (A.F.), AGBESSI DOS SANTOS (H.) « Femmes et multinationales » Paris, Karthala, 1982, 298 p. Le développement conçu comme une croissance des cultures commerciales aux dépens des cultures vivrières a aggravé la situation des paysannes africaines. Les femmes tirent leurs revenus du surplus de la production vivrière et artisanale alors que les hommes ont accès à un revenu marchand et à une formation. Un parallèle est fait avec les paysannes en France.

PROFESSION « Géographie pratique de la recherche tropicale » Paris, Orstom, 1983, 159 p. Pratique des géographes envoyés en Afrique par l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer et qui ont réfléchi sur les bouleversements de l'espace rural.

LES LIBERTÉS ET LES PROBLÈMES POLITIQUES

AMNESTY INTERNATIONAL « Les assassinats politiques » Paris, Seuil, 1983, 192 p. Quelle responsabilité ont les pouvoirs politiques dans les assassinats. Les pays les plus cités dans ce domaine : le Guatemala, l'Indonésie, le Cambodge, l'Ouganda, l'Argentine.

CORM (G.) « Le Proche-Orient éclaté 1956-1982 : de Suez à l'invasion du Liban » Paris, Maspero, 1983, 376 p. 95 F. Les grands événements du Proche-Orient (de Suez au Liban en passant par les accords de Camp David), les répercussions de la crise pétrolière de 1970 à 1974 sur les « rapports Nord-Sud ».

DIALLO (A.) « La mort de Diallo Telli » Paris, Karthala, 1983, 155 p. L'auteur fait le récit de la torture qu'il a subie,

ainsi que Diallo Telli — ancien secrétaire général de l'OUA — par la police guinéenne. Giscard d'Estaing établissait les meilleurs rapports avec la Guinée.

GREEN (R.H.), KILJUNEN (K. et M.L.) « Namibia, the last colony » Londres, Longman, 1982, 310 p. Treize essais sur la violence et la résistance du peuple namibien contre l'apartheid.

KROPOTKINE (P.) « Paroles d'un révolté » Paris, Flammarion, 1978, (postface de 1919). Constatation de l'union des prolétaires et des capitalistes occidentaux industrialisés pour exploiter les colonisés.

MERCIER-VEGA (L.) « La révolution par l'Etat » Paris, Payot, 1978. La trahison des intellectuels « révolutionnaires » latino-américains et l'espoir dans une révolution par la base.

MISKE (A.B.) « Lettre ouverte aux élites du tiers monde » Paris, Le Sycomore, 1981, 148 p. La cause du drame du tiers monde est, selon l'auteur, « interne, psychologique, spirituelle ». Débat sur les raisons psychologiques du sous-développement.

ROUQUIE (A.) « L'Etat militaire en Amérique latine » Paris, Seuil, 1982, 475 p. Les institutions militaires sont les principaux acteurs politiques en Amérique latine puisque les 2/3 d'une population de 400 millions d'habitants vivent sous des régimes militaires. Rouquié propose une lecture « réaliste et empirique du fait militaire qui n'est pas, selon lui, une courroie de transmission des ordres impérialistes, mais le « gardien de l'Etat » qu'il libère des acteurs jugés par lui dangereux. »

« Terre des femmes » Paris-Montréal, La Découverte/Maspero. Des monographies de 50 pays sous la direction d'E. Paquot.

ZIEGLER (J.) « Contre l'ordre du monde : les rebelles » Paris, Seuil, 1983, 340 p. Il s'agit des mouvements armés de libération nationale. La dénonciation de l'impérialisme américain cache parfois la confiscation des révolutions nationales par les nouvelles classes au pouvoir dans le tiers monde.

MILLENARISME

LANTERNARIS (V.) « Les Mouvements religieux des peuples opprimés » Paris, Maspéro.

MULHMANN (W E) « Messianismes révolutionnaires du tiers monde » Paris, PUF.

VARGA DE LLOSAS « La guerre de fin du monde » Paris, Gallimard.

COHN (N) « Les fanatiques de l'Apocalypse » Paris, Payot.

QUELQUES EXEMPLES DE SOUS-DÉVELOPPEMENT

Afrique

ASCH (S.) « Etude socio-démographi-



que de l'implantation et la composition actuelles de la congrégation kinganguiste » Bruxelles, Cahier du CEDAF, 1982, 92 p. Extrait d'une thèse de 3ème cycle sur la religion et le développement au ZAIRE et plus précisément la communauté kinganguiste (3ème force religieuse du pays).

BOUILLON (A.) « Le colonisé et son âme » Paris, l'Harmattan, 1981, 423 p. Résumé d'une thèse dirigée par R. Barthes sur le contenu des textes qui analysent l'identité MALGACHE. Selon l'auteur, respecter cette identité ou la détruire revient au même.

CAMPBELL (B.K.) « Les enjeux de la bauxite, la Guinée face aux multinationales de l'aluminium » Montréal, Presse de l'Université de Montréal-Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales de Genève, 1983, 184 p. Implantation et projet d'exploitation de l'aluminium en GUINÉE.

FREMONT (A.) « Algérie, El Djazaïr : carnets de guerre et de terrain d'un géographe » Paris, Maspéro-Hérodote, 1983, 256 p., 48 F. La transformation qu'a subie l'ALGÉRIE de 1959 à 1982.

GUÉRIN (D.) « Ben Barka, ses assassins » Paris, Plon, 1982, 276 p. Circonstance de la mort de cet opposant MAROCAIN.

LAKROUM (M.) « Le travail inégal — Paysans et salariés sénégalais face à la crise des années trente » Paris, l'Harmattan, 1982, 188 p. Histoire des formes d'exploitation de la main-d'œuvre au SÉNÉGAL à l'époque coloniale. Rapports ville-campagne dans cette exploitation.

MONDOT-BERNARD (J.) « Satisfaction du besoin alimentaire et développement au Mali » Paris, Centre de développement de l'OCDE, 1980-81, 3 tomes, 200 p., 91 p., 62 p. Réponse officielle aux problèmes de la faim, du genre « L'amaigrissement des populations ayant de faibles rations alimentaires n'est pas beaucoup plus marqué que celui de populations mieux nourries ». Piètre consolation !

NGAYAP (F.) « Cameroun : qui gouverne ? » Paris, l'Harmattan, 1983, 351 p. L'analyse du système CAMEROUNAIS à travers la classe dirigeante qui gouverne selon le principe de l'unité et de la stabilité au sommet.

PEAN (P.) « Affaires africaines » Paris, Fayard, 1983, 340 p. L'exploitation des richesses naturelles (manganèse, pétrole, uranium...) par des capitaux multinationaux, corruption et dictature des classes dirigeantes GABONNAISES ; misère et absence des libertés. Ouvrage bien documenté.

RAYNAULT (C.) « Recherches multidisciplinaires sur la région de Mradi : essai de synthèse » Bordeaux, Univ. de Bordeaux II, DGRST 1980, 82 p. Résultat de l'enquête sur le déséquilibre des systèmes naturels, agricoles et socio-économiques dû à l'absence de modèle de développement prenant en compte le respect du droit du NIGERIEN à sa culture.

Amérique

BENSAYAG (M.), SORRIBES VAC (F.) « Transferts : Argentine, écrits de prison et d'exil » Paris, Maspéro, 1983, 144 p. 50 F. Les souvenirs des transferts pour les exécutions capitales et l'exil.

Lire aussi : « Malgré tout » de Miguel Bensayag, contes à voix basses des prisons argentines. (Maspero, 144 p. 25 F.)

GELMAN (J.), SZPUNBERG (A.), ZITO LEMA (V.) « Il nous reste la mémoire » Paris, Maspero, 1983, 144 p. 77 F. Poèmes ARGENTINS de l'exil (édition bilingue).

BUSS (Théo) « La Bolivie sous le couperet » Lausanne, éd. Faivre, 1982, 350 p. Histoire du peuple BOLIVIEN, de son exploitation, de sa misère, vue par un défenseur des Droits de l'homme.

DOMITILA « Si on me donne la parole... » Paris, Maspero, 1983, 256 p. 30 F. Une syndicaliste bolivienne et fondatrice du « Comité des ménagères » de la mine Siglo XX, parle de son expérience.

« Chiliennes (des) » Paris, éd. des Femmes, 224 p. Témoignage de CHILIENNES d'horizons divers sur leur vécu de femmes.

CORIAT (B.) « Alcool » Paris, Christian Bourgois, 1982, 160 p. Inventaire du projet alcool (Proalcool) au BRÉSIL. La substitution de l'essence par l'alcool a été étouffée dans les discussions techniques et à l'initiative des classes moyennes.

RUDEL (C.) « Mexique, des Mayas au pétrole » Paris, Khartala, 1983, 248 p. Le paradoxe entre les richesses naturelles du MEXIQUE et la pauvreté et la misère de la population s'explique par la corruption de l'Etat, le recours aux capitaux yankees.

Asie

DUPUIS (J.) « L'Inde et ses populations » Bruxelles, éd. Complexe, 1983, 286 p. Guide permettant d'entrer en contact avec ce pays (étude de population, sexualité, mode de vie).

GUILVOUT (J.), BURNET (J.) « Thaïlande » Paris, Khartala, 1983, 162 p. Introduction à la vie politique et

surtout la gauche THAILANDAISE, les femmes, la drogue et les problèmes alimentaires dans ce pays.

HOUTART (F.), LEMERCIER (G.) « Sociologie d'une commune vietnamienne. Participation sociale, modèles culturels, famille, religion de la commune de Haivan » Louvain-la-Neuve, CRSR, 1981, 309 p. Le passage de la famille élargie à la famille nucléaire, ses effets sur l'économie domestique, les conditions de la production dans une coopérative VIETNAMIENNE.

QUIMINAL (C.) « Le Kampuchea, Vietnam-Cambodge, guerre et indépendance » Paris, Anthropos, 1982, 202 p. Le point de vue d'une maoïste sur l'occupation vietnamienne du CAMBODGE. Les crimes des Kmers rouges des années 1975-78 sont considérés comme des erreurs.

REVUES SPÉCIALISÉES ET ADRESSES UTILES

« Amérique centrale en lutte » 68, rue de Babylone, 75007 Paris (Bimestriel, 6 F.)

« Annuaire du tiers monde » Istra, 93, rue Jeanne d'Arc, 75013 Paris, ou 15, rue des Juifs, 67000 Strasbourg (Publication de l'Association française pour l'étude du tiers monde « AFETIMON » et le CNRS, 700 p. environ avec des articles d'information générale, index des noms géographiques et index thématique).

« CERRES », revue de la FAO sur l'agriculture et le développement. FAO, via delle terme di Caracalla, 00100 Roma, Italie (Bimestriel, 50 p.).

« L'Homme et la Société » (numéro spécial sur Economie et tiers monde) n° 33-34, 1974, 287 p. Analyse marxiste des sociétés multinationales, les structures agraires des pays sous-développés et la théorie de la dépendance). Genève-Afrique, 24, rue Rothschild, 1211 Genève 21, Suisse.



« Monde en développement », A. Philippart, Institut Henri Poincaré, 11, rue Pierre et Marie Curie, 75005 Paris (Trimestriel 160 p., 48 F.)

« Proche-Orient et tiers monde » 10, rue St-Marc, 75002 Paris (Bimestriel, 50 F.)

« Revue tiers monde » publication de l'Institut du développement économique et social de l'Université de Paris, PUF, 12, rue Jean de Beauvais, 75005 Paris (Trimestriel, 300 p., 55 F.)

L'association « Ecole et tiers monde » (9, rue Delouvain, 75019 Paris) publie le « Courrier » et a fait paraître « Tiers monde et double langage » (20 F.), « Le tiers monde de la 6ème à la 3ème » (33 F.)

Le « Centre de documentation et d'animation tiers monde » (20, rue de Rochechouart, 75009 Paris, tél. 282.07.51) met à la disposition de tous : des montages audio-visuels et des expositions photographiques ; un fichier de films ; une bibliothèque de prêt ; un fichier d'associations et d'institutions tiers mondistes ; une feuille d'information mensuelle « La Roulante », sur les manifestations dans la région parisienne.

Abdel et Frank

CE DOSSIER ARRIVE A SA FIN. PENDANT QUATRE NUMEROS NOUS AVONS ESSAYE DE FAIRE LE POINT SUR CE SUJET VASTE ET « DELICAT ». NOUS ESPERONS QUE TOUT CELA AURA PU VOUS INTERESSER.

LA REDACTION PARISIENNE D'IRL, QUI S'EST OCCUPEE DE CE DOSSIER, EN A REUNI TOUS LES TEXTES POUR EN FAIRE UNE BROCHURE SUR LE TIERS MONDE QUI DEVRAIT BIENTOT SORTIR.

NOUS VOUS INVITONS A PRENDRE CONTACT AVEC NOS CAMARADES PARISIENS EN ECRIVANT A: IRL - REDACTION PARISIENNE, C/O MAX NETTLAU, 15 RUE GRACIEUSE, 75005 PARIS.

Arêtes

Le silence recèle le mystère... ou révèle l'embarras. L'esprit de comédie suppute en tout muet quel qu'arête dans le gosier.

Le rire serait le meilleur remède. Mais, sans le talent grimacier, que faire?

Doctement constaté, l'anarchisme serait muet d'au moins deux arêtes: consumérisme et tiers monde.

Le cœur s'indigne de l'oppression. Mais le cœur est quelque peu démagogue. L'anarchisme n'est pas seulement cet élan, il est aussi théorie sociale. Comme telle, est-il exempt des maux qu'il dénonce? Ces réalités ne contiennent-elles pas une critique implicite de l'anarchisme, théorie sociale?

IDEOLOGIE DU DEVELOPPEMENT

«C'est à une vision religieuse que l'on se trouve confronté, où la rédemption de l'homme et son bonheur se réalisent par l'économie à travers une série d'étapes par lesquelles il doit immanquablement passer». Avec quelques aménagements, cette vision peut servir indistinctement tous les régimes, tous les systèmes, toutes les doctrines.

Le caractère religieux de cette vision manifeste la corruption du procédé qui consiste à placer la libération de l'homme dans le champ de l'économique. Le développement devient ainsi la mesure de la libération, de l'humanisation. Et comme les théologies sociales du 19ème, l'anarchisme, imprégné de darwinisme social, véhicule cette vision religieuse.

Que l'on considère cette phénoménale concentration de puissance symbolisée par ce droit d'un seul de provoquer la destruction de millions d'autres. Aucun despote n'avait jusqu'à ce jour possédé semblable puissance. Il est évident que le développement a nourri le pouvoir. Les anarchistes ne peuvent s'innocenter en se prévalent d'une volonté contraire au pouvoir si, par inconséquence, ils contribuent à augmenter sa puissance. Si cette vision religieuse, que partagent les anarchistes, ne pesait pas sur les esprits, une contradiction apparaîtrait. Posons la: n'y a-t-il pas contradiction entre négation du pouvoir et idéologie du développement?

Alors que signifie cette expression relevée dans la presse libertaire: nous sommes en état de produire l'abondance? N'est-ce pas entendre que la société de consommation est la prémisse

d'une société d'abondance? Pourtant, «il faut constater que la croissance ne nous éloigne ni ne nous rapproche de l'abondance. Elle en est logiquement séparée par toute la structure sociale qui est ici l'instance déterminante».

Le développement n'atteint pas la structure sociale puisque son champ d'application n'est pas l'économique mais le politique. L'idéologie du développement n'est-elle pas le produit de la structure sociale?

En passant dans le champ ouvert du développement, l'égalité devient un mythe. Elle n'a pas de véritable sens économique. Elle est un rapport de l'homme à l'homme. De sa réalisation comme rapport de l'homme à l'homme découlerait sa réalisation sur le plan économique. Le développement implique la contrainte d'un certain ordre social et doit nécessairement nier ce rapport de l'homme à l'homme.

Cette vision religieuse s'impose aussi au tiers monde. «Sur le fond c'est toujours la même vision de l'extension du progrès aux régions en voie de développement».

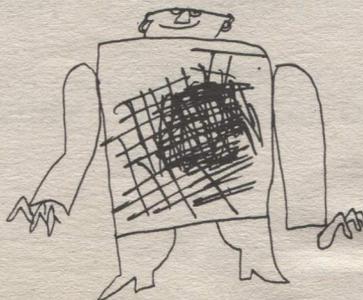
Il n'est donc pas étonnant que les communautés indigènes réagissent contre ce qui détruit leur structure sociale. Car n'est-ce pas finalement la confrontation de deux structures sociales antagonistes? C'est aussi ce qui achève de donner son sens à l'idéologie du développement.

INDIANITE

La revendication de l'indianité est un événement important. Événement important car ce que nous pensions révolu ressurgit alors que l'avenir se dérobe. Le sens donné à l'histoire se trouve confronté à cette réalité.

Notre monde occidental est sans idée. Pour les plus critiques les théologies sociales du 19ème ne représentent plus une alternative. Globalement considéré, elles sont erronées et ne conduisent pas à la fin de l'oppression. Par trop de points elles figurent un ultime déguisement de l'occident, civilisation souveraine.

Les anarchistes s'intéressent à l'indianité mais comme s'il s'agissait d'une réalité extérieure. Les bons sentiments et l'exotisme empêchent cette réalité de troubler les certitudes théoriques. Tout au plus comme dans l'article «Anarchisme et tiers monde à travers l'histoire» (IRL n.51, NDRL) attribue-t-on les



«erreurs» au mouvement anarchiste soit espagnol soit français. La théorie et les théoriciens sont ainsi placés hors de la critique.

Puisque Kropotkine est cité dans cet article mettons en évidence un autre aspect. B. Russel dit des idées économiques de ce dernier qu'elles ne correspondent pas à son idéal anarchiste. Elles pourraient signifier aussi bien le capitalisme qu'un socialisme d'état. Appliquées, ces idées économiques représenteraient le même obstacle que l'indianité rencontre dans le marxisme-léninisme. Le même rapport de force serait à l'oeuvre.

C'est la rareté des biens matériels, dit Bookchin, qui a fourni leur justification historique à la famille patriarcale, à la propriété privée, à la domination de classe et à l'Etat. Partant de cet énoncé, la seule attitude possible serait de rejeter toute revendication d'un type de société incapable de dépasser la rareté. Ainsi, nous serions fondamentalement adversaire d'une quelconque indianité.

Ce ne sont que deux brefs exemples pour indiquer que les choses ne sont pas aussi simple et mériteraient un approfondissement.

«Sommes-nous certains que ces traditions archaïques survivantes sont la pire malédiction de l'humanité — ou le plus grand obstacle au développement continu de l'homme?»

Avec un peu d'humilité de notre part, ces peuples natifs pourraient nous apprendre.

Depuis quatre siècles ils luttent contre l'oppression. Mais ils luttent sur des positions culturelles, même si leurs cultures ont subi des atteintes. Leurs cultures reposent sur une assise communautaire.

A titre comparatif voici ce que dit Malatesta: «...en dehors des questions extrêmes... il n'y a pas lieu de nous diviser sur des questions comme celles-ci: si la production aura un niveau inférieur ou supérieur... Nous ne pouvons prévoir que très vaguement les transformations de l'industrie, des mœurs, ... des besoins...» En somme le contenu d'une société ne relève pas des questions extrêmes. En clair, nous reculons au fur et à mesure que le système de domination avance en créant lui-même les besoins et transformant les mœurs. Cette conception sera toujours juste, même lorsque les hommes seront devenus des robots.

Renouer le fil rompu du sens de l'homme «seul né de vrai pour vivre franchement» et lui faire retrouver «la souveraineté de son premier être» n'est-ce pas «quelque chose de radicalement différent ou bien encore quelque chose d'autre que la révolution»?

Ces quelques millénaires d'oppression ne seraient qu'un rameau avorté de l'histoire humaine.

La revendication de l'indianité est un fait important même si les impressions n'ont pas encore trouvé leur expression.

Groupe BENEVENTO
ANGERS

Et le tout naît de la guerre !

Michel Auvray, objecteur-insoumis toulousain, a participé à la rédaction de plusieurs brochures sur l'objection de conscience. Il vient d'écrire une histoire des « Réfractaires en France » dans le but de « rendre aux objecteurs leur histoire ». (voir encadré)

En faisant œuvre d'historien, Michel Auvray poursuit sa lutte contre l'armée en en dénonçant le rôle répressif.

IRL: Les prisons sont-elles toujours pleines de réfractaires ?

Michel Auvray: Les prisons de sont quand même pas pleines d'objecteurs. Par contre, les deux tiers des prisonniers d'opinion en France, d'après la Chancellerie (Ministère de la Justice) le sont pour délit militaire. Et, comme par le passé, ce sont des Témoins de Jéhovah (3 ou 400), quelques insoumis totaux, des objecteurs auxquels le statut a été refusé.

Depuis que j'ai terminé ce livre (juillet 83), c'est « l'après-statut » qui a changé ou plutôt son application. Pour l'instant les chambres spécialisées commencent à tourner. Les décrets d'application qui devaient suivre la publication de la loi sur le statut d'O.C. n'ont pas tous été

publiés. On est encore dans un flou artistique et l'on s'aperçoit que le gouvernement est en train de passer l'éponge sur de nombreux cas — je pense aux demandeurs d'« objection collective » qui étaient en situation d'insoumission.

Aujourd'hui, s'il est plus facile d'être objecteur, de faire un service civil, il devient plus difficile de contester la militarisation, la préparation à la guerre.

J'ai lu ton livre avec beaucoup d'attention. La partie historique concernant l'antiquité est importante. Pourquoi n'as-tu pas consacré plus d'espace à cette histoire et notamment pourquoi les peuples ont-ils besoin d'armées ?

Ce ne sont pas les peuples qui ont besoin d'armées, mais les Etats. Certainement je suis allé un peu vite, mais il fallait faire un livre avec un certain nombre de pages. Il est déjà bien gros (430 pages) !

L'Etat est né de la guerre ; l'armée est une institution qui se réserve le monopole de la violence et qui a vu sa fonction naître avec l'apparition de l'Etat et l'émergence de l'esclavage.

Le premier chapitre s'intitule effectivement : « l'Armée, l'Etat et les Esclaves ». Les rapports de servitude, d'oppression, donc de division de la société en classes, naissent de ce pouvoir militaire. Donc l'origine du pouvoir politique naît du

pouvoir militaire, l'ensemble naissant de la guerre. D'une autre façon, Clastre affirmait que les guerriers, à force de faire la guerre, s'attribuent un pouvoir militaire alors que, à l'origine, les chefs dans une société sans Etat (a-étatique) n'avaient pas de pouvoir coercitif mais uniquement de représentation.

LA SYMBIOSE, UNE VIEILLE IDEE

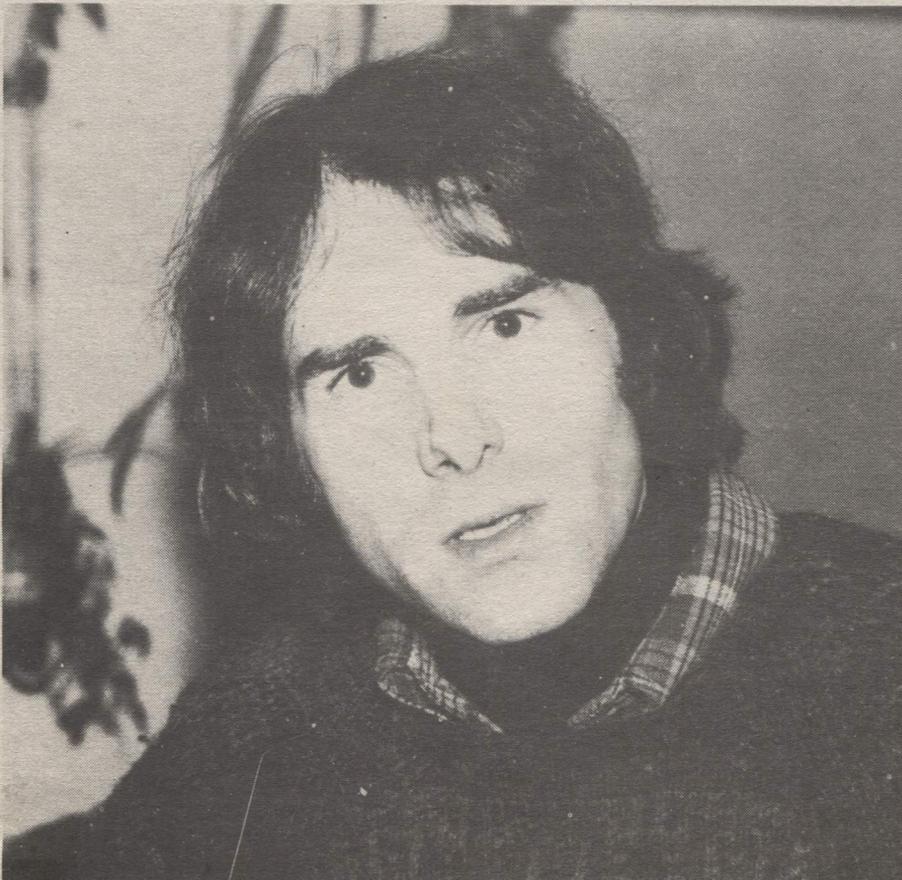
Donc l'Etat devient un instrument de répression pour le peuple. Or, en lisant ton livre, j'en ai déduit que si, pendant des siècles, l'Etat a été vécu comme une excroissance du peuple, à un certain moment de l'histoire, l'Etat se confond avec le peuple ou, du moins, une « symbiose » apparaît entre lui et le peuple. A l'école, devenue obligatoire, on enseigne que l'Etat n'est pas un pouvoir politique séparé de la société civile mais le représentant de celle-ci, en même temps que l'armée devenait l'institution de défense du peuple. Or, pour moi, cette période n'est pas assez développée dans ton livre ?

En effet. C'est une période clé que je situe de la Commune à 1914, le moment fort de la troisième république. Tu as raison en notant que Charles Hernu n'a rien inventé avec sa fameuse « symbiose armée-école » dans la mesure où, alors que ses cendres sont encore chaudes, la droite monarchiste comme ce qui reste de la gauche sont d'accord pour voir dans le service militaire ce qu'ils appelleront la grande école des générations futures, en en faisant un moule qui disciplinera les corps et les esprits, principalement les gestes.

A cette époque, les ruraux affluent en masse dans les villes. Il va falloir faire de ces paysans des ouvriers pour les manufactures, qui soient rentables et surtout silencieux.

C'est une période clé, car le refus change, et de nature et de finalité. Jusqu'alors, le peuple avait, dans sa majorité, refusé le service militaire, autant sous Louis XIV, l'Empire, que sous la Révolution. Il y a eu des périodes où les insoumis, les déserteurs et les réfractaires étaient plus nombreux que les soldats sous les drapeaux. Le refus du service militaire était répandu.

Or, au lendemain de la Commune, le service militaire devient obligatoire et son refus diminue, devenant minoritaire. Par contre, il se politise car il devient l'expression des habitants des villes, des faubourgs et non plus de la campagne. Ce refus est marqué par la naissance du mouvement ouvrier, de l'anarchosyndicalisme, la naissance des Bourses du Travail et de la CGT. Ce refus est réellement antimilitariste, d'un antimilitarisme



MICHEL AUVRAY (PHOTO MIMMO-IRL)

radical, mettant en cause le service militaire comme mode de reproduction des valeurs dominantes, et l'armée comme appareil d'état, appareil répressif.

C'est d'ailleurs une époque très intéressante pour le mouvement libertaire. Par exemple, la jeune CGT, associée à l'opposition politique, participe à la naissance des groupes antimilitaristes et de l'Association Internationale Antimilitariste qui a son siège au local de la CGT parisienne.

(...) Avant, l'idée de Patrie n'existait pas. Elle s'intériorisera, alors, dans le peuple en cette période de nationalisme exacerbé; un sentiment national se fortifiera au contact du service militaire, de l'école, faisant des instituteurs de véritables auxiliaires de l'armée.

Aujourd'hui, on revit la même période. Ce qu'on appelait « sentiment national » il y a un siècle, est devenu aujourd'hui « esprit de défense ». Mais c'est toujours l'« union sacrée », la négation des antagonismes de classe au profit de ce qu'ils appellent la « défense », c'est à dire la guerre, la gestion de la guerre pour l'Etat...

DEUX TYPES DE LECTURE

Pour ce livre, il y a deux types de lecteurs: ceux qui s'intéressent à l'Histoire et ceux qui se contentent de lire le dernier tiers, consacré à l'histoire de ces vingt dernières années. Dans le mouvement libertaire, il y a souvent un mépris pour l'Histoire.

Mais on m'objectera que l'essentiel est de savoir comment les objecteurs de conscience se sont battus contre les Tribunaux militaires il y a dix ans et non ce qui se passait sous Louis XIV.

L'antimilitarisme est resté un mouvement important presque jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Ensuite, il a fallu une vingtaine d'années pour voir renaître l'« esprit d'insoumission » au moment de la guerre d'Algérie.

Dans les premières années de la guerre, la majorité de la population y est indifférente. La social-démocratie est compromise dans la guerre ainsi que le Parti Communiste Français. Il n'y a plus d'opposition politique de la part des grands partis et des grands courants sociaux.

C'est pourtant dans les franges de ces grands courants que naîtra une nouvelle opposition, une nouvelle dynamique politique, une nouvelle gauche (Quelle chose de semblable s'était passé au lendemain de la première guerre quand la social-démocratie fut trop compromise dans l'« Union Sacrée »: la guerre impérialiste). Apparaîtront alors des formes de refus multiples et parfois, très clairement, un soutien politique à la cause de l'Indépendance algérienne. Entre toutes des expressions opposées à la guerre, il y a des différences énormes.

LA BRECHE

Peux-tu rappeler brièvement le fil con-

Avec « **OBJECTEURS, INSOUMIS, REFRAC-TAIRES** » (édité chez Stock 2, 430 p.), Michel Auvray nous offre la première « **Histoire des réfractaires en France** ».

Pour ceux qui sont sensibles à l'emballage comme moi, c'est style « paquet-cadeau » (excusez mais Noël, Noël... on en a plein la tête !); la couverture m'a attiré l'œil dans la librairie « 1984 » (faut avoir du cran pour souhaiter la bonne année), c'est une gravure du XVIIIe siècle, dont il se dégage beaucoup de violence et de mouvement: un déserteur se fait prendre chez lui par des recruteurs, sa femme brandit une pelle à pain...

La composition est aérée (c'est écrit gros comme on dit quand on est petit !). Les 14 chapitres sont relativement indépendants les uns des autres, ce qui accentue le côté « bouquin de référence » qu'on peut consulter librement sur un point ou un autre, comme lire d'une traite.

Je n'ai de réticence que par rapport à l'introduction et au premier chapitre, faisant un peu « delayage » — travers de beaucoup de préfaces et d'introductions — et manquant de concision: dommage puisqu'on démarre là-dessus.

Le premier chapitre donne un aperçu des origines de l'armée et de l'Etat depuis l'Antiquité, ainsi que des exemples d'insoumission qu'on peut déjà y rencontrer (premiers chrétiens). Visiblement l'auteur a eu beaucoup moins de données précises sur ces périodes. Les rares documents ou ouvrages existants sont, de plus, souvent en anglais ou en allemand. Ainsi, sa bibliographie, sérieuse et extrêmement variée, ne compte que deux articles sur le rôle de la guerre dans les sociétés primitives et deux livres sur le monde des Grecs...

Certains lecteurs se sont surtout penchés sur les 9 chapitres consacrés au XXe siècle; cependant, les XVIIIe et XIXe siècles sont particulièrement intéressants pour démystifier et éclaircir les moments cruciaux de l'histoire de l'armée, son rôle social, comment elle était (mal) reçue par le peuple, à quel degré, quels moyens il avait d'y échapper. Ce sont deux histoires parallèles, histoire d'un peuple qui mène à une prise de conscience collective du rôle de l'armée dans la société et à l'antimilitarisme comme position politique entre autres (fin du XIXe siècle); histoire d'une armée qui s'institutionnalise de plus en plus avec, par exemple, la création de la conscription, et son établissement définitif en 1872 par une loi du gouvernement Thiers.

Le chapitre « Conscription: au-delà des mythes », très pertinent, dénonce les persistances mystificatrices de la gauche à associer la conscription à « une tradition républicaine, un héritage de la Révolution, voire une conquête populaire ». Ainsi que le remarque Auvray, « la véritable force d'une population en armes n'a jamais reposé sur la contrainte et l'obéissance aveugle, mais sur l'adhésion collective,

déterminée et volontaire, à l'autodéfense de la communauté. (...) La conscription n'a, elle, jamais été utilisée par le pouvoir d'Etat que pour des raisons d'effectifs, des considérations financières ou dans un but d'embrigadement ».

1789 constitue une date-charnière dans l'histoire des rapports armée-peuple. « Deux éléments essentiels dominaient la forme d'organisation militaire de l'Ancien Régime: les guerres étaient essentiellement le fait de mercenaires à la solde de la monarchie; les combattants n'étaient pas nécessairement de la même nationalité que celle du souverain les employant. La Révolution va, elle, instaurer des armées de masse, à recrutement national. » Mais 1789, c'est aussi la première fois qu'apparaît l'idée de « levée en masse », alors spontanées et populaire: « Les conquêtes de la Révolution sont menacées et les sans-culottes vont se dresser, dans un réflexe de défense, pour faire usage de leur souveraineté: de la conquête des droits universels de l'homme découle en effet le droit de se défendre par les armes. »

Tout au long de l'Ancien Régime et jusqu'à la fin du XIXe siècle au moins, l'intensité et l'étendue des refus de servir sont très liés aux particularismes régionaux, aux rejets plus ou moins conscients d'un Etat centralisateur qui ne signifie rien que de négatif pour eux. Les insoumis ont aussi différentes façons de résister selon que la région où ils se trouvent offre des possibilités de se cacher ou pas.

Et, après avoir raconté leur histoire, Auvray en arrive aux années 80 où, comme le dit *Avis de Recherche*, « l'objection et, plus encore, l'« insoumission totale » de nombre de réfractaires, est moins le fruit d'un engagement militant, comme elle l'était fréquemment ces dernières années, qu'un état d'esprit, une attitude, une pratique à l'échelle du quotidien, une non-soumission civile et militaire. Elle est aussi une féroce envie de se battre et de vivre. Ici et maintenant. » C'est toujours, de toute façon, un appel à la conscience collective, bien apathique de nos jours. Et c'est aussi la position d'Auvray, qui termine son livre ainsi: « N'est-il pas enfin temps de mettre un terme aux ravages incommensurables de l'obéissance? Temps de considérer l'insoumission des individus comme un réflexe salutaire, l'objection comme un acte responsable? Temps, aussi, d'imaginer que l'insurrection des consciences puisse devenir une impérieuse nécessité? » A placer dans les « réflexes salutaires », Auvray rappelle que l'antimilitarisme n'est pas qu'une « affaire d'hommes », et souligne l'importance du rôle des femmes dans les résistances à la guerre, au service, etc., surtout depuis que tous les Français et Françaises sont mobilisables sur leur lieu de travail selon le bon vouloir de l'Etat. L'« Histoire des réfractaires en France » nous apporte peu d'informations sur les différentes positions et agissements du PCF par rapport à l'antimilitarisme. Sur ce sujet,

vous lirez avec profit l'ouvrage de Nicolas Faucier, « PACIFISME ET ANTIMILITARISME DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES (1919 - 1939) », paru chez Spartacus (206 p.). Faucier dont Auvray cite à plusieurs reprises les tentatives de secouer l'apathie générale, notamment à l'annonce de la mobilisation générale de 1939.

« Pacifisme et antimilitarisme »..., d'une écriture agréable, est construit chronologiquement dans l'ensemble, avec des chapitres thématiques tels que « Les organismes internationaux » dans l'entre-deux-guerres. C'est un festival de dénonciations pertinentes des reniements des CGT, PC, sociaux-démocrates... un vrai régal.

On y trouve ainsi une très bonne explication de ce que fut le « carnet B », et de ses conséquences : « La peur des coups étant le commencement de la sagesse, les leaders donnaient des gages. Avant même que la mobilisation fût décrétée, le Comité confédéral (de la CGT), dans un premier manifeste, se range à l'avis officiellement exprimé et déclarait : « L'Autriche porte une lourde responsabilité devant l'histoire ! » Et, confirmant ce retournement soudain des thèses défendues jusqu'alors contre les menées des puissances impérialistes, on pouvait lire dans le quotidien de la CGT « La Bataille syndicaliste » du 2 août : « Si la force de paix des travailleurs n'eût été qu'un digne, mais vain sursaut pour sauver l'honneur, oh ! alors, que de l'étendue même du malheur consommé surgisse l'anéantissement du militarisme étouffant ! Que ce soit la fin du cauchemar ! Et que le nom du vieil empereur François-Joseph soit maudit ! »

Cette attitude de ralliement, ouvertement exprimée dans l'organe officiel de la CGT, allait trouver sa récompense. En effet, au dessous de ces lignes, « La Bataille syndicaliste » publiait l'information suivante, parue dans « Le Bonnet rouge » de la veille : « En prévision d'une mobilisation, la police a dressé une liste de "suspects", militants syndicalistes, socialistes ou libertaires. Ces "suspects" devaient être arrêtés dès la première heure et envoyés dans des camps de concentration où ils auraient été placés sous bonne garde. Nous avons protesté contre l'application éventuelle de ces mesures fratricides. Aujourd'hui, nous sommes formellement autorisés à déclarer que, si le gouvernement doit un jour déclarer la mobilisation, on ne fera pas usage du carnet B. Le gouvernement fait confiance à la population française, et en particulier à la classe ouvrière. On sait qu'il a tout tenté — et qu'il tente encore l'impossible — pour sauvegarder la paix. D'autre part, les déclarations très nettes des révolutionnaires les plus résolus sont de nature à rassurer pleinement le gouvernement. Si, par malheur, on voulait perpétrer ailleurs le crime monstrueux contre la civilisation qui se prépare, tous les Français sauraient faire leur devoir »...

Ce texte est suffisamment écoeurant en soi, et le parallèle qu'établit Faucier entre l'engagement des dirigeants syndicaux et socialistes dans « l'union



Nicolas Faucier

sacrée » et la non-utilisation du carnet B par le gouvernement assez flagrant pour se passer de commentaires. Faucier épingle les « bureaucrates syndicaux et capitulards de tout poil, transformés du jour au lendemain en néonationalistes ». Mais il cite aussi les réactions honnêtes de colère et de dégoût d'un Pierre Monatte, de la commission exécutive de la Fédération des métaux animée par Merrheim, etc.

Tout en précisant qu'il considère le mouvement anarchiste comme sa famille spirituelle, il ne passe pas non plus sur les positions de Charles Malato, Jean Grave, Pierre Kropotkine, militants du groupe des « Temps nouveaux », qui, « sous prétexte de défense de la démocratie contre le militarisme prussien, avaient emboîté le pas aux va-t-en-guerre ».

De même, Faucier sait reconnaître les (rares) actions menées par les communistes, comme lors de l'occupation de la Ruhr en 1923.

Mais il raconte aussi comment dans « une optique de pseudo-stratégie révolutionnaire, non contents de faire de leurs jeunes adeptes des carriéristes militaires, les dirigeants « stalinien » (...) avaient entrepris, en vue du combat insurrectionnel, l'institution, au sein des Jeunesses communistes, de formations militarisées (...) que l'on exhibait spectaculairement dans les défilés prolétariens »...

Enfin, si Auvray insiste sur le rôle des femmes dans l'antimilitarisme, Faucier nous présente des extraits de poèmes de souffrance et de révolte publiés clandestinement pendant la guerre de 14, poèmes dont j'apprécie peu, personnellement, la teneur : « Femmes, les compagnons d'amour, les grands corps robustes et chauds, les soutiens, les consolateurs, (...) Comme ils sont morts vos pauvres hommes ! (...) Vous les avez laissé mourir, Vous les avez laissé partir, Vous l'aimiez donc bien la patrie ? » Cette vision des femmes a des relents réactionnaires et il est regrettable de voir présenter de façon positive de tels poèmes, même si les écrits antimilitaristes de 14-18 sont rares.

Suzeth

ducteur qui a parfois sous-tendu le besoin de coordination des divers groupements antimilitaristes depuis la guerre d'Algérie ?

Ce « fil conducteur » fut brisé pendant un moment. Des organisations ont lutté en France pour le statut d'Objecteur de Conscience, dès les années 21, 22, 23. Un premier projet de loi sera déposé en 1921, seul le cinquième verra le jour en 1963 créant un statut dissuasif et discriminatoire.

Du temps de la guerre d'Algérie, les réfractaires furent les moins nombreux de toute leur histoire. Il y eut 6 ou 700 objecteurs pendant cette guerre qui dura huit ans et durant laquelle deux millions de soldats français partirent, au cours de leur service militaire, dans ce que l'on appelait les départements français. Sur ces deux millions d'appelés, seulement 2000 insoumis dont 3 ou 400 « publics » parmi lesquels se recruteront des « porteurs de valises », passant d'un refus simple à un engagement actif pour l'indépendance algérienne. C'est très peu, ridiculement bas. Pourtant, ils joueront un rôle politique très important en favorisant la création de « Jeune Résistance » qui appellera à des manifestations de masse. Les grands partis démocratiques prendront alors le train en marche par peur de la subversion et de la contestation que suscitent ces manifestations. Ils récupéreront ainsi ce qui, à l'époque, n'était l'affaire que d'une poignée de gens.

Dès 1957, Louis LECOIN symbolisera cette lutte pour l'obtention d'un statut d'Objecteur de Conscience. Déjà à cette époque, la majorité des objecteurs de conscience sont des Témoins de Jéhovah qui désavoueront Louis Lecoin.

Avec Lecoin, il y a des libertaires, des pacifistes, des non violents, des humanistes unis pour que les objecteurs de conscience n'aillent plus en prison en contrepartie d'un service civil.

La formule de Lecoin, au lendemain du vote de la loi, était : « une brèche s'est ouverte dans les remparts du militarisme. C'est insuffisant mais cette brèche, c'est à nous qu'il appartient de l'élargir ». Ceci permet d'entrevoir le « fil conducteur ». Il disait même « ça se fera aisément ». Il s'est avéré ensuite que ce ne fut pas facile du tout. En tout cas, depuis qu'il y eut un statut d'Objecteur de Conscience, ceux-ci furent dispensés du statut de martyrs. Pour la plupart, ils sont devenus des militants politiques plus que par le passé, n'étant plus systématiquement emprisonnés.

En lisant ton livre, on a l'impression que les libertaires-anarchistes ont joué un rôle très important ces vingt dernières années, mais non leurs organisations ?

Je crois qu'elles ont eu un engagement continu et précis. Depuis 68, les luttes antimilitaristes ont été dynamisées en grande partie par des militants libertaires...

Oui, mais pas par leur organisation !

Ca, c'est autre chose. C'est un problème politique différent. La tactique politique des gauchistes se limite à créer des chapelles, leurs relais politiques, ce qu'ils appellent les organisations de masse, tandis que les anarchistes et militants libertaires s'investissent dans les luttes essentiellement pour les dynamiser. Si parmi les objecteurs ou les insoumis « publics » on retrouve nombre d'entre eux, ils n'ont pas une volonté de manipulation, une volonté de diriger politiquement les luttes. Je crois que c'est un choix et tant mieux !

DES OBEISSEZ !

Est-ce délibérément ou par oubli que tu ne parles pas des mouvements pour la paix qui se sont développés ces dernières années en France ?

J'ai parlé des mouvements de la paix de l'entre-deux guerres et de la guerre d'Algérie car ils ont encouragé la solidarité aux réfractaires. Le mouvement anti-guerre aujourd'hui, relativement faible en France en comparaison de ceux d'autres pays européens, me semble intéres-

sant. Je suis aussi militant de ce mouvement et le combat contre les armes nucléaires, c'est déjà un premier pas, à condition que ce soit un combat clairement antimilitariste.

Mais je n'ai pas fait l'histoire de l'antimilitarisme, du pacifisme (ce sont des ouvrages à faire) ni des Comités de Soldats dont certains ont pu, par moment, faire œuvre de témoignage et de dénonciation antimilitaristes : j'ai écrit l'histoire des réfractaires.

Il y a d'autres courants qui peuvent interférer, d'autres problématiques qui se posent. Le refus des obligations militaires s'inscrit naturellement dans ce refus de toutes les armes et, en particulier, de l'armement nucléaire.

Penses-tu qu'aujourd'hui il faille privilégier une forme particulière de lutte antimilitariste ?

Je n'ai pas de recette à donner, le service militaire n'étant plus de mon âge ! Reste qu'il faut être contre l'armée et la dénoncer. *(Depuis l'interview, on a pu entendre ou lire qu'un projet est en cours pour rappeler les réservistes pour de*

courtes périodes de service militaire, NDLR)

Pour terminer, je dois dire que, vers la fin de ton livre, j'étais déconcerté car, dans la conclusion, tu sembles trop insister sur l'armée comme instrument inégalitaire, anti-démocratique et de classe. J'avais l'impression de lire les pages d'un manuel politique d'extrême-gauche. Impression finalement fautive car, dans la dernière page, tu fais référence à Etienne de la Boétie qui pose les problèmes autrement.

En effet, il affirme que le pouvoir existe parce qu'il y a soumission de l'individu. Il écrit : « ne soutenez plus le pouvoir et il tombera tel un colosse dont on arrache la base ».

C'est vrai que c'est ce rapport de soumission qui est à battre en brèches. L'important est ce rapport de désobéissance responsable, politique et collective.

Alors, si on parle de recettes, je n'en ai pas. Si on parle d'incitation, ce livre en est une, incitation à l'antimilitarisme et à la désobéissance.

Propos recueillis par Mimmo

INITIATIVES

Et la paix, bordel de Dieu !

Quatre journées sur le pacifisme et l'antimilitarisme (du 12 au 15 janvier), voilà qui ne s'était pas vu depuis quelques années à Grenoble !

A l'initiative de ces journées, des squatters (les journées se sont déroulées dans deux lieux squattés), quelques collectifs de lutte (Hernu/Savary, Paix et désarmement...) et quelques autres énergies.

Quatre journées chargées, touffues, pendant lesquelles à peu près tous les thèmes possibles et imaginables furent abordés, avec pas moins d'une quinzaine de projections (films, diaporama, vidéo) pour servir de support aux débats.

JEUDI 12 JANVIER

Ouverture des événements le jeudi 12 janvier, avec une soirée consacrée aux différents aspects de la militarisation de la société :

— Le protocole **Hernu/Savary** a fait l'objet d'un débat intéressant et bien animé où à peu près tout ce qui pouvait être dit l'a été, étant notamment évoqué le fait que l'armée et le pouvoir ne se contentent plus d'une simple soumission, ou passivité de la jeunesse, mais exige d'elle une véritable adhésion morale et intellectuelle au système militaire ; le fait que de nouveaux pans d'histoire et de culture vont être légués aux oubliettes avec l'instauration de la commission chargée « d'épurer les manuels scolaires de certains passages scandaleusement antimilitaristes » (sic... Hernu).

— Toujours d'actualité, les **Ordonnances de 59** sont suspendues sur nos têtes pour nous rappeler que tout citoyen, quels que soient son âge et son sexe, est un soldat qui s'ignore. Instrument juridique chargé de réquisitionner et militariser chacun (es) en cas de conflit, toutes les conséquences pratiques de leur utilisation éventuelle sont encore difficilement perceva-

bles, tant est vaste leur champ d'action : que veut dire, par exemple, la notion de « dangers graves » qui permettrait l'application de ces ordonnances ? Les mineurs en grève, réquisitionnés en 1963 en vertu de ces ordonnances, ont pu mesurer l'élasticité de la notion « dangers graves » !

— Plus inédite était une intervention sur la **militarisation de la recherche**. Ce problème est très peu connu en raison du véritable « Black out » de l'information imposé par les pouvoirs et du tabou que cela suscite chez les chercheurs eux-mêmes. Quelques bribes d'informations récoltées à droite et à gauche nous apprennent que certains laboratoires rattachés au CNRS sont financés à 100% par l'armée, et travaillent exclusivement à des fins militaires, sans aucune application civile : c'est le cas à Grenoble, pour le laboratoire d'imagerie à infra-rouge (détection de nuit, détection par satellite, et c...).

— Le débat sur les **ventes d'armes et la reconversion des industries d'armement** est ouvert par la conclusion de l'intervention précédente : « Parler de reconversion d'industrie d'armement ne veut pas dire grand-chose si, au préalable, on ne reconvertit pas la recherche fondamentale en recherche à but exclusivement civil ; il faut se rendre compte que le processus qui va de la recherche fondamentale à l'application industrielle prend 10-15 ans. A supposer qu'on s'y prenne maintenant, une reconversion totale et définitive n'interviendrait pas avant... l'an 2000 ».

Ventes d'armes, bonne opération pour le commerce extérieur, vente d'armes comme moyen de pression et de chantage vis-à-vis du tiers monde, le débat est bien argumenté. Et, à propos de reconversion, le seul type de reconversion en train de se dérouler est celle des industries civiles vers le... militaire : recon-

version qui affecte surtout les industries de pointe qui sont de plus en plus demandeuses de crédits militaires...

VENDREDI 13 JANVIER

Après une nuit de cauchemar sur les horreurs de la militarisation, on se retrouve vendredi avec un premier thème : **Femmes et militarisation (voir encadré)**.

Après la confusion, le rabachage : pas grand-chose à dire sur **l'intervention des troupes françaises à l'étranger**, si ce n'est l'impression d'entendre les mêmes choses pour la mille et unième fois. La capacité de renouvellement de certains types de réflexion fait cruellement défaut ! Il faudrait arrêter de considérer implicitement que, sur ce sujet, tout les schémas d'analyse ont été définitivement tracés et que tout ce qui sera dit ne pourra être que plagiat de ce qui l'a été.

SAMEDI 14 JANVIER

Samedi, un véritable marathon !

Thème général de l'après-midi : **le pacifisme**.

Les débats tournent rapidement à la confusion : trop de thèmes abordés de manière parcellaire, fragmentée : nucléaire, stratégie de dissuasion, euromissiles, pacifisme en Allemagne, force de frappe française ont, tour à tour, été évoqués de manière superficielle. Pas de cadre de discussion, personne ne menait véritablement les débats, tout le monde parlait un petit peu de tout.

Des réflexions intéressantes auraient pu être menées autour de questions telles : le désarmement, quel désarmement, quels moyens et possibilités de contrôle ? Ou bien, le pacifisme en France : pourquoi une telle faiblesse, y a-t-il des blocages quelque part ? N'est-il pas possible de voir se développer un mouvement pacifiste indépendant des partis ? Sans parler du Mouvement de la Paix (CFI), voire le CODENE avorton commun de 30 ou 40 organisations.

Enfin, faute de temps, un montage diapo de 40 minutes (pas moins) a été annulé. Dommage, car il aurait pu ouvrir un débat intéressant sur les problèmes de défense : Défense ? Pas Défense ? Alternatives pour une Défense (thème du diaporama) ? Autant de questions

trop souvent évacuées dans la réflexion antimilitariste.

Pause café-sandwich-soupe à l'oignon (elle était excellente, merci) et voilà **Michel AUVRAY** qui s'installe pour nous présenter son livre « Objecteurs, Insoumis, Déserteurs » (voir par ailleurs dans ce numéro un compte-rendu de ce livre et une interview de Michel Auvray, NDLR) et tenter d'animer un débat. Tenter, car le débat a rapidement tourné au monologue interminable. Certes, ce qu'il disait était intéressant, mais il n'y a eu absolument aucune communication avec la salle, pourtant bien remplie. Non que les personnes présentes n'aient rien eu à dire, mais que dire après des interventions de dix minutes - un quart d'heure, ou trente-six mille problèmes sont tour à tour évoqués?

De plus, le débat aurait gagné si l'auteur avait laissé au vestiaire son côté vedette. A ce niveau là, il y a eu énormément de blocages dans la salle et c'est bien dommage.

Fin de la soirée, rock-baston-dodo (refrain connu).

DIMANCHE 15 JANVIER

Et on arrive à dimanche où la **Résistance à la militarisation** devait mettre un point final à ces journées, mais le ressort est cassé : quelques échanges de vues assez tristounettes, sans grande conviction, et qui n'amènent rien de de neuf.

Final en apothéose avec le **Théâtre des Deux Lacs** qui nous a fait revivre Gaston Couté, l'espace d'une heure et demie de rêve et de poésie.

BILAN

Beaucoup de frustration chez beaucoup de gens : entre les débats qui ont tourné court et ceux qui, malgré leur grand intérêt, n'ont pas été développés à fond (militarisation de la recherche, ventes d'armes, reconversion), il ne reste pas grand-chose de vraiment satisfaisant.

Pourtant ces journées ont eu une suite. Deux jours après leur clôture, plus de trente personnes se retrouvaient pour mettre en place un vaste collectif de lutte contre la militarisation. Plusieurs commissions de travail et de réflexion sont mises en place :

- Armée française dans le monde et problèmes de stratégie.
- Poids de l'armée dans la recherche, l'industrie et l'activité économique.
- Femmes et militarisation.
- Service national, problèmes de défense.
- Armée/Culture, médias, propagande.
- Armée/Education.

Bref, mieux connaître la militarisation de la société et l'armée pour mieux la combattre.

Un projet de créer un périodique local est en début de gestation. Un autre projet, celui de créer un institut de recherche sur la paix.

Bref, on le voit, les volontés ne manquent pas, alors, avis à celles (*les volontés, NDRL!*) qui sont seules : elles peuvent passer un coup de fil aux squatts (*): **16 (76) 48 64 01 ou 48 57 18.**

Plus on est de fous, plus on rit!

Alain et Martine

(* On peut aussi venir y faire un tour tous les vendredis soirs: 2-4 rue Bévière (fonctionnement d'un bar).

102 rue d'Alembert (restaurant bio).

LES FEMMES ET LA MILITARISATION

A Grenoble, durant les quatre journées consacrées à l'antimilitarisme et au pacifisme, un petit groupe de personnes a pensé qu'il serait intéressant d'aborder le thème « les femmes et la militarisation ». Deux supports ont servi le lancement de la discussion: « The soldier girls » (l'entraînement des femmes engagées dans l'armée américaine) et « Les femmes contre la guerre impérialiste », montage diapo fait par le groupe Clara Zetkin, qui suscitait au départ de nombreuses critiques et interrogations chez certaines d'entre nous. Abordant la question de la militarisation dans les régimes capitalistes, il glorifiait par ailleurs le rôle de la femme combattante dans les luttes de libération nationale. Quand on connaît la suite donnée à ces mouvements dans les pays alors libérés (cf. Algérie, Iran...), il est permis de douter que la libération de la femme passe uniquement par sa possibilité de se battre les armes à la main.

Plusieurs questions ont été lancées pour amorcer le débat :

- les femmes et la militarisation : comment sont-elles concernées? Que peuvent-elles faire? Pourquoi un certain absentéisme des femmes dans les mouvements antimilitaristes?

- les femmes et la guerre : ou plus exactement, les femmes et les mouvements pacifistes : quelle place y ont-elles? Que peuvent-elles apporter à la réflexion globale menée par certains groupes?

Plus précisément, les femmes ont-elles une réflexion et une démarche spécifiques à construire et à mener sur les questions de l'antimilitarisme et du pacifisme?

Malheureusement, nos espoirs de mener une réflexion commune sur ces différents thèmes durant cette soirée sont vite retombés. Le débat a été très tendu, voire agressif. Certaines personnes se sont faites un plaisir de détourner la discussion, de partir dans toutes les directions, de parler de tout et n'importe quoi, sauf du véritable sujet.

A partir du moment où l'on avait dit que les femmes étaient touchées par la militarisation et qu'elles avaient un rôle à jouer dans les mouvements antimilitaristes, tout semblait être dit. Alors, après tout, si elles ne se sentent pas concernées, tant pis pour elles. C'est trop facile!

Le temps n'est-il pas venu de poser les problèmes sur la table et d'y réfléchir de façon construite? A un moment où la crise économique amène les femmes aux portes des casernes en vue d'une éventuelle embauche, où le protocole Hernu/Savary favorise l'adhésion et la soumission des femmes à l'esprit de défense? Tous les individus doivent être modelés pour accepter la politique militariste du gouvernement (budget de la défense, interventions françaises dans le monde, militarisation de l'industrie...).

Mais, si les femmes ne sont pas vraiment engagées dans les luttes antimilitaristes, ne doit-on pas se poser des questions sur l'attitude des militants de ce mouvement, embourbés dans leurs problèmes bien pratiques de renvois de livrets militaires, d'envois de lettres d'objections, de débats autour de l'objection, actions qui tournent toutes autour du service national?

L'étriquement de la réflexion sur la militarisation souvent confinée dans la résistance au service national, n'est-ce pas une des raisons qui ont éloigné les femmes des mouvements antimilitaristes? Les militants antimilitaristes, loin de chercher l'engagement réel des femmes, ne souhaitent-ils pas seulement une simple adhésion?

Alors, que peut être l'apport des femmes à une réflexion sur la résistance à la militarisation? Tout reste à construire ou presque.

Dénoncer le discours phalocratique régnant au sein des casernes, d'accord. Mais les femmes sont aussi concernées directement (ordonnances de 59 toujours en vigueur, différents protocoles). Parallèlement à une solidarité avec les luttes antimilitaristes, ne pouvons-nous nous investir directement en montrant notre refus d'être manipulées par le pouvoir, notre opposition à un système de défense basé sur la course aux armements et à la militarisation de la société?

La militarisation ce n'est pas que le service national.

L'objection et l'insoumission ne doivent pas rester que l'apanage des hommes. Les femmes peuvent aussi s'insoumettre. Elles l'ont déjà fait à certaines périodes de l'histoire.

POUR LE GUIDE DE L'OBJECTEUR SOUSCRIVEZ !

Une nouvelle réédition du guide
de l'objecteur est en cours

Le choix reste le même : à savoir un guide pratique, simple, aéré, qui puisse être lu par le plus grand nombre.

Plus fourni que la dernière édition, il expliquera plus profondément la nécessité d'une lutte collective et le choix de l'insoumission au service civil.

MAIS pour éditer cette brochure, un problème financier se pose. C'est la raison pour laquelle nous lançons une souscription.

L'importance d'un tel moyen de popularisation aux idées antimilitaristes est en jeu.

Les dons et chèques sont à envoyés à :

OBJECTION COLLECTIVE

c/o CEP 5006 St Jean

69245 Lyon Cédex 5

chèques libellés au nom de :

KARAGIANNIS Fernand

Contre l'Ordre

Le 24 janvier 1984, un groupe de médecins de la région Rhône-Alpes est passé en procès pour non-paiement de cotisation à l'Ordre des Médecins. Périodiquement, dans toutes les régions de France, des procès dont ainsi intentés à des médecins qui, par ce refus, s'opposent à la toute puissance de l'Ordre sur les médecins et la médecine.

A l'occasion de ce procès, un Collectif de Soutien (1) s'est monté qui appelle tous les médecins à ne pas cotiser. En outre, il a reçu récemment des assurances du premier ministre comme quoi la dissolution de l'Ordre était toujours en projet.

Nous avons interrogé l'un des médecins qui passaient en procès, B. Isnard.

IRL: Peux-tu nous dire ce qu'est l'Ordre des Médecins et les raisons pour lesquelles vous vous opposez à lui?

B. Isnard: L'Ordre est une structure corporatiste, née en 1940, à la suppression des syndicats médicaux et des autres syndicats. Il prétend représenter tous les médecins. En réalité, seuls 20% d'entre eux prennent part au vote qui désigne la première instance qui est le Conseil Départemental. Pour se présenter à ces élections, on ne peut pas faire état d'opinions ou d'un programme mais seulement de son nom et de son titre. Ce sont les gens connus qui sont élus, par une minorité. Mais l'inscription de tout médecin qui veut exercer est obligatoire, auprès de ce Conseil Départemental qui vise également le contrat des médecins qui veulent former un cabinet de groupe, pour vérifier que ce contrat est compatible avec les règles de déontologie édictées par l'Ordre lui-même. Ainsi, un contrat a été refusé, dans lequel les médecins avaient stipulé vouloir exercer une médecine en dehors des notions de profit. Ce Conseil joue également un rôle d'instance de conciliation entre malades et médecins ou entre médecins entre eux.

Le Conseil Régional est élu par les Conseils Départementaux; c'est le conseil disciplinaire de l'Ordre. Enfin, élu par les Conseils Départementaux aussi, c'est le Conseil national qui prend les positions politiques ou sociales.

Depuis sa création, l'Ordre n'a fait que défendre des positions réactionnaires; il a d'ailleurs toujours perdu ses combats d'arrière-garde. Il s'est ainsi opposé à la signature des conventions, qui permettent un remboursement correct. Dans les années 60, il s'était déjà opposé

au plein-temps hospitalier. Il reste très attaché au «paiement à l'acte» et s'est mis à dos nombre de médecins hospitaliers.

La bataille contre la contraception a été aussi perdue, de même qu'en 1973, la bataille contre l'IVG. A propos du manifeste des 343 femmes avortées, Lortat-Jacob (2) ne trouve que ce commentaire «En observant la qualité nominale des 343 délinquantes, l'orthographe et la résonance de leurs noms patronymiques, je me suis rendu compte, à l'évidence, qu'elles n'apparaissent pas très catholiques!».

Cette lutte contre l'avortement et ces arguments ont amené de nombreux médecins à se poser des questions. Le mouvement pour la non-cotisation (celle-ci est en effet obligatoire pour pouvoir exercer) a donc débuté il y a dix ans, à Lyon d'ailleurs, avec Michel Debout et Daniel Balvet qui en ont pris l'initiative. Pour notre part, dès notre installation, en 1978, nous avons refusé de cotiser.

Que représente actuellement ce mouvement et est-il organisé?

L'Ordre dit: «vous êtes minoritaires, la majorité paie et est donc d'accord». Il

y a plus de mille procès en cours en France. Moi je ne suis poursuivi que cette année et je ne paie pas depuis 1979. L'Ordre fait en effet traîner les choses, envoie des rappels... On peut estimer à un sur dix la proportion des poursuivis par rapport aux non-cotisants. Et il y a tous ceux qui paient parce que c'est obligatoire, pour éviter les ennuis. C'est vrai qu'il faut de l'énergie, se mobiliser. Mais c'est vrai aussi que ce procès était plus celui de l'Ordre que le nôtre et qu'on s'est bien amusé!

Depuis que le gouvernement a promis la dissolution de l'Ordre, des collectifs départementaux se sont constitués un peu partout. A Lyon, il y a un collectif régional Rhône-Alpes, non seulement pour la défense des non-cotisants mais aussi pour la dissolution de l'Ordre des Médecins. (voir encadré)

Qu'est-ce que vous proposez à la place de l'Ordre?

L'inscription pour exercer étant obligatoire à la préfecture en même temps qu'à l'Ordre, cette fonction n'a déjà pas de raison d'être. Les contrats d'association peuvent aussi bien être vérifiés par la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale.

L'Ordre dit être garant de la qualité de la médecine, en recevant chaque médecin lorsqu'il s'inscrit; cette visite est purement formelle. L'Ordre, en réalité, couvre des tas d'abus tant au point de vue de la qualité des soins que des honoraires. Dans cet ordre de problème, les solutions que nous proposons sont nombreuses, qui vont de la conciliation avec appel à un expert, ou à la Faculté, jusqu'aux tribunaux civils.

L'Ordre sert à écrire la déontologie, il est gardien d'une éthique intangible. Nous estimons que la santé doit être l'affaire de tous, médecins mais aussi usagers. A la place de l'Ordre, nous proposons une commission nationale de la déontologie dans laquelle il y aurait des représentants des syndicats médicaux mais aussi des usagers, à travers les syndicats, les syndicats de cadre de vie, etc... Cette commission pourrait réviser le code de façon périodique en fonction des mœurs, des techniques médicales, du progrès social. Surtout, cette commission verrait un peu plus l'intérêt et le point de vue des usagers.

De toute façon, nos propositions n'ont pas d'autre but que de monter aux gens qu'il est possible d'imaginer d'autres structures que l'Ordre des Médecins. Il peut y avoir d'autres solutions, qui sont du domaine de la loi. C'est F. Mitterrand qui, en 1975, avait fait une proposition de loi pour dissoudre l'Ordre.

APPEL

Les médecins du Rhône, de l'Isère, de la Loire, de la Drôme et de l'Ardèche qui ne se reconnaissent pas dans l'Ordre des Médecins font part de la formation d'un COLLECTIF RHONE ALPES pour la dissolution de l'Ordre.

Considérant:

- que l'Ordre a toujours été un frein au progrès social de la médecine (opposition à la Convention, à la contraception, à l'IVG, aux nouvelles formes d'exercice...);
- que l'Ordre se dit lui-même le gardien d'une éthique intangible;
- que l'Ordre fonctionne sans démocratie, mais exerce des pouvoirs excessifs et des pressions abusives;
- que l'Ordre ne représente pas les intérêts des malades et ne peut prétendre représenter la grande diversité des médecins;

Le COLLECTIF RHONE-ALPES:

- refuse l'obligation d'adhésion à l'Ordre,
- appelle tous les médecins de France à **NE PAS COTISER EN 1984**,
- demande à François Mitterrand de tenir son engagement de dissoudre cette institution partisane qui heurte notre conscience.

Cette prise de position pour la dissolution de l'Ordre des Médecins implique-t-elle une autre vision de la médecine? Les rapports avec les usagers, d'une part, et avec la médecine, d'autre part, peuvent-ils être différents?

Un des chevaux de bataille de l'Ordre est le paiement à l'acte direct. Si un médecin veut bien gagner sa vie, il doit faire beaucoup d'actes, voir les malades rapidement, prescrire beaucoup d'examen complémentaires et de médicaments, un peu à la va-vite. Tout ça coûte cher à la société et au malade. Le médecin n'a pas de temps pour sa formation, pour la concertation avec les autres travailleurs sociaux et autres médecins.

Nous proposons, par exemple, le paiement à la fonction: un temps pour les soins, avec une médecine qui prenne son temps, au moins une demi-heure par malade, un temps pour la formation continue, un temps pour les activités de prévention, d'information sanitaire. Aller voir les usines, les conditions de travail, se battre pour qu'il y ait moins de pollution, ça fait voir les choses autrement et peut-être plus avancer la médecine que de donner des médicaments.

Qui nous paierait? Nous n'aimerions pas être des fonctionnaires de l'Etat; on propose d'être les employés d'une association, d'être payés à la fonction dans le cadre d'un centre de santé dont le budget serait donné annuellement, pour les soins par la Sécurité Sociale, pour les activités de prévention par la DDASS ou les collectivités locales. Le médecin ne serait plus poussé à faire des actes à toute allure, le malade n'aurait pas à avancer l'argent.

Un centre de santé de ce type existe déjà à Saint Nazaire. Un autre est en voie de s'ouvrir à l'Isle d'Abeau, dans la région lyonnaise. Depuis un an, c'est une possibilité légale.

On peut penser que l'utilisateur peut aussi participer à la gestion des centres de santé, à la définition des thèmes de campagne de médecine préventive. On peut imaginer des groupes de malades diabétiques ou hypertendus. Le médecin reste un spécialiste, il a travaillé huit ans de sa vie sur des connaissances, mais le malade peut lui apprendre des tas de choses; on n'est pas assez à l'écoute du malade, de ses impressions. En groupe, les gens arrivent à dire à peu près l'essentiel.

Quelle est la position de l'Ordre par rapport aux médecines non traditionnelles, homéopathie, acupuncture...? Ces médecines n'impliquent-elles pas une autre relation au malade?

L'Ordre, au départ, s'est opposé à ces médecines. Là encore, il a perdu son combat.

C'est une médecine qui essaie de stimuler les défenses, les réactions naturelles. De ce point de vue, elle est moins agressive et respecte plus l'individu. Ce sont des médicaments plus faciles à manipuler et parfois les gens arrivent mieux à se prendre en charge. Mais dans la relation médecin-malade, c'est quand même une technique. C'est souvent aussi une manière de justifier des tarifs importants.

Est-ce qu'il n'y a pas une exigence sociale de rentabilité dans la société, alors que les médecines douces réclament de prendre du temps?

C'est vrai que les gens pourraient souhaiter que leur enfant se soigne par

homéopathie mais comme le lendemain il faut retravailler, on opte pour les antibiotiques. Il suffirait souvent d'observer. La nature n'est pas mal foutue; une éducation sanitaire minimum pourrait s'apprendre en classe qui permettrait aux gens de reconnaître les quelques signes de gravité, le moment où il faut faire appel à un spécialiste. Sinon, en se contentant d'observer, l'organisme pourrait développer ses propres défenses, ses anti-corps.

Il y a aussi un certain nombre de maladies dans lesquelles la médecine est inefficace. Il faudrait être ouvert à toutes les expériences qui ne relèvent pas de l'escroquerie. Ainsi, on est en train de découvrir que le cancer peut être vaincu par le malade lui-même, par l'image qu'il se fait de sa maladie, par la mobilisation qu'il peut faire de ses défenses internes.

Là, on retombe sur l'Ordre qui confisque tout ce qui touche à la santé alors que, telle que la définit l'OMS (*Organisation Mondiale de la Santé*), c'est un bien-être physique et moral, mais aussi dans le travail, dans les conditions sociales, et là, tout le monde a quelque chose à apporter.

Propos recueillis par Alain

Nous avons déjà parlé de ces sujets et d'autres encore, dans une interview d'un membre du Syndicat de la Médecine Générale, dans le numéro 46 d'IRL (Eté 82).

NOTES

(1) Collectif Rhône-Alpes: 9, rue Marcellin Berthelot, 69190 SAINT FONS.

(2) Lortat-Jacob: il était à l'époque président du conseil de l'Ordre.

POUR BIEN COMMENCER L'ANNEE ORWELLIENNE!

Lire le décapant ouvrage de J.F. Martos «La Contre-Révolution polonaise par ceux qui l'ont faite» (Champ libre: pas cher pour une fois: 30 F pour 127 pages).

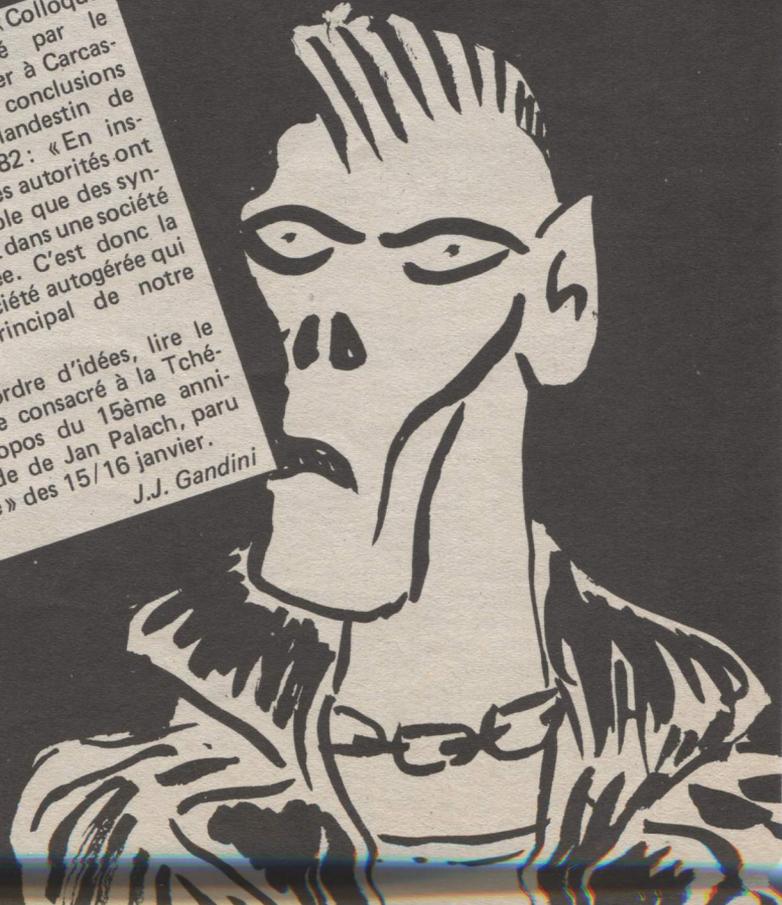
Malgré le côté parfois crispant dans le commentaire des situs «qui ont tout jours raison», l'auteur laisse la plus large place aux déclarations proprement dites des uns et des autres depuis Août 1980 et 1976 — : dignitaires du parti communiste principalement, mais «experts» aussi ainsi que Walesa. Leur simple lecture rend d'ailleurs tout commentaire superflu!

Disons pour résumer que toute tentative «réformiste» d'un régime totalitaire n'est qu'un leurre face aux aspirations antihiérarchiques et égalitaires des exploités qui ne désirent d'ailleurs rien de moins qu'être maîtres de leur propre vie.

Ceux qui ont assisté au «Colloque sur l'Autogestion» organisé par le C.E.R.E.L. en octobre dernier à Carcassonne ont tiré les mêmes conclusions de Solidarnosc du 13.10.1982: «En insistant sur l'état de guerre, les autorités ont prouvé qu'il est impossible que des syndicats autogérés existent dans une société qui n'est pas autogérée. C'est donc la construction d'une société autogérée qui constitue le but principal de notre lutte».

Dans le même ordre d'idées, lire le remarquable article consacré à la Tchécoslovaquie à propos du 15ème anniversaire du suicide de Jan Palach, paru dans «Le Monde» des 15/16 janvier.

J.J. Gandini





L'est vu de l'est

Voici des extraits d'une discussion entre Yougoslaves sur les régimes dits socialistes. Il n'y a pas de raisons qu'un parti communiste de type bolchevique, ou formé à l'époque du Komintern, installé au pouvoir, accepte une démocratisation. Il a utilisé la répression pour prendre le pouvoir. Et il utilise la répression pour répondre aux contradictions sociales que provoquent sa politique économique. Par voie de conséquence, les travailleurs sont exploités, les intellectuels sont bâillonnés, les très jeunes ne se rendent pas compte. C'est la désintégration de la société par l'Etat. Toute chose et individu dépend de lui. La base sociale, le consensus est obtenu par la consommation d'une part, et la peur d'une situation encore pire, d'autre part: répression plus dure, guerres...

Dans tous les pays dits socialistes, le marxisme représente un projet militaire pédagogique: conquérir et diriger le peuple. Il y a toujours un ennemi, une opposition à combattre. Dans les premiers temps, il y a toujours une opposition composite et désunie, des différentes couches sociales touchées. Mais elle est rapidement écrasée. Ensuite, l'opposition n'existe pas, elle est inventée ou exagérée: par exemple, ceux qui pensent que telle entreprise ou tel pont devrait se faire ici plutôt que là, telle ou telle déclaration individuelle, sont présentés comme une tentative de scission dans le Parti.

La discussion aborde la Yougoslavie, en commençant par noter qu'en janvier, les restrictions en électricité ont été levées (pour combien de semaines?) et l'approvisionnement est amélioré. Les mesures restrictives pour les voyages à l'étranger ont été assouplies.

En Yougoslavie, le schéma marxiste de la guerre à l'opposition se pose toujours comme en URSS. La différence est, cependant, que l'URSS est un grand pays qui vit de l'exploitation de ses colonies: la Bulgarie, la Pologne, etc., ce qui est impossible chez nous, et donc la crise est plus sévère ici. Il y a eu une opposition qui s'est radicalisée en 1968. Pour éviter une extension de la contestation, le Pouvoir a permis, pendant quatre ans, l'expression de courants nationalistes. Ainsi, la prise de conscience contre la classe dirigeante-PC était étouffée par une volonté nationaliste soutenant la classe dirigeante locale contre Belgrade. Ensuite, le Parti a écrasé le nationalisme.

Reste l'organisation de gauche, en fait, elle se divise en deux groupes. Le premier, d'une centaine de membres, regroupe les vieux marxistes, partisans de l'école de Frankfort et de l'ex-revue « Praxis ». Ce sont, en gros, les socialistes humanistes. Le deuxième groupe, deux cent personnes environ, est issu du 1968 yougoslave, c'est une autre génération qui est fatiguée de lire « Praxis » et cherche de nouvelles voies. Concrètement, ce sont des intellectuels qui veulent être honnêtes, c'est-à-dire faire leur métier de réfléchir. Et ils deviennent automatiquement oppositionnels, car les concepts essentiels de la vie quotidienne apparaissent faux. Le socialisme existe-t-il en Yougoslavie?

Evidemment pas. Est-ce un pays fédéral? Non, c'est une confédération. Est-ce une république? Non, puisque le principe de la monarchie absolue est appliqué: condamnation d'une personne accusée d'outager un mort (Tito); les plaisanteries politiques pouvant entraîner des peines de six mois et plus de prison, etc.

Le problème est que cette opposition de gauche n'a pas de base sociale. Elle reste culturelle. Le Parti en est bien conscient et multiplie la surveillance des étudiants et les intimidations: individus louches munis de magnétophones traînant dans les cafés de jeunes, contrôle des jeunes de jour et de nuit (jusqu'à 17 fois pour une seule et même personne), écoutes téléphoniques avec interventions menaçantes des flics durant les conversations, etc. Malgré cela, l'opposition de gauche ne se laisse pas intimider.

M. Zemliak



Сергей АШМАРИН, г. Свердловск.

Les rebelles Chouans

Pour mieux comprendre la crise afghane, j'ai lu le livre (*) de J.-Christophe Victor, écrit avec beaucoup d'assurance. Il communique peu d'informations, ce qui est curieux car l'auteur a été attaché culturel trois ans à Kaboul. Mais il donne une clé pour saisir la situation jusqu'en 1979; ensuite c'est plus difficile à suivre.

On s'aperçoit que l'Afghanistan dépendait étroitement de l'URSS depuis 1956. L'Union soviétique se trouvait au premier rang des pays importateurs et exportateurs, chargée d'équiper et de moderniser l'armée, ainsi que d'effectuer grands travaux et constructions d'usines. Entre 1956 et 1978, 50 000 Afghans furent formés en stages en URSS, et des milliers de conseillers soviétiques ont constamment résidé en Afghanistan.

En avril 1978, l'évolution de querelles

intestines dans la classe dirigeante entraîna un coup d'Etat militaire d'officiers membres du PC. Mais comme le PC était issu de deux groupes antagonistes, au bout de quelques semaines les deux tendances ont commencé à s'affronter. C'est celle d'Amin qui l'emporte sur celle de Babrak. On a alors un triple processus: vidage de l'administration officielle; vidage des communistes du groupe Babrak (important parmi les officiers); application de lois de réforme agraire et d'enseignement (sans infrastructure préalable) et répression brutale de toute opposition.

La pagaille dans tous les secteurs économiques et administratifs, déjà peu efficaces, est accentuée par la rébellion spontanée. Le gouvernement est attaqué à la fois en tant que force anti-musulmane liée à l'influence étrangère soviétique, et en tant que groupe pro-afghan cherchant à écraser les droits des autres ethnies.

L'écroulement interne de l'Etat apparaît en mars 1979, lorsque des

soldats refusent de tirer sur des manifestants à Kaboul, abattent leurs conseillers soviétiques et désertent. L'URSS accentue son aide en pétrole et en dollars car l'Iran de Khomeini cesse ses ventes et expulse 700 000 travailleurs afghans et leur famille. Le nombre des conseillers soviétiques passe à 10 000 en avril 1979.

C'est ici que j'ai du mal à comprendre Victor: pour lui, l'intervention de l'URSS était une nécessité, étant donné la faillite du PC tendance Amin et l'importance stratégique représentée par le pays. Or, il ressort de l'analyse même de Victor qu'à aucun moment, une force occidentale ou autre (pays musulmans, Chine) n'a aidé la rébellion. En outre, la pagaille est habituelle dans les pays conseillés par les Soviétiques, comme l'Angola et l'Ethiopie, pour ne pas parler de la Libye et de la Syrie.

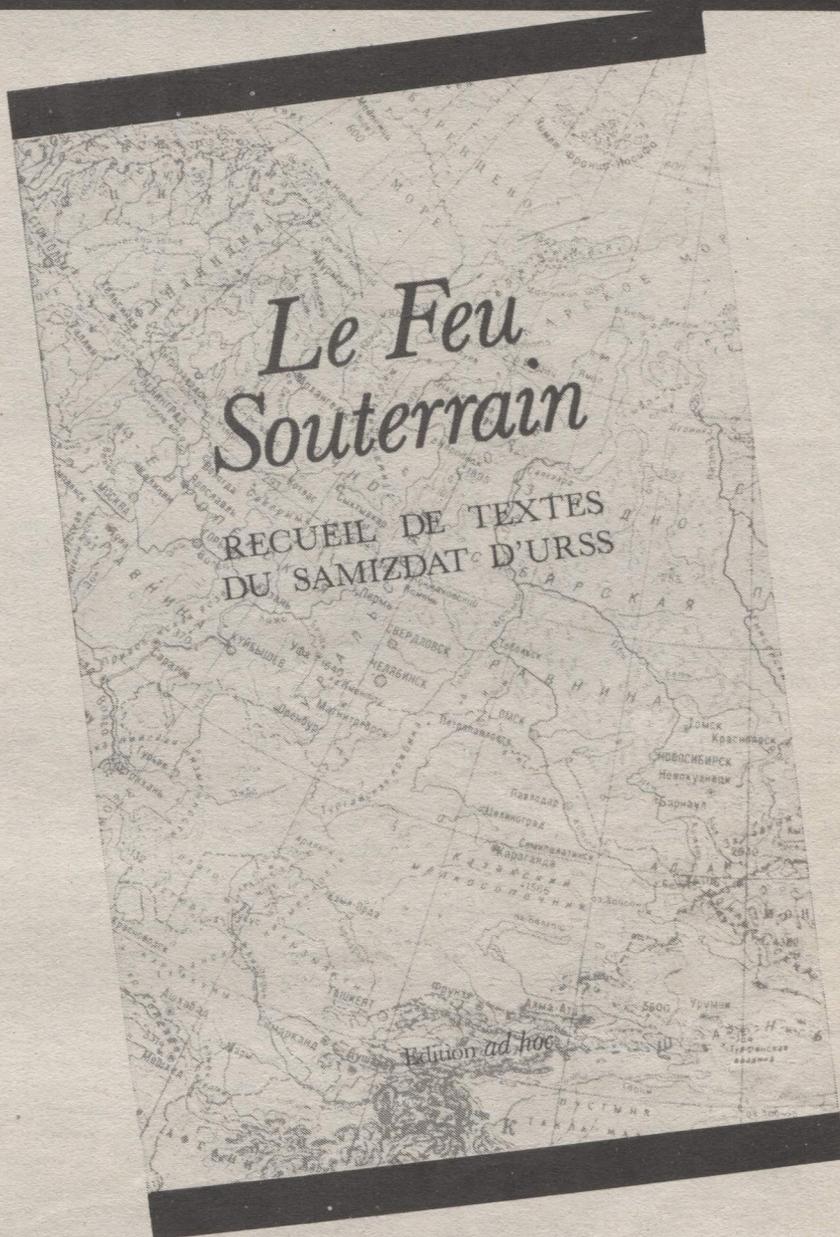
Sans exclure totalement l'hypothèse de Victor, je pense que cette guerre est une bonne occasion pour l'URSS de souder dans le sang une union antimusulmane, qui servira peut-être si les républiques soviétiques proches de l'Iran et de l'Afghanistan «s'agitent». En plus, c'est une école de formation de cadres en gros (la dernière étant la Seconde guerre mondiale), car dernièrement les moments chauds ont été rares, mais ceux qui se sont distingués accèdent aux postes de choix: Andropov par exemple, qui fut ambassadeur à Budapest en 1956.

Théories mises à part, le but de Victor (dans les deux derniers chapitres) est de susciter une aide européenne. Son information directe sur la résistance se limite à une quarantaine de pages. IRL n° 35 avait publié une description des troubles étudiants; chez Victor (pp. 159-161), cela devient un résumé assez bien fait, mais fade.

Il ressort de cette étude que l'armée soviétique n'est pas très engagée et subit peu de pertes en comparaison avec les Nord-Américains au Vietnam et que la rébellion afghane ne peut que continuer, grâce à l'union nationale naissante entre des ethnies qui s'ignoraient auparavant. Malgré les réserves qu'on doit faire par rapport à ceux qui aident les Afghans, je pense que les libertaires ne peuvent que les soutenir aussi. La propagande communiste internationale souligne que les rebelles sont «réactionnaires»: religieux, machistes, «chouans», (les communistes au pouvoir ont du reste bien des points communs). Est-ce une raison suffisante pour les exterminer?

Pinochet n'appliquait-il pas la même technique de la répression au nom du progrès et de la libre entreprise? Comme les Sud-Africains contre les Noirs (animistes en grande partie). Quand la terreur est appliquée sous quelque étiquette que ce soit, les libertaires doivent la combattre.

(*) Jean-Christophe Victor, «La Cité des murmures (l'enjeu afghan)», J.C. Lattès, Paris, 1983, 338 p., 88 F.



«Le Feu Souterrain» est une sorte de prolongement de la discussion de nos Yougoslaves. C'est un recueil de textes du Samizdat centré sur le SMOT. On est ainsi débarrassé des nombreux textes religieux, nationalistes ou trop philosophiques des dissidents soviétiques. Mais il n'y a pas de coupures véritables, car pour être dissidents, tous doivent avoir le courage de sacrifier leur vie routinière, ou leur vie tout court. «Mais, plus que toute prison, je crains le mensonge, la lâcheté, et ma participation à ceux-ci. Et j'ai honte d'avoir été moi-même, presque jusqu'à l'âge de 30 ans, un petit rouage docile de ce système.» (Kourobaka). «Le pouvoir soviétique mène une guerre contre son peuple par la voie de la terreur. (...) Si le régime considère que le seul moyen de réfuter des gens comme moi, c'est de les maintenir derrière les barreaux, alors, je n'ai rien à objecter. Je serai éternellement, jusqu'à la fin de mes jours, derrière les barreaux. Je serai votre prisonnier perpétuel.» (Anatoli Martchenko).

L'information sur la vie quotidienne et les forfaits non moins quotidiens des communistes est saisissante. Les statuts provisoires du SMOT (Union interprofessionnelle libre des travailleurs) sont très souples et très libertaires, surtout comparés aux syndicats type CGT ou CFDT. Le problème important qui se pose est la récupération du NTS, groupement fasciste financé par la CIA, mais habilement revêtu de formules séduisantes comme chez Mussolini et Hitler à leurs débuts (anti-capitalisme, union de tous pour la patrie). Le SMOT a su prendre ses distances, il a ses prisonniers politiques: pour envoyer des aides: SMOT, 5, rue Th. Couture, 95400 Villiers-le-Bel.

L'ouvrage en question: «Le Feu souterrain» est diffusé par Réplique, 40, rue des Jeuneurs, 75002 Paris. Il a 134 pages. 1984, édition «ad hoc».

M. Z.

Démocratie espagnole

L'Espagne, depuis la mort de Franco en novembre 1975, a beaucoup changé, tout en conservant un grand nombre de caractéristiques franquistes. Curieusement cette période est peu étudiée. L'étude de Trivo Indic pallie cette carence avec « Savremena Spania » (1).

Le livre est un exploit en soi, car en 300 pages, Indic brosse un tableau clair (avec de très nombreuses notes) de l'histoire de l'Espagne depuis le début du XX^e siècle jusqu'à 1980.

Il souligne, pour la période 1900-1923, « la corruption politique due au caciquisme (genre de mafia régionale), un parlement impuissant, une administration inefficace, des lois qui ne sont pas appliquées » (p. 25).

Sans avoir l'espace suffisant pour évoquer les origines de l'anarchisme, Indic souligne la combativité révolutionnaire du paysannat espagnol, ce qui remet en question la thèse de l'historien yougoslave Milorad Ekmecic (inspiré certainement par Lénine) sur les liens étroits entre les petits paysans et les dictatures européennes pendant l'entre-deux-guerres (p.44-45).

Indic décrit avec justesse (et en donnant de bons ouvrages de référence) l'action anarchiste pendant la révolution. Il traite également du POUM. Par contre le rôle de l'URSS et du PC espagnol n'est pas assez critiqué (peut-on le faire actuellement dans un livre édité en Yougoslavie ?).

L'étude du franquisme en soi de 1939 à 1975 occupe 174 pages et l'après-franquisme (1975-1980) 72 pages. Indic pose d'abord la question des liens entre le franquisme et le fascisme, en exposant les différentes théories des chercheurs. Pour lui, il s'agit d'un amalgame de traits très conservateurs, de cléralisme autoritaire, de fascisme, de corporatisme, etc. (p. 87). Je pense que l'analyse trop détaillée risque de faire oublier la réalité du totalitarisme en soi, qui se définit en gros par une ligne politique et syndicale obligatoire, assurée par un appareil militaro-policié pléthorique. Ensuite, on peut trouver

des différences, comme la Bible, le Coran, le *Manifeste* ou *Mein Kampf*, comme référence idéologique, mais ce sont les différentes façades d'un même type de bâtiment.

Indic décrit l'évolution de caméléon du franquisme et l'apparition progressive d'une opposition intérieure. Il insiste avec raison sur le développement économique du régime et sa juridiction. Il décrit le rôle de l'Armée et de l'Eglise, en remontant au début du siècle. Il montre le passage d'un totalitarisme classique à un régime technocratique tolérant une opposition ouvrière et socialiste. Et il arrive à la mort de Franco en 1975 et à l'avènement de Juan Carlos, avec un seul Premier ministre, Arias Navarro, de 1973 à 1976.

Je pense que Trivo ne souligne pas assez ce fait, c'est-à-dire que la transition est l'œuvre de Franco lui-même, qui symbolise à la fois le fascisme classique et le fascisme « sympathique » (pour reprendre un terme forgé aux Etats-Unis).

Pour ce qui est de l'importance du PS espagnol, il aurait fallu remarquer qu'insignifiant par rapport au PC en 1970, il le dépasse en nombre de permanents en 1975. Cela peut se faire grâce aux investissements de la social-démocratie suédoise et allemande pour former de jeunes cadres, sans lien avec l'exil socialiste espagnol, afin de contre-carrer l'omniprésence communiste dans le mouvement ouvrier. Bien entendu, cela se fait avec l'assentiment du pouvoir et du patronat espagnols. La conséquence est d'abord le recul des communistes. Il s'amplifie (diminution du nombre de militants et de l'audience électorale) avec les positions de Santiago Carrillo sur l'eurocommunisme et contre l'URSS, et les débats internes injurieux qui s'ensuivent.

Les années 75-80 de l'après-franquisme sont bien suivies. La description, en particulier, des « petits pas » juridiques pour arriver à la reconnaissance de tous les groupes politiques et syndicaux interdits depuis 1936 est excellente. L'évolution électorale montre que le franquisme est définitivement dépassé, qu'on en est revenu à un clivage identique à celui de 1936, malgré quarante ans

de dictature (citation d'ABC, p. 304), et le fort taux d'abstention (33% en 1977) serait dû à la campagne des anarcho-syndicalistes. Trois remarques sont à faire : le franquisme était et demeure un mouvement putschiste (à la différence du nazisme et du péronisme); l'abstention actuelle montre la déception des Espagnols, et rien d'autre; le clivage est comme en 1936, mais la pratique militante d'action directe a disparu.

Indic indique que la stabilisation politique étant acquise, les forces politiques ont décidé de lutter contre la crise, qui est apparue en Espagne avec la mort de Franco. D'où le Pacte de la Moncloa (octobre 1977) qui prévoit des hausses salariales (une démocratisation des institutions) en échange d'une productivité soutenue. Mais il faut souligner deux paradoxes :

a) L'Espagne est le seul pays européen où la droite héritière du fascisme, le centre, les autonomistes, le PS, le PC et les syndicats — après une guerre civile et l'exil — s'accordent pour mener une politique économique sur le dos des travailleurs (depuis 1977 le pacte est en fait reconduit) ;

b) Un an et demi auparavant, en mars 1976, l'Espagne était proche d'une explosion de grèves violentes (Vitoria), qui fut étouffée par les syndicats.

Lorsque Indic conclut son livre par cette phrase : « Le passé est, nous le croyons, demeuré en arrière », on peut lui reprocher de négliger deux facteurs : les franquistes (dans l'armée et les groupes d'extrême droite) et les travailleurs.

Avec le recul 80-83, on constate que les franquistes ont démontré que, sans eux, on ne peut gouverner (d'où les mesures gentillette prises par les socialistes au gouvernement envers eux. Les travailleurs quant à eux ne se sont pas encore vraiment manifestés, mais jusqu'à quand feront-ils les frais des restrictions ?

L'étude de Trivo Indic est une contribution importante, qui montre à nouveau le dynamisme des éditions yougoslaves.

● Frank Mintz

(1) « L'Espagne actuelle », Belgrade, Istoria, 1982, 311 pages en serbo-croate.

LA VERITE SORT DE LA BOUCHE DES LECTEURS



Un petit mot avec ce réabonnement. Votre journal est toujours intéressant et complète bien ce qui paraît par ailleurs dans la presse libertaire. Seule critique, au niveau de la maquette, je trouve qu'il n'y a pas beaucoup d'imagination et que les textes sont trop serrés. Donc, en dehors des militants, ça doit dissuader les gens d'acheter dans les kiosques.

Je sais que vous n'êtes pas très d'accord avec la façon dont les copains de Toulouse font Agora. Mais, au niveau de la maquette du moins, ils ouvrent la voie. Car, sans tomber dans le racolage publicitaire, la forme (pour les gens que l'on peut raisonnablement espérer toucher) est presque aussi importante que le fond. Ce n'est pas en pensant le contraire que, malheureusement, on touchera les gens. On le voit pour n'importe quoi (un tract, une expo...).

Sur ce, j'espère que vous continuez, Salutations des plus amicales.

Hervé D. (Paris)



Mais on ne pense pas le contraire : on a su le montrer depuis longtemps, aussi bien dans IRL que sur tout ce que nous avons pu faire à Lyon au niveau propagande (publicité militante!). Mais les goûts, comme les couleurs... Et pourquoi pas de la rigueur quant à la mise en page, une sorte d'aspect général, un cachet qui peut faire dire à Lyon, quand on fait une maquette d'affiche, un tract... «ça ressemble à IRL». Mais, pour ce qui est des textes trop serrés, donnez-nous beaucoup plus d'argent pour imprimer plus de pages : 36, bien souvent, c'est trop peu ! Et paraître une fois tous les deux mois, c'est trop long ! On essaie d'en faire rentrer le maximum, alors, des fois, ça coince ! Excusez-nous !



A propos de Cardonnel (IRL 52), je trouve que c'est un peu gonflé de faire paraître une page rapportant de manière non contradictoire ses propos. Personne ne lui a posé de questions sur la religion ? Sur son maintien dans les structures de l'Eglise (marginal, comme dirait Belmondo) ? Bref dominicain vilain, les curés la ramènent et y'a encore des journaux anars pour tendre une oreille attentive et compréhensive !

L. (Grande banlieue Ouest)



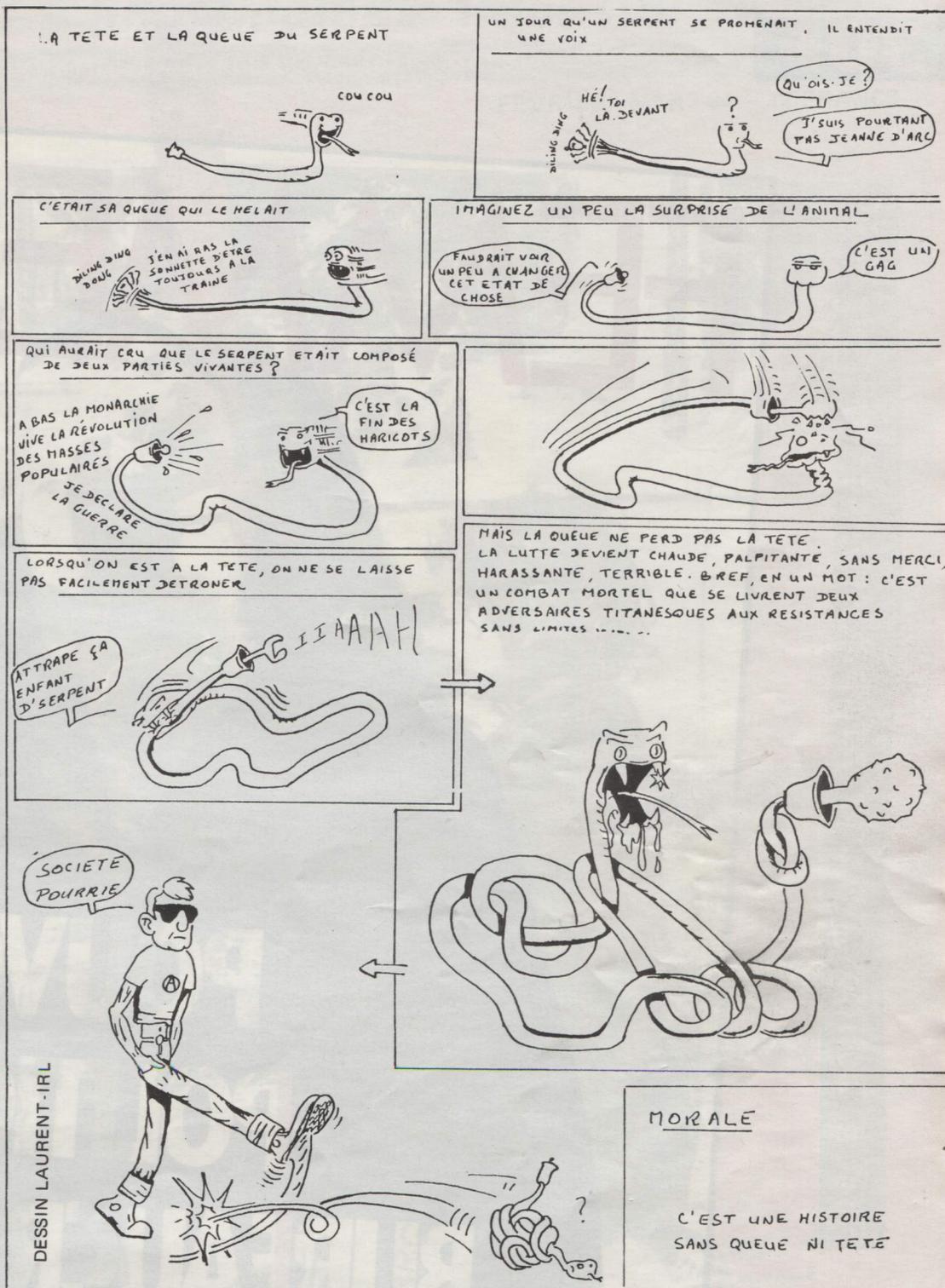
Une presse libertaire actuelle, c'est rare. Continuez, on a besoin d'anarchie en ce moment !

En attendant de vous aider plus concrètement ! Salut.

JM L. (Villeurbanne)



Ca rime à quoi ce «dialogue» où Cardonnel est seul à causer ? et qu'est-ce qu'il raconte le moine ? Qu'à une période de sa vie il «était libertaire». Il sait ce qu'il dit où il fait semblant ? Que je sache, un libertaire c'est un mec (Tiens tiens, un mec ? NDLC) qui n'a ni dieu ni maître. Il fut un temps où Cardonnel n'avait ni dieu ni maître ?



En tout cas, depuis, il s'est fort bien rattrapé.

La suite de son monologue c'est le discours catho culpabilisant type : «J'ai vu les pays du tiers monde, je me suis dit qu'être libertaire c'est un luxe que l'on ne peut pas se payer dans des régions, des nations de misère dans lesquelles les premiers problèmes sont ceux de la nourriture, de la faim». Cardonnel semble oublier, par exemple, qu'il y a une quarantaine d'années, on crevait de faim en Espagne et que, pour les paysans pauvres d'Andalousie, être libertaire signifiait se battre pour le pain et la liberté.

... (?)

30F

FEMMES



POUVOIR POLITIQUE BUREAUCRATIE

Nicole LAURIN-FRENETTE Yolande COHEN Kathy FERGUSON

irl/atelier de création libertaire

Chèques à libeller à l'ordre de : IRL CCP 4 150 95 N LYON
et à adresser à : IRL, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON